

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
QUESTION DES OCTROIS

ET NOTAMMENT CELLE

DES DROITS MUNICIPAUX SUR LES BOISSONS HYGIÉNIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Jean DOMINGUEZ

Lauréat de la Faculté de Rennes

Présentée et soutenue le 23 février 1901, à 2 heures 1/2

M. WEISS, *Président,*

M. PLANIOL }
M. PILLET } *Assesseurs.*

PARIS
Paul DELMAR

23 bis, RUE DES ÉCOLES, 23 bis

1901

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

QUESTION DES OCTROIS

ET NOTAMMENT CELLE

DES DROITS MUNICIPAUX SUR LES BOISSONS HYGIÉNIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Jean DOMINGUEZ

Lauréat de la Faculté de Rennes

Présentée et soutenue le 23 février 1901, à 2 heures 1/2



M. WEISS, *Président*,
M. PLANIOL } *Assesseurs.*
M. PILLET }

PARIS

Paul DELMAR

23 bis, RUE DES ÉCOLES, 23 bis

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Traité, précis, et brochures

- Ad. Smith. — Richesse des nations.
J.-B. Say. — Cours complet d'Economie politique.
Taine. — Origines de la France contemporaine.
Fr. Passy. — Delenda Carthago.
P. Leroy-Beaulieu. — Traité de la science des finances.
Léon Bourgeois. — Solidarité sociale.
» » — Discours prononcé au Congrès International
de l'Education sociale (septembre 1900).
P. Hugonnég. — Faut-il supprimer les octrois ?
Un contribuable. — Suppression des octrois.
E. Turquey. — Les octrois municipaux.
A. Guignard. — De la suppression des octrois.
P. Deloynes. — Les octrois et les budgets municipaux.
Mignard. — Suppression des octrois.
A. Veber. — Suppression des octrois.
M. Ajam. — Suppression de l'octroi au Mans.
P. de Baets. — Considérations sur les octrois communaux.
Ch. Blanc. — La suppression des octrois.
Ern. Brelay. — L'octroi.
Ch. Carré. — La suppression des octrois de Paris.
S. Causse. — La suppression des octrois.
V. Chiron. — La suppression des octrois à Brest.
Chonquet. — La suppression des octrois à Compiègne.
Pièces réunies par la Commission des octrois belges.
A. Des Cilleuls. — Les octrois et leur remplacement.
Ch. Carré. — La suppression des octrois de la ville de Paris.
Maguerro. — Suppression et remplacement partiel de l'octroi de
Paris.
Dr Papillon. — Etude documentée sur la suppression des octrois
et les taxes de remplacement.

- J.-B. Pey. — La suppression des octrois.
 E. Tramuset. — De la réforme de l'octroi et de l'impôt sur les boissons.
 H. Berthelemy. --- Les moyens de remplacer les taxes d'octroi.
 V^{te} G. d'Avenel. --- Les octrois en France et à l'étranger.
 Ministère des Finances de Russie (Documents envoyés à l'Exposition universelle de 1900) : 1^{re} Principaux rapports sur le monopole des spiritueux à la Commission de la Société russe d'hygiène publique ; 2^e notice sur la régie de l'alcool en Russie.
 Desplanques. — Des impositions municipales en vue de la suppression des octrois.
 Fr. Digaud. — Abolition complète des octrois.
 E.-J. Duchemin. — Suppression des octrois.
 P. Dupuy. — Suppression des octrois à Bordeaux.
 F. Fabrége. — Société centralé d'agriculture de l'Hérault.
 Y. Guyot. — Discours à la Chambre.
 » . — Discours à Lyon.
 » . — Discours à Paris (rue Drouot).
 » . — Rapport à la Chambre.
 A. Haumont. — Suppression des octrois et remplacement.
 Heynderichx Mechels. — Pétition à la Chambre des Représentants.
 X. . . . — L'impôt dans les démocraties.
 Comte de Lucay. — Société centrale d'agriculture de France.
 Pitty Math. — Des octrois.

Statistiques.

- Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances, années 1893 et suivantes.
 D. Legrain. — Fléau social (ce que coûte l'alcool).

Revue, Périodiques, Conférences, etc.

- Bulletin de l'Office du Travail, année 1898.
 Revue politique et parlementaire.
 mars 1899 : Question parisienne : la suppression des octrois par
 M. P. Guillot, avocat à la Cour d'appel.
 novembre 1896 : L'alcool et l'alcoolisme par Ch. Dupuy.

novembre 1898 : L'impôt communal sur le revenu par M. Mirauda de Malzac, ancien député.

mai-juin 1895 : La suppression des octrois et l'expérience de la ville de Lyon par M. Berthélémy, professeur de la Faculté de Droit.

Revue de Paris : 16 février 1899 : même titre, même auteur.

Revue politique et parlementaire : 10 novembre 1896 : L'impôt sur le revenu appliqué à Verviers par L. Arnaud, auditeur au Conseil d'Etat.

Conférence du Musée social : année 1899 : Les Sociétés de vinification par M. Ch. Gide, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Conférence de M. A. Veber (Université populaire) sur la suppression des octrois.

Documents législatifs.

Journal officiel : années 1890 et suivantes.

Documents administratifs.

Circulaires du Ministère des Finances : années 1898 et suivantes.

Circulaires du Ministère de l'Intérieur : années 1898 et suivantes.

Circulaires de la Direction générale des Contributions Directes : années 1898 et suivantes.

Circulaires de la Direction générale des Contributions Indirectes : années 1898 et suivantes.

Documents municipaux.

Etudes, rapports des Commissions, délibérations des Conseils municipaux, etc., communiqués par MM. les Secrétaires des Mairies de Lyon, Bordeaux, Marseille, Lille, Rouen, Le Havre, Nantes, Nancy, Reims, Montpellier, Saint-Etienne, Chambéry, Amboise, Sézanne, Dijon, Mamers, Elbeuf.

Bulletin municipal de la ville de Paris : années 1898 et suivantes.

INTRODUCTION

Le mouvement qui, depuis des années, se manifeste en faveur de la suppression des octrois a enfin abouti à l'adoption par le Parlement de la Loi du 29 décembre 1897, c'est-à-dire au dégrèvement des boissons hygiéniques.

Pourquoi la réforme fut-elle si longue à venir ? Pourquoi ne fut-elle que partielle ? Depuis longtemps en effet la question de la suppression des octrois est à l'ordre du jour. Ces dernières années surtout la campagne devint plus ardente que jamais : au moment des élections municipales les candidats sont obligés de se prononcer ; des études, des brochures sont répandues dans le public ; aux Chambres, des projets de loi sont présentés ; des municipalités s'émeuvent, nomment des commissions et des enquêtes, des rapports sérieux et documentés en résultent. Et cependant toujours la solution tarde et quand elle arrive, beaucoup s'étonnent qu'elle ne soit pas plus radicale.

Il ne faut pas trop manifester d'étonnement cependant. Toute la question, à notre avis, était dominée par les considérations suivantes : les réformes en matière d'impôts — s'agit-il même d'impôts communaux — sont toujours très graves à cause de l'incidence délicate à prévoir des impôts de remplacement, aussi ne saurait-

on les faire précéder de trop d'étude, aussi était-il bon de les laisser mûrir au sein des commissions parlementaires ; les droits d'octroi entrent pour la plus grande part dans les recettes du budget municipal, et puis, à l'heure actuelle, la dette des communes est très considérable et l'octroi en est le gage, aussi était-il prudent, même en admettant le principe de la suppression des octrois, de n'opérer la réforme que par étapes.

C'est ce que le législateur a fait : la discussion ne prit fin qu'en 1897 et seules les boissons hygiéniques furent l'objet de dégrèvement.

Une étude approfondie de l'histoire des octrois ne nous paraît pas nécessaire, aujourd'hui que la loi du 29 décembre 1897 a ébranlé cette antique institution.

Antique en effet ! l'étymologie même du mot nous le prouve. Il faut remonter au temps où les communes acquirent du pouvoir royal une certaine autonomie, où elles obtinrent le droit de lever à leur propre compte des taxes locales ; en accordant cette autorisation, le roi usait des termes : avons octroyé et octroyons.

Les taxes d'octroi portèrent longtemps par la suite le nom de « taxes d'hôpitaux ou de bienfaisance ».

Au début, l'octroi pouvait être considéré comme un bienfait : se ralliant à l'alliance étroite entre le peuple et le roi et la féodalité, il a contribué en ce sens à l'évolution du peuple vers la liberté ; ensuite, quand l'octroi fut une taxe d'assistance, on peut dire qu'il fut encore un bienfait, puisqu'il fût à l'origine du mouvement de solidarité qui permit de secourir les pauvres, les malades, les déshérités de ce monde.

Malheureusement, de modéré, l'impôt d'octroi devint excessif, car il servit à payer bien d'autres dépenses que celle d'assistance. Les hommes de la Révolution le supprimèrent. Rétabli ensuite, il n'a jamais cessé depuis d'aller grandissant, et, avec ce *crescendo*, augmentèrent naturellement aussi les inconvénients, de sorte qu'à l'heure actuelle une pareille institution n'est vraiment pas défendable.

CHAPITRE I^{er}

Inconvénients et avantages des octrois.

L'institution des octrois n'est pas une institution défendable.

Les inconvénients l'emportent de beaucoup sur les avantages. Nous exposerons les uns comme les autres en toute impartialité.

SECTION I. — Inconvénients du régime des octrois.

Les inconvénients sont si nombreux et si complexes que l'on se trouve quelque peu embarrassé pour les classer. Pour les examiner, nous nous placerons aux trois points de vue suivants (1) :

- I. Point de vue fiscal.*
- II. Point de vue économique.*
- III. Point de vue de justice sociale.*

(1) Cette discrimination ne nous satisfait pas du reste entièrement, car certains inconvénients seraient aussi bien à leur place en telle classe qu'en telle autre.

I. Point de vue fiscal. — Le point de vue fiscal, a, certes, son importance et nous verrons, en étudiant les avantages de l'octroi, que les défenseurs de l'octroi le présentent comme excellent au point de vue fiscal; nous dirons alors ce qu'il en faut penser. Pour le moment nous exposerons qu'au point de vue purement fiscal, le régime des octrois a même des inconvénients très grands.

Le rendement des octrois suit un *crescendo* nettement accentué d'année en année :

En 1823.	61.871.000 fr. (1)
— 1882.	289.824.000 —
— 1886.	278.334.000 —
— 1887.	281.018.000 —
— 1892.	312.114.581 — (2)
— 1893.	316.041.138 —
— 1894.	314.524.915 —
— 1895.	323.366.972 —
— 1896.	325.325.064 —
— 1897.	330.465.027 —

Quant à la part contributive de chaque citoyen elle aussi naturellement va en augmentant :

(1) Tous ces chiffres et les suivants sont empruntés à M. Y. Guyot dans son rapport à la Chambre des Députés (Séance du 17 décembre 1888) publié à la librairie Challamel et C^{ie}, Paris 1889. Ces chiffres correspondent à la recette brute diminuée seulement des recettes accessoires (escortes, entrepôts),

(2) Ces chiffres ont été relevés au Bulletin de statistique et législation comparée publié par le Ministre des Finances (années 1893..... 1898). La recette brute indiquée pour le rendement a subi la même diminution des frais accessoires.

		A Paris
En 1892.	24 ⁱ 23	63,82 (1)
— 1893.	24,54	63,23
— 1894.	24,43	62,87
— 1895.	25,12	65,36
— 1896.	25,27	65,24

Quant aux frais de perception, ils sont extrêmement coûteux. Il est facile de s'en rendre compte

En 1892.	8,47
— 1893.	8,53
— 1894.	8,75
— 1895.	8,73
— 1896.	8,98

mais ces chiffres indiquent la moyenne pour toutes les villes soumises à l'octroi, dans cette moyenne il est naturellement tenu compte de la Ville de Paris et la Ville de Paris a réussi à obtenir un chiffre relativement peu élevé de frais de perception :

En 1892.	5,61
— 1893.	5,82
— 1894.	6,13
— 1895.	6,17
— 1896.	6,73

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée. Année 1893 et suivantes.*

On se rend compte aisément que, le rendement de l'octroi de Paris équivalant chaque année à la moitié du rendement général, le chiffre de Paris doit faire baisser considérablement la moyenne générale. Aussi voit-on des tant pour cent de frais de perception comme les suivants :

En 1896	
A Marseille	11,78 %
A Toulouse	12,56 —
A Nantes	12,42 —
A Rouen	12,05 —
A Toulon	13,07 —
A Nîmes	12, » —
A Clermont-Ferrand	14,79 —
A Caen	13,62 —
A Perpignan	15,89 — (1)

Il faut remarquer que tous ces chiffres ne se rapportent qu'à des villes à population supérieure à 30.000 âmes. Il n'est pas douteux que l'octroi coûte plus cher encore dans les villes de population moindre. Et cela se comprend : il faut un minimum de personnel, les

(1) Cf. à ce propos le Rapport de M. Guillemet à la Chambre sur la suppression des octrois, déposé à la séance du 7 avril 1892. Voici les chiffres qu'il donne :

54 communes	payent plus de 30 o/o de frais de perception.
24	id. 30 à 25 o/o.
77	id. 25 à 20 o/o.
250	id. 20 à 15 o/o.
400	id. 15 à 11 o/o.
367	id. 10 o/o.

dépenses occasionnées par ce personnel se répartissent sur une recette très peu élevée.

Tous ces chiffres sont, nous le croyons, très éloquents. Ils établissent que l'octroi est une lourde charge pour le contribuable, lourde en raison du taux des taxes et de la moyenne par tête d'habitant, lourde aussi en raison des frais de perception (1).

De ce caractère de l'octroi, on peut tirer des conséquences qui sont autant d'inconvénients au point de vue fiscal.

Non seulement l'octroi est cher, mais encore il est vexatoire. Chacun sait cela. S'il est des personnes que le fait d'être soumises aux formalités de l'octroi à l'entrée des villes laisse bien insensibles, combien d'autres en revanche sont exaspérées. Que de discussions aigres-douces entre l'employé d'octroi et le contribuable ! Le caractère français évidemment s'accorde difficilement de ce régime : en France on a la prétention d'être libre, aussi déteste-t-on d'être arrêté au passage par l'employé qui vous demande si vous avez quelque droit à payer et qui peut, sur votre réponse négative, s'assurer de *visu* et de *tactu* de la véracité de votre dire.

On nous objectera peut-être que ce caractère vexa-

(1) A ce dernier égard l'octroi est contraire à la 4^e maxime « d'A. Smith : » Tout impôt doit être conçu de manière à ce qu'il « fasse sortir des mains du peuple le moins d'argent possible au « delà de ce qui entre dans le Trésor de l'Etat... » Richesse des Nations Ad. Smith. Livre V, Chapitre II.

toire de l'octroi n'a pas grande importance, que le contribuable sera peut-être mécontent du procédé, mais qu'il payera néanmoins et qu'au point de vue fiscal il n'y aura rien de perdu.

Malheureusement, si l'on tient compte de ce qu'en plus de vexant, l'octroi est cher, il n'est plus permis d'avoir ce raisonnement optimiste ; car voici ce qui est à craindre : non seulement les pauvres essayeront de la fraude, mais encore les riches, comptant sur la négligence des employés et pour ne point entrer en rapport avec eux, ne déclareront point des objets soumis à l'octroi ; si l'on ajoute les personnes qui fraudent, parce que chacun fraude, pensent-elles, on peut conclure qu'il y aura de ce chef un assez gros déficit.

Nous ne croyons pas exagérer. Il existe certainement en France un état d'âme assez triste sous ce rapport : des gens foncièrement honnêtes, qui se feraient un crime de léser leur prochain d'un centime, n'ont aucun remords de frauder l'octroi et ces gens oublient qu'ainsi cependant ils lèsent autrui. Pour preuve de cet état d'âme nous n'en voulons pas d'autre que la législation qui réprime les contraventions d'octroi : le législateur, ayant compris, a pensé qu'il fallait une répression quelque peu draconienne, caractère qu'on ne peut refuser à cette législation.

Pour se garantir contre la fraude, il faudra multiplier le nombre des employés mais alors les frais de perception augmentent et l'on tourne dans un cercle qui est vicieux.

Il est une autre conséquence de la cherté de l'octroi :

la falsification des denrées. Cette conséquence serait peut-être mieux à sa place parmi les inconvénients économiques de l'octroi, mais elle nous sert, ainsi placée, de transition.

L'octroi est cher et la fraude n'est pas toujours possible. La concurrence entre commerçants est parfois une véritable guerre. Pour essayer de récupérer partie des taxes d'octroi, quand elles ne peuvent être rejetées en entier sur le consommateur en raison de cette concurrence, tel commerçant, afin de conserver son bénéfice, n'hésitera pas à falsifier les denrées qu'il vend. Nous croyons que la falsification des denrées est en relation étroite avec la cherté de l'octroi.

II. Point de vue économique. — Beaucoup d'économistes ont condamné les octrois. Les octrois en effet, au point de vue économique présentent de graves inconvénients. Certains tiennent à la nature même de ce genre d'impôt, ils lui sont communs avec les impôts indirects. Certains autres sont plus particuliers.

Pour étudier les premiers, nous ne saurions mieux faire que de nous inspirer ici de J.-B. Say, qui a analysé de façon si nette cet aspect des impôts indirects.

Dans son cours complet d'Economie politique, il montre que la diminution des frais de production entraîne comme corollaire une augmentation dans la consommation ; il donne des exemples, celui-ci entre autres : « On payait autrefois 10 schillings (12 fr. 50) « par place pour aller de Glasgow à Greenoch et en « supposant que les places fussent toujours remplies.

« 40 voyageurs passaient chaque jour de l'une de ces
« villes dans l'autre. Depuis l'établissement des bateaux
« à vapeur qui transportent les voyageurs pour 1 schil-
« ling $1\frac{1}{2}$, le nombre des voyageurs est devenu 25 fois
« plus considérable (1). » La réciproque, également
juste, peut ainsi se formuler : l'augmentation des frais
de production entraîne une diminution dans la consom-
mation. Appliquons ceci à l'octroi : évidemment il faut
compter les droits d'octroi payés sur les objets consom-
més parmi les frais qu'ils ont coûtés à produire, on peut
donc dire qu'ils diminuent la consommation de ces
objets.

Voilà ce qui se produit pour la consommation. Voici
maintenant pour la production. J.-B. Say l'a aussi étu-
diée. Il raisonne sur cet exemple : « Les Anglais, dit-il,
« réussissent à fabriquer de belles glaces et pourraient
« les établir à un prix modéré, si les droits énormes
« que supportent la fabrication du verre, dans la
« Grande-Bretagne, n'élevaient ce produit à un prix
« auquel beaucoup de consommateurs ne peuvent at-
« teindre. C'est en conséquence une production qui ne
« prend pas, à beaucoup près, le développement dont
« elle serait susceptible ; la valeur, qui n'est pas mise
« dans les glaces qu'on ne fait pas, ne peut servir à
« acheter d'autres produits qui pourraient se faire ; et
« le débouché qu'on pourrait trouver dans ces produits

(1) *Cours complet d'économie politique*, J.-B. Say, 3^e partie, chapitre III, p. 349.

« est conséquemment resserré par le vice des lois (1) ». Appliquons ceci à l'octroi et supposons qu'une famille soit obligée de consacrer du chef de l'octroi à ses achats 100 francs (2) de plus que si l'octroi n'existait pas, supposons les ressources de cette famille très limitées ; avec l'existence des octrois cette famille devra réduire de semblable somme ses achats. De ce fait résultera une diminution de travail pour les ouvriers ou les agriculteurs occupés à la production des objets soumis à octroi. Donc on peut dire que l'existence de l'octroi entraîne une diminution dans la production.

M. Thiers, sans nier les effets économiques de l'octroi tels que nous venons de les exposer, prétend qu'ils importent peu et voici pourquoi : si les taxes d'octroi font monter d'autant les prix des denrées, elles font aussi augmenter d'autant le salaire, et les effets signalés se trouvent ainsi neutralisés.

Pour que le raisonnement de M. Thiers soit exact, il faudrait que la hausse des salaires soit dans la proportion qu'il indique. Or il est difficile même aujourd'hui d'affirmer que le contrat de travail est libre et cela, malgré un certain développement des syndicats ; bien souvent l'ouvrier, vaincu par les nécessités, doit accepter les conditions du patron. Que l'on consulte les faits actuels et l'on verra qu'en 1897, 52 0/0 des grèves ont

(1) *Cours complet d'économie politique*, J.-B. Say, 3^e partie, chapitre III, p. 349.

(2) Ce chiffre n'a aucune prétention à l'exactitude, ni même à l'approximation ; c'est un chiffre quelconque.

été faites pour réclamer une augmentation de salaires (1).

Du reste dans son raisonnement, M. Thiers ne tient pas compte de la situation de l'ouvrier marié et chargé de famille. A supposer même que l'ouvrier célibataire arrive à récupérer ce que lui coûte l'octroi, jamais l'autre n'obtiendra que son patron lui tienne compte de ce qu'il paie d'octroi pour sa femme et ses enfants.

M. Arnous, député, défenseur des octrois, semble même aller plus loin encore que M. Thiers. Pour lui, l'octroi a le grand avantage de servir à l'élévation du salaire. (2)

Pour nous, nous voyons difficilement dans l'octroi la clef du problème social. Et nous ajoutons : d'autres causes agissent sur le salaire et parmi celles-ci : l'offre et la demande du travail, la nature du travail, la saison, les circonstances de la politique et de la mode. A notre avis, il ne peut y avoir que coïncidence entre l'élévation des taxes d'octroi et celle des salaires, et jamais rapport de cause à effet.

Les octrois sont donc absolument défavorables au développement de la production et de la consommation nationales, nous pourrions le montrer pour le commerce et l'industrie aussi bien que pour l'agriculture. Comme nous aurons l'occasion d'y revenir, nous nous en abstenons maintenant. Défavorables à la consommation et à

(1) *Bulletin de l'Office du Travail* du 4 mai 1898, p. 373.

(2) Cf. *Discussion de la Chambre des Députés* du 26 février 1889 (Yves Guyot).

la production — inconvénients qui leur sont communs avec les impôts indirects, — nous verrons qu'au point de vue de la circulation ils sont plus particulièrement encore une gêne, une entrave et une perte.

Au point de vue de la circulation, il est indéniable que l'octroi est une véritable gêne pour les denrées. Il suffit pour s'en rendre compte de se trouver à une heure quelconque à l'une des portes de Paris : là de longues files de voitures, camions, tombereaux, etc., attendent que le moment arrivent d'être examinées. Quelque diligence que puissent mettre les employés, quelle que soit leur bonne volonté, il y a pour le commerce, l'industrie, l'agriculture, une perte de temps. En admettant même — hypothèse le plus souvent improbable — que les voitures n'attendent point, il y a cependant, perte de temps ; car il faut toujours que les voituriers, camionneurs et charretiers fassent la déclaration et soient vérifiés ; or la vérification est parfois longue pour certaines marchandises.

On sait par quoi se traduit en économie politique toute perte de temps. L'expression américaine « time is money » en est l'image. Peut-être n'est-il pas très facile de déterminer, même d'une façon approximative, pour telle ou telle maison de commerce, la perte journalière occasionnée par l'octroi, ainsi que cela a été fait (1). Cependant il nous suffit que cette perte ne puisse être niée.

Si nous nous reportons aux principes de J.-B. Say,

(1) Cf. Deloynes. *Les octrois et les budgets municipaux*, p. 36.

nous trouvons qu'il condamne les entraves à la circulation des richesses. Il est important en effet qu'il y en ait le moins possible, car non seulement elles se traduisent par une perte pour la richesse des particuliers, mais encore pour la richesse nationale. Et ceci est parfaitement vrai pour l'octroi; non seulement les maisons de commerce voient leurs ouvriers perdre du temps aux portes de la ville, mais encore elles ne peuvent, pendant ce temps perdu, les employer à un travail productif qui augmenterait la production et la consommation nationales.

Un autre auteur a exprimé d'une façon très catégorique cette même loi de la circulation des richesses. Il prétend que tout arrêt dans la circulation frappe la production en raison géométrique. C'est bien ce que nous venons de montrer.

Dans le même ordre d'idées, l'octroi a encore un autre inconvénient assez important. Le producteur de denrées soumises à l'octroi ou son intermédiaire, en un mot celui qui fait pénétrer dans la ville, doit faire l'avance des taxes pour le consommateur, il perd évidemment ainsi l'intérêt des sommes avancées : il lui est impossible de s'en faire rembourser par le consommateur, car peut-il avoir deux prix, un prix pour les denrées qu'il vendra le jour même et un autre pour celles qu'il vendra longtemps après ? Il est aussi une hypothèse où la perte est encore plus grande, c'est, quand on entre une denrée dans une ville à octroi et qu'on la sort sans avoir réussi à la vendre : cela peut être le cas des agriculteurs qui n'ont pu se débarrasser au marché de

toutes leurs denrées : eux dans ce cas perdront la somme même qu'ils ont versée à l'octroi pour ces denrées invendues.

Au point de vue économique, on a encore fait un autre reproche aux octrois : on a dit que les octrois étaient une véritable douane intérieure. M. Yves Guyot notamment en faisait un argument très important quand il demandait, en 1889, la suppression des octrois (1). Voici les exemples qu'il donnait.

« M. Alphonse Humbert, le 12 décembre 1888, a
« demandé au Conseil municipal de Paris une réduction
« de la taxe de 3,60 établie par la délibération du 2
« Avril 1881 sur la fabrication des fers à l'intérieur de
« Paris. Pourquoi ? Parce qu'elle n'a pas établi l'égalité
« entre la fabrication parisienne et celle de la province
« et que cette taxe constitue en réalité, au profit de
« cette dernière, un droit ruineux pour les usines si-
« tuées à Paris.

« M. Humbert déclarait que cette inégalité avait fait
« fermer les forges de la Villette et éteindre un four à
« l'usine de Grenelle.

« Un peu auparavant, le 20 Octobre, M. Lyon Ale-
« mand, M. Patenne, M. Lerolle, conseillers municipaux
« demandaient un rehaussement de la taxe d'octroi sur
« les bois ouvrés. Ils faisaient très nettement la théorie
« de l'impôt employé comme instrument de protection-
« nisme local.

(1) *Discours à la Chambre* (Yves Guyot), 26 février 1889. J. O.

« M. Lerolle disait qu'il fallait prendre en considération
« les propositions destinées à protéger le travail national
« ou parisien etc. »

Lors de la suppression des octrois en Belgique, M. Frère Orban, dans son rapport sur les octrois, avait signalé à la Chambre des Représentants cette tendance au protectionnisme local. Voici ce qu'il en disait :

« Une guerre intestine de tarifs, une guerre à l'état
« latent, mais des plus pernicieuses pour la consolida-
« tion de l'unité nationale existe entre nos communes,
« car de l'impossibilité, dans la plupart des cas, d'établir
« sur la même base la taxe à l'importation et à la fabri-
« cation, résulte celle de produire exactement ces deux
« mêmes taxes »

Pour être impartial, il faut dire que cette tendance n'est pas générale de la part des municipalités, car le législateur a donné au gouvernement le moyen de l'en-traver : l'article 10 en effet du Décret Réglementaire du 12 février 1870 a interdit aux taxes d'octroi tout caractère protecteur.

Cette réserve faite, nous avouerons qu'il est mauvais qu'une telle tendance au protectionnisme local puisse exister, qu'il est mauvais que des municipalités puissent par le jeu des taxes d'octroi favoriser telle ou telle industrie, tel ou tel commerce de la ville. Un tel état de choses, là où il existe, est bien certainement contraire aux principes d'égalité, de liberté et de solidarité. Si le protectionnisme pour le commerce international peut avoir des défenseurs, pour le commerce intérieur il n'en doit pas avoir.

Un auteur, qui s'est occupé de la suppression des octrois, a traduit par une phrase cet inconvénient des octrois. C'est M. Alfred Guignard : « Les octrois sont
« dit-il, pour me servir de l'expression anglaise, des
« nuisances à la solidarité des diverses parties de la
« nation entre elles » (1)

III. Point de vue de justice sociale. — Pour étudier les octrois, nous les avons examinés au point de vue de la science financière, puis au point de vue de l'économie politique, et nous avons vu qu'à ces deux points de vue ils n'avaient guère résisté aux critiques. Il nous reste à nous demander s'ils sont conformes aux principes de justice sociale.

Les critiques, que nous ferons, sont d'une portée moins générale que les précédentes. Les précédentes intéressaient tous les contribuables soumis au régime des octrois et certaines mêmes, tous les Français. Au contraire celles que nous allons formuler n'atteignent que certaines classes de contribuables, et les plus intéressantes : les classes pauvres. Elles n'en sont que plus graves.

• Pour examiner si les octrois sont justes, nous nous placerons d'abord au point de vue objectif et par-là nous voulons dire que nous nous occuperons des objets sur lesquels les droits sont établis, puis ensuite au point de vue subjectif, c'est à dire que nous nous préoccuperons des personnes qui les payent.

(1) Alfred Guignard. *De la suppression des octrois.*

Les objets soumis aux droits d'octrois sont : 1^o les boissons et liquides ; 2^o les comestibles ; 3^o les combustibles ; 4^o les fourrages ; 5^o les matériaux.

Si l'on ouvre le tarif d'octroi d'une ville quelconque, ce qui frappe, c'est que le taux des droits est établi par le poids, le nombre ou le volume, et que par contre il n'est guère tenu compte de la valeur. Il est donc certain que de tels impôts ne seront guère justes.

Pour les boissons, c'est frappant. Une personne achète une barrique de vin de 30 francs, elle paie tel droit à l'entrée. Qu'une autre achète une barrique de vin au prix de 1000 francs ; le droit, qui lui sera réclamé à l'octroi sera le même. Pour les cidres, la bière etc, ce sera la même chose. L'injustice est évidente.

Pour les comestibles, on peut faire des remarques du même genre. Le décret-type de 1870, et les arrêtés des municipalités ont bien essayé de faire le plus de distinctions possibles parmi les différents objets à classer sous cette rubrique, mais que de choses choquantes encore ! Au tarif de la ville d'Elbeuf par exemple, on trouve un seul taux pour les huîtres : le droit est uniformément de 2 francs et cependant que de prix différents suivant la provenance ! De même pour les fromages, on voit en cette même ville un droit de 10 francs par 100 kilogs quelle que soit l'espèce de fromage. Au tarif de Sézanne, ville de la Marne, on remarque que le poisson de toute nature — d'eau douce ou d'eau de mer — est taxé à 5 francs les 100 kilogs.

Aux combustibles, on peut encore faire la même critique. Est-ce rationnel par exemple que les houilles

n'aient qu'un seul tarif, alors qu'il y a une grande différence de prix entre telle et telle houille ? Cette uniformité est-elle plus logique quand on examine les huiles minérales ; n'y a-t-il pas pour elles en effet plusieurs sortes de prix ?

Pour les fourrages, nous les laissons de côté, car les fourrages sont à peu près tous de la même qualité, et leur prix est sensiblement uniforme.

Mais nous reprenons la critique quand il s'agit des matériaux. Examinons le tarif des octrois de Rennes par exemple. La chaux grasse et la chaux hydraulique sont taxées au même tarif ; 0,30 l'hectolitre ; cependant leurs prix diffèrent ; ils sont dans le rapport de 4 et 5. Les ciments paient 2 francs le baril, alors qu'il y a de grands écarts dans les prix suivant la marque. La même observation peut-être faite pour les plâtres, les ardoises, et les objets en terre cuite.

Evidemment le législateur ne pouvait entrer dans de semblables détails, les municipalités ne pouvaient créer autant de droits que d'objets divers et de valeur différente ; mais cette impossibilité est la condamnation même de tels impôts ; et c'est pourquoi on doit applaudir le législateur de marcher vers les taxes directes, qui sont de beaucoup plus proportionnelles, partant plus justes.

Les octrois sont-ils plus justes au point de vue subjectif ? Une première constatation, c'est que les tarifs d'octrois sont les mêmes pour tous. Pour tel objet, c'est tel droit, peu importe la personne qui paie. Que cette personne soit millionnaire ou presque indigente, il n'en

est aucun souci. On ne s'occupe aucunement des facultés de chacun : l'une des maximes d'Adam Smith est sacrifiée. Les impôts directs tiennent compte de la situation personnelle des contribuables : basés sur des indices extérieurs de la richesse, ils sont proportionnels aux fortunes ; le législateur a jugé juste de dégrever les petites fortunes et les partis les plus conservateurs n'ont pas cru possible de faire autrement. Avec l'octroi, rien de tout cela, c'est l'injustice absolue.

Est-il juste, par exemple, qu'une personne, célibataire, disposant d'un revenu de 100.000 francs contribue pour la même somme annuelle aux octrois qu'une autre ayant seulement un revenu de 1.600 francs pour faire vivre toute sa famille ? Evidemment la première, sans se priver de rien, prélèvera la somme sur son superflu tandis que la seconde, pour acquitter l'octroi, devra la prendre sur les dépenses nécessaires de son budget. Plus les revenus ou les salaires seront bas, plus la famille sera nombreuse, plus grande sera l'injustice.

A ceci l'on objecte que l'injustice n'est pas aussi grande qu'elle le semble au premier abord. Voici pourquoi : on consomme proportionnellement à ses facultés, le riche, plus que le pauvre, consomme d'objets soumis aux droits d'octroi. Or, comme on se trouve contribuer à l'octroi dans la mesure de ce que l'on consomme, le riche paie plus de droit que le pauvre.

A notre avis la base de cette réfutation est inexacte. Nous allons montrer par l'analyse, que de la plupart des objets soumis à l'octroi c'est le pauvre, l'ouvrier qui fait le plus grand usage.

Prenons les boissons. Il n'y a pas le moindre doute à avoir sur ce chapitre ; la part absolue d'octroi est certainement plus élevée pour les classes pauvres que pour les classes riches, car les premières, plus que les secondes, consomment des boissons hygiéniques et alcooliques, l'ouvrier, dans son travail, dépense beaucoup de forces physiques, il lui faut réparer ces forces. Tandis que le riche — intellectuel ou oisif — se contentera d'une demi-bouteille de vin à son repas, lui, l'ouvrier, en boira une entière et à certaines heures il lui faudra en boire encore afin de pouvoir continuer son travail. Il ne se contente pas malheureusement du vin ou d'une autre boisson hygiénique et il a recours à l'alcool. Liebig, pour l'alcool, a très bien montré la situation de l'ouvrier. « La soif de l'alcool, dit-il, n'est pas la cause de
« la misère, mais la suite. Quand le travailleur n'a pas
« le salaire suffisant pour la quantité d'aliments, qui lui
« permette de rétablir sa force de travail, une nécessité
« de nature, inflexible, l'oblige à recourir à l'alcool. Il
« lui faut travailler, mais du fait de sa nourriture insuf-
« fisante, il lui manque chaque jour une certaine quan-
« tité de force de travail. L'alcool par son action ner-
« veuse, lui permet d'exciter son organisme et d'en dé-
« penser aujourd'hui ce qu'il n'aurait du dépenser que
« le lendemain, etc... »

Qu'on veuille bien se rendre compte maintenant à quelle somme ressortit le rendement des boissons dans la recette générale des octrois : en 1897 il était de 141, 185, 942 sur 330, 465, 027, c'est-à-dire à peu près 43 o/o.

Prenons les comestibles. La même observation peut

être faite : l'ouvrier, toujours pour les mêmes raisons physiologiques, en fera une plus grande consommation. Or en 1897 les recettes-comestibles ont été sur 330.465 027 de 91.647.310, c'est-à-dire 27 0/0 (1).

Prenons les fourrages. On ne peut comparer ce que consomment les chevaux des pauvres et les chevaux des riches, car les pauvres des villes en ont rarement. Mais la comparaison peut être faite en ce qui concerne les chevaux de trait et les chevaux de luxe : les premiers, qui tirent les lourds camions, les charrettes très chargées etc. mangeront jusqu'à 18 litres d'avoine par jour, tandis que les seconds se contenteront de 6 litres ; la même proportion se retrouve en ce qui concerne la paille et le foin. Les recettes-fourrages ressortissent dans le chiffre total du produit des octrois de 1897 pour 17.864.701, cela représente 5 0/0.

Nous venons donc de voir que pour les boissons, les comestibles, les fourrages, l'injustice n'était pas niable parce que le pauvre, l'ouvrier, consomme plus que le riche. Ces trois catégories de denrées représentent tout près des $\frac{3}{4}$ des recettes de l'octroi ($43\ 0/0 + 27\ 0/0 + 5\ 0/0 = 75\ 0/0$).

Reste donc le dernier $\frac{1}{4}$. Ce quart comprend les recettes des matériaux. Pour les matériaux nous ne nierons pas que les riches en consomment plus que les

(1) Pour être impartial, nous voulons bien remarquer que les riches consomment seuls certains comestibles de luxe, mais nous devons ajouter que cette consommation fait baisser celle qu'ils font des comestibles plus vulgaires.

pauvres. Il comprend aussi les combustibles, pour ces derniers nous ne croyons pas que le riche en consomme une beaucoup plus grande quantité que le pauvre, car si le riche a plus d'appartements à chauffer que le pauvre, il faut tenir compte aussi de ce fait que le pauvre n'use point des procédés économiques de chauffage; on n'ignore pas en effet que l'usage des calorifères et d'autres inventions modernes diminue très sensiblement les frais de chauffage.

Donc nous pouvons dire qu'au point de vue subjectif, le principe de justice sociale est bien loin d'être respecté, que pour les $3/4$ du produit des octrois il n'y a même aucun doute et que pour le dernier quart le pauvre n'est presque pas soulagé.

Que l'on ne plaide pas non plus les circonstances atténuantes des octrois en venant dire que les pauvres sont les principaux bénéficiaires des dépenses faites par les communes, que pour eux l'on crée des hospices, des hôpitaux, des bureaux de bienfaisance et beaucoup d'autres œuvres dont les riches n'ont aucun besoin. Ce raisonnement manque de portée générale : on ne peut l'appliquer aux habitants des villes qui ne sont point soumises au régime des octrois. Et puis, quant à nous, nous ne voulons point que ce soit les pauvres qui paient les dépenses des pauvres; les classes aisées, par leur indépendance matérielle et leur situation sociale, ont, comme conséquence de cet avantage supérieur, l'obligation morale de décharger le plus humainement possible ceux qui ploient trop sous le poids du travail et de la misère.

M. Léon Bourgeois, député de la Marne a parfaitement étudié cette question de justice sociale en traitant de la solidarité. Nous ne saurions mieux faire que de le citer : « L'homme, en effet, dit-il, naît débiteur de la « société. Cette idée, que l'on trouve à peine indiquée « dans l'antiquité s'est développée de nos jours jusqu'à « l'évidence. Nous l'avons dit ailleurs (1), nous ne crai- « gnons pas de le répéter : l'homme ne prend pas un « aliment, ne manie pas un outil, n'ouvre pas un livre, « n'exprime pas une pensée, sans mettre à contribution « le fonds social, le travail accumulé par les autres. Le « compte de la part, qui revient vraiment à chacun « dans le produit de ce qu'il appelle son travail per- « sonnel, devient ainsi presque impossible à faire. Et « cette impossibilité d'une évaluation exacte produit « un double résultat : d'une part ceux qui sont en pos- « session de la plus grande somme d'avantages sociaux « et qui en bénéficient sans acquitter vraiment leur dette « envers tous, les défendent, comme étant leur droit, « ce qui est de leur part à leur insu même, un détour- « nement, dont personne du reste ne peut faire la « preuve contre eux ; d'autre part, les hommes qui sont « privés de la plus grande partie des avantages sociaux « ont le sentiment de leur créance, ils souffrent, ils se « sentent frustrés, ils réclament leur part, mais ne pou- « vant exactement mesurer le dommage qui leur est « fait et calculer le juste objet de leur revendication,

(1) Voir *Solidarité sociale*, par M. Léon Bourgeois. Arm. Colin et C^{ie}, 1896.

« ils s'irritent, s'abandonnent à la violence, etc... (1) ». Malgré ces difficultés, M. Bourgeois ne désespère pas de voir régner plus de justice, si l'on parvient à faire appliquer aux hommes les principes de la solidarité : « Cette équivalence (2) (des charges et des profits dans l'échange), ce n'est pas d'ailleurs une législation spéciale au contrat d'échange de services qui peut l'établir. C'est par voie indirecte seulement, en obtenant pour ainsi dire au préalable, de chacun des hommes l'acquittement de la dette sociale non envers un associé en particulier mais envers tous, qu'il sera possible de placer les contractants dans un état d'égalité où leur liberté pourra désormais s'exercer sans injustice ». Quant à l'Etat, M. Bourgeois dans cette question lui donne ce rôle : « Il faut (3) qu'aucune disposition légale n'intervienne pour détruire, dans l'échange des services, l'égalité de valeur sociale des contractants. Aucune loi ne doit pouvoir aggraver les inégalités naturelles des hommes, augmenter arbitrairement la charge de l'un pour diminuer arbitrairement celle des autres. Pour nous borner à quelques exemples, la loi ne peut créer une inégalité juridique entre les hommes, reconnaître des privilèges de classes ou de castes, établir des monopoles au profit de certains groupes de citoyens ; la loi ne peut davantage maintenir un système d'impôts pesant plus lourdement

(1) Voir Discours prononcé par M. Léon Bourgeois au Congrès international de l'Éducation sociale.

(2) Idem.

(3) Voir la note précédente.

« qu'il n'est juste sur une partie des citoyens et ne
« mesurant pas vraiment la charge de chacun au sacri-
« fice qu'il lui faut faire pour la supporter ».

Tout ce que nous venons ainsi de citer de M. Bourgeois s'applique parfaitement à l'injustice sociale que nous avons démontrée pour les octrois. Les octrois sont un de ces impôts qui pèsent plus lourdement qu'il n'est juste sur une partie des citoyens et qui ne mesurent pas vraiment la charge de chacun au sacrifice qu'il lui faut faire pour le supporter. C'est un de ces impôts dont il faut poursuivre la suppression, d'autant plus que les avantages — ainsi que nous les étudions maintenant — ne sauraient balancer de tels inconvénients.

SECTION II. — Avantages du régime des Octrois.

Voici ces avantages. Les rares partisans de ce régime les présentent comme autant d'objections à sa suppression.

1^o Le régime des octrois a cet avantage de faire payer les étrangers, comme les Français. Si l'on remplaçait les droits d'octrois par d'autres taxes et principalement par des taxes directes, les étrangers ne payeraient plus rien ou presque plus rien. Nous répondons que les étrangers ne sont pas bien nombreux en France par rapport à la population totale et que la perte ne serait donc pas très considérable. Sans aller jusqu'à frapper les étrangers d'une taxe particulière communale, on peut très bien se consoler en songeant que, par voie

d'incidence, les étrangers seraient dans une certaine mesure frappés par les taxes directes de remplacement qui pourraient être adoptées.

2° Les droits d'octrois, très souples, suivent la fortune publique ; il sont susceptibles de beaucoup rapporter. Il y a là un avantage évident. Mais à cet avantage est évidemment lié un inconvénient. S'il est vrai en effet que depuis des années, le rendement des octrois suit un *crescendo* bien accentué, il est vrai aussi de constater que les dépenses des municipalités vont toujours en augmentant ; nous voyons entre ces deux faits autre chose qu'une coïncidence ; la facilité avec laquelle les municipalités sont certaines de trouver des ressources par l'octroi les poussent à exagérer leurs dépenses, les incitent à la prodigalité, au gaspillage ; elles comptent sur des augmentations annuelles du chiffre des recettes de l'octroi, alors elles empruntent hardiment et s'endettent sans souci.

3° Il est une objection, qui, si elle était exacte, serait très sérieuse et pourrait nous embarrasser beaucoup ; on a dit ceci : à quoi bon supprimer les octrois, les prix de vente aux consommateurs resteront les mêmes et ne baisseront pas ; seuls les intermédiaires, les marchands en gros profiteront de la diminution produite par la suppression des octrois dans les frais de production. Soutenir cette opinion nous semble dénier absolument tout effet à la concurrence. Nous sommes d'avis contraire ; nous étudierons cette question à propos du dégrèvement des boissons hygiéniques. Nous deman-

dons donc jusque-là crédit de la démonstration de cette affirmation.

4° Enfin, vient-on dire, l'impôt de l'octroi se perçoit sous une forme commode et à un moment commode. C'est le marchand, qui paie l'octroi aux barrières de la ville et le consommateur lui rembourse cet impôt en payant la marchandise. Il ne s'aperçoit même pas qu'il paie cet impôt, car cet impôt est parfaitement dissimulé dans le prix de la marchandise. Et l'on cite des formules caractéristiques et pittoresques. De M. Taine ces paroles (1) : « L'acheteur qui vient se faire tondre ne voit
« pas les ciseaux ou du moins il n'en a pas la sensation
« distincte. Or, chez l'homme du peuple, chez le mou-
« ton ordinaire, c'est la sensation directe, actuelle, ani-
« male qui provoque les cris, les soubresauts convulsifs,
« les coups de tête, l'effarement et l'affolement conta-
« gieux ». De M. de Virchow cette phrase : « L'octroi
est un moyen de chloroformiser le contribuable, pour le
saigner sans qu'il le sente ». Quant à nous, nous pensons qu'aucun chloroforme, quand il s'agit d'octroi, n'empêchera le pauvre ou l'homme de situation moyenne de savoir ce que l'octroi lui coûte.

Ce qui est vrai c'est qu'avec l'impôt des octrois, on a trouvé le moyen de faire payer indirectement des gens à qui directement on n'aurait jamais osé demander quelque chose. C'est cette idée qu'exprimait lors de la réforme belge de 1860 M. de Nozet à la Chambre des

(1) Taine, *Origines de la France contemporaine*.

Représentants : « Il y a des contribuables que vous
« n'oseriez pas faire comparaître devant les agents du
« fisc, et cependant au moyen des impôts de consom-
« mation, vous parvenez à leur arracher le denier du
« contribuable ». Cela est la vérité, et c'est peu démocratique. Il nous semble plus démocratique aussi, qu'on ne cherche point tant à dissimuler ce que coûte l'impôt.

CHAPITRE II

Des différents systèmes de remplacement des octrois.

Si l'historique des octrois manque un peu pour nous d'intérêt, il n'en est pas de même de l'historique des projets de réforme ou de suppression, et il nous faut les étudier, afin de pouvoir comprendre comment le législateur est arrivé à la loi du 29 décembre 1897.

La Révolution supprima les octrois. Le 19 janvier 1791 M. de Larochefoucauld critiqua très vivement les droits d'octroi. Des réclamations énergiques s'étaient produites en 1790 à la barre de l'Assemblée constituante contre les octrois ; des troubles avaient éclaté sur bien des points du territoire au sujet de la perception de ces droits. Aussi le 20 janvier, à la suite d'une grande discussion à laquelle prirent part Cazalès, Rochebrume, Custine, Cernon, Anson, Montesquiou, Foucault, Dandré, Despresménil, Prieur, Villas, l'abbé Maury, Lachaise, Lepelletier de Saint-Fargeau et Le Chapellier, l'Assemblée constituante rendit le décret suivant :

« L'Assemblée constituante décrète que tous les
« droits à l'entrée des villes, bourgs et villages seront
« supprimés à dater du 1^{er} mai prochain et charge son

« comité des impositions de lui présenter, sous huit
« jours au plus tard, le projet des impositions directes,
« qui doivent remplacer les impôts supprimés et qui
« étaient perçus au profit de la nation, des hôpitaux et
« des villes, de manière à assurer les fonds nécessaires
« pour faire face aux dépenses publiques de l'année
« 1791. »

Napoléon rétablit les octrois, sous ce titre habile :
« Octrois municipaux de bienfaisance », le 4 frimaire
an XI. Ils devinrent vite excessifs. Aussi, lors de la Ré-
volution de 1848, la question de suppression fut de nou-
veau agitée ; l'abolition en fut promise en les termes
suivants : « Le gouvernement s'engage à présenter à
« l'Assemblée nationale un budget dans lequel l'octroi
« sera supprimé ». Le 18 avril un décret fut rendu, dont
voici un extrait : « Considérant que l'octroi établi sur
« les boissons pèse d'une manière inique sur les diverses
« qualités de vins ; que cet impôt frappe la boisson or-
« dinaire des travailleurs de 100 pour 100 de la valeur
« primitive, tandis que les vins de luxe ne paient que
« 5 ou 10 o/o de leur prix vénal ; que cette inégalité
« choquante provoque des fraudes nuisibles à la santé
« des travailleurs, etc. » Les événements politiques ne
permirent pas au Gouvernement de donner suite à ce
projet, mais, le 3 décembre 1851, les représentants res-
tés libres (1) voulurent laisser leur testament politique
et réunis chez Michel de Bourges au nombre d'une

(1) La Chambre avait été dissoute par Napoléon avant d'avoir discuté la question des octrois.

soixantaine, ils rendirent le décret suivant sur la proposition de Victor Hugo : « Les représentants restés libres « décrètent : « Les octrois sont abolis dans toute l'étendue du territoire de la République. Fait en séance de « permanence le 3 décembre 1851. »

Ces deux faits historiques — celui de 1791 et celui de 1851 — suggèrent deux observations : 1^o c'est qu'aux époques de révolution et de liberté la suppression des octrois est une des grandes questions agitées ; 2^o c'est qu'à ces époques de trouble, si l'on décide l'abolition des octrois, on n'arrive pas à trouver le moyen de les remplacer.

Dans les projets, qui suivirent, on ne se contenta pas de signaler le mal, on proposa aussi différents genres de remède. On peut classer ces genres en plusieurs groupes (1).

PREMIER GROUPE. — *Faire payer par l'Etat l'abolition des octrois et rembourser aux communes les recettes qui leur seraient enlevées.* — Dans ce premier groupe, nous trouvons le projet de M. Glais-Bizoin en 1870 (2). M. Glais-Bizoin proposa d'enlever à l'Etat pour en faire bénéficier les communes : 1^o l'impôt personnel et

(1) La discrimination, que nous donnons ici, est à peu près celle employée par M. Guillemet, député, dans son rapport au nom de la commission chargée d'examiner les propositions de loi : 1^o de M. Guillaumon ; 2^o de M. Guillemet lui-même. *J. O., Chambre. Doc. parl.* 1892, ann. 2,056, p. 815.

(2) M. Glais-Bizoin reprit en partie les idées qu'avait émis M. Frédéric Passy, dans une proposition communiquée à ses frais, sous le deuxième empire, à tous les conseils généraux, sous le titre de : *Delenda Carthago*.

mobilier, 2° l'impôt des portes et fenêtres, 3° l'impôt des patentes; de plus il autorisait les communes à trouver des ressources supplémentaires, si celles de son système n'était point suffisantes par des centimes additionnels et même par un impôt sur le revenu communal. On peut critiquer ce projet en ce qu'il enlève à l'Etat des ressources considérables et qu'il ne propose aucun moyen pour les remplacer. Quant aux centimes additionnels qu'il propose, tout dépend de la mesure dans laquelle il en est besoin : s'il en faut beaucoup, cela est mauvais, car les communes aujourd'hui en ont de plus en plus. Quant à cette indication d'un impôt communal sur le revenu, nous en réservons pour plus loin l'examen.

Dans ce même groupe se range la proposition de M. Hermitte lequel reprit plus tard la proposition de M. Glais-Bizoin en la corrigeant d'un de ses défauts. Il propose en effet le même mode de remplacement pour l'octroi, mais il comble le déficit apporté aux finances de l'Etat en lui conférant le monopole des assurances. Dans la discussion de la loi du 29 décembre 1897 quelque chose d'analogue fut proposé à la Chambre : M. Bourgeois du Jura demanda qu'on autorisât les communes à prendre en main les assurances-incendie sur les immeubles situés sur le territoire et à percevoir les bénéfices comme ressources communales destinées à compenser le dégrèvement sur les octrois. Au projet de M. Hermitte on peut répondre ce que M. Guillemet rapporteur répondait à M. Bourgeois du Jura : « Messieurs, l'amendement de M. Bourgeois me paraît absolument

étranger à la question qui nous occupe..... ; il me semble bien difficile d'examiner une proposition de cette importance à propos de la loi qui nous occupe aujourd'hui » (1). Ce qu'il a de certain c'est que les résultats financiers que donneraient soit le système de M. Hermitte, soit celui de M. Bourgeois du Jura ne sont guère connus, même de leurs auteurs, semble-t-il.

M. P. Deloynes émit un projet du même genre, mais d'une portée moins générale (2) : il voulait seulement que l'Etat abandonnât aux communes la contribution personnelle mobilière et celle des portes et fenêtres ; pour compenser cet abandon, on aurait créé au profit de l'Etat une taxe de 5 o/o sur le revenu des actions et obligations de toutes les sociétés indistinctement, aussi bien civiles que commerciales ou industrielles, taxe étendue aussi aux revenus des créances hypothécaires et chirographaires. La loi du 29 juin 1872 étant venue par la suite créer la taxe de 3 o/o sur les valeurs mobilières, taxe ayant depuis été portée à 4 o/o, nous n'avons point à faire l'examen de ce que vaut le système de M. Deloynes, car nous ne croyons pas qu'on puisse porter à 9 o/o l'impôt sur les valeurs mobilières, ce qui arriverait si l'on voulait l'appliquer à l'heure actuelle.

Dans ce groupe aussi rentre un projet de loi de M. Guillemet. Ce député proposait d'abandonner aux communes les contributions personnelle-mobilière, des por-

(1) Séance extraordinaire de la Chambre du 3 décembre 1897. Voir *J. O., Débats parlementaires*, p. 2,702.

(2) *Les octrois et les budgets communaux*, par P. Deloynes.

tes et fenêtres et des patentes pour compenser la perte de l'Etat, de porter de 156 fr. 25 à 250 le droit d'entrée sur l'alcool, de supprimer en ce qui concerne la surveillance et la franchise d'impôts le privilège des bouilleurs de cru, en ne leur accordant plus la franchise que pour 10 litres d'alcool au plus. Si les communes se trouvaient en déficit, malgré l'abandon fait par l'Etat elles pourraient créer des taxes directes après avis du Conseil général et décret du Conseil d'Etat. Pour les communes rurales avec le profit fait grâce à ce projet, elles devaient établir le service d'assistance publique, s'il y avait excès de recettes après le paiement des dépenses faites pour travaux communaux.

Pour éviter les grosses discussions qu'auraient amenées la question des bouilleurs de cru et de l'organisation de l'assistance publique dans les campagnes, M. Guillemet retira son projet.

DEUXIÈME GROUPE — *Créer un fonds commun de ressources abandonnées par l'Etat aux communes et réparties entre elles d'après une base proportionnelle, pour suppléer aux revenus supprimés des octrois.* —

Dans ce groupe se range le système de M. Alglave qui propose de faire un fonds commun pour les communes avec une surtaxe d'un cinquième à l'impôt sur les alcools, organisé en une sorte de monopole. Voici ce qu'en dit M. Guillemet dans son rapport à la Chambre, dont il a été plus haut parlé.

« M. Alglave, professeur à la Faculté de Droit de
« Paris, proposa en 1872 le plan de réorganisation du

« tabac, plan qui fut adopté par la Commission du bud-
« get et contribua à rétablir l'équilibre compromis par
« un déficit de 250 millions. Toujours d'après les mêmes
« principes il offre de trouver un autre impôt analogue,
« d'une application facile et sûre pour l'Etat, n'entraînant
« aucune gêne nouvelle pour les contribuables et per-
« mettant de supprimer non-seulement 800 millions de
« taxes indirectes mais encore l'octroi ».

« L'alcool, comme le tabac, dit M. Alglave, présente
« ce caractère d'être une denrée de consommation très
« générale et très tenace quoique n'étant pas du tout
« de première nécessité et de se consommer par quanti-
« tés petites et de faible valeur, de sorte que l'impôt se
« disperse et peut atteindre une quotité très élevée sans
« ralentir la consommation. »

« Son système consiste à organiser « pour les liqueurs
« alcooliques non pas un monopole complet comme pour
« le tabac, mais ce qu'on pourrait appeler le monopole de
« la dernière vente en gros. L'Etat n'interviendrait au-
« cunement dans les fabrications de liqueurs ou dans
« le commerce de détail, et les marchands en gros con-
« tinueraient à commercer entre eux et avec l'étranger
« comme aujourd'hui ; seulement avant d'arriver aux
« marchands en détail, les liqueurs devraient passer
« par les mains de l'Etat et encore pourrait-on toujours
« échapper à cette obligation en payant une taxe un
« peu plus élevée »

« L'état achèterait des eaux-de-vie communes qui re-
« présentent les 95 centièmes de la consommation, par
« voie d'adjudication très fractionnées et très multipliées

« de telle sorte qu'il y aurait à peu près autant d'actes
« de vente distincts qu'aujourd'hui et que l'organisation
« générale du commerce intérieur serait peu modifiée.
« Après avoir vérifié la pureté de ces eaux-de-vie, on
« les mettrait dans des bouteilles d'un demi-litre ou
« d'un quart de litre portant des signes très visibles de
« reconnaissance.

« Ces bouteilles seraient ensuite vendues au comptant,
« sans aucune formalité et expédiées au besoin sur simple
« demande, aux débitants, ou marchands quelconques. Tout débitant de boissons serait tenu d'en avoir,
« les vendrait d'après un tarif fixé par l'Etat, et sur le
« prix de vente tarifié recevrait une remise de 10 o/o
« supérieure à celle qu'on accorde aux débitants de
« tabac et qui leur constitue de forts beaux bénéfices.
« Il serait défendu de transvaser les liqueurs dans d'autres
« bouteilles que les bouteilles de l'Etat, lesquelles
« formeraient la preuve du payement de l'impôt »

« Que rapporterait ce système continue M. Guillemet
« dont je ne donne qu'une analyse très restreinte? Si
« nous supposons les liqueurs communes à 40 degrés
« centésimaux le litre atteindrait le prix de 4 francs
« c'est-à-dire qu'on aurait un produit brut de 1000 francs
« par hectolitre d'alcool pur, or, en 1879 le fisc a perçu
« des droits sur 1.161.000 hectolitres d'alcool pur. Le
« produit total serait donc de 1 milliard 161 millions
« d'où il faudrait déduire:

« 10 o/o pour la remise aux débitants 116 millions,
« 10 o/o pour l'achat et la manutention de l'alcool 116
« millions.

« Total 332 millions à retrancher, soit un produit net
« de 929 millions.

« Avec cette somme M. Alglave propose de supprimer
« les 780 millions d'impôts indirects sur les vins, cidres,
« poirés, hydromels, bières, huiles, papiers, sucres, sels,
« allumettes et aussi les octrois.

« Il reconnaît toutefois que l'Etat ne peut accorder
« une faveur aux communes à octroi, qui représentent
« le quart de la population totale de la France et alors
« pour faire bénéficier toutes les communes de son
« système, il propose une base de répartition, qui serait
« la consommation en alcool et il élève le prix du litre
« d'eau-de-vie de 4 à 5 francs. »

Ce système est très ingénieux ; M. Guillemet, qui cependant dans son rapport ne le préconise pas, l'avoue tel. Ce système se rattache chez M. Alglave à ses idées générales sur les impôts, aux critiques par lui faites aux impôts indirects et notamment à ceux sur denrées alimentaires : il ne demande pas qu'on supprime tout impôt sur ces denrées, mais il veut qu'on les range suivant leur degré de bienfaisance ou de nocuité, que les moins taxées soient celles reconnues pour les plus bienfaisantes et les plus taxées celles reconnues pour les plus nuisibles. C'est là, nous semble-t-il une idée très juste. Dans le système, que nous avons exposé, M. Alglave s'en inspire manifestement. Aussi nous ne nous permettrons pas de le critiquer, mais nous ne sommes pas étonné que le législateur de 1897 n'ait pas voulu l'appliquer. Pour cela, il eût fallu se prononcer sur de graves questions : celle des bouilleurs de crû, celle du monopole

de l'alcool; il eut fallu faire d'abord la réforme des boissons impôt d'Etat. C'était ce que le législateur ne voulait pas, puisqu'il était convenu qu'on s'occuperait en premier lieu des octrois (1).

Dans ce groupe aussi vient le système belge. En 1860 la suppression de tout droit d'octroi fut prononcée en Belgique ; en même temps était créé un fonds communal, auquel furent attribués comme revenus 40 o/o dans le produit brut des recettes de toute nature du service des postes, 75 o/o du produit des droits d'entrée sur le café, et 35 o/o du produit des droits d'accise sur les vins et eaux-de-vie provenant de l'étranger, sur les eaux-de-vie indigènes, sur les bières et vinaigres et sur les sucres ; ces droits étaient en même temps majorés dans une sensible proportion ; de plus il fut décidé que ce fonds devait être réparti entre toutes les communes du royaume au prorata du principal de la contribution foncière des propriétés bâties, du principal de la contribution personnelle et du principal de la contribution des patentes sous la réserve toutefois que la quote-part de chacune des villes à octroi ne serait pas inférieure au revenu qu'elle avait obtenu de son octroi. Enfin en 1862 on a créé une réserve spéciale destinée à suppléer, dans les années de crise, à l'insuffisance du fonds communal.

En Belgique, à l'époque de cette réforme, il n'y avait

(1) Il faut remarquer aussi que depuis l'époque où M. Alglave déposa son projet, les recettes d'octroi ont beaucoup augmenté et que la proposition, telle que nous l'avons exposée, ne suffirait pas au remplacement des taxes que l'on aurait à supprimer.

que 78 villes ayant un octroi, les recettes constatées en 1859 n'étaient que de 11.558.148 francs. En France, les villes à octroi sont bien plus nombreuses, de plus il faut trouver le moyen de remplacer 330 millions ; les ressources, créées suivant la loi belge, ne seraient pas suffisantes pour remplacer les octrois, ou bien il faudrait surtaxer beaucoup les matières comprises dans la loi belge. De plus ce système ne tient pas compte de cette idée, qui inspirera le législateur de 1897, à savoir que les boissons hygiéniques doivent être dégrevées ; aussi sous ce rapport préférons nous le projet de M. Alglave. Enfin, dans le système belge, il y a une grave atteinte à la liberté communale, car le budget des communes dépend en partie du budget général de l'Etat et l'on ne voit pas ce qui peut empêcher les Chambres d'augmenter ou de diminuer les impôts qui servent au remplacement des octrois ; nous croyons qu'en France on eût difficilement admis cette atteinte aux prérogatives de la commune.

TROISIÈME GROUPE. — *Créer un impôt communal sur le revenu, comme aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, à Genève.* — Dans ce 3^e groupe apparaît la proposition de M. Boiteau, lequel propose d'abandonner aux communes l'impôt des patentes, et de créer aussi à leur profit une taxe sur les loyers et une autre sur le revenu. — Nous remarquons que M. Boiteau ne dit pas du tout comment l'Etat sera indemnisé de l'impôt des patentes qui lui est enlevé dans le projet.

Postérieurement à la loi du 29 Décembre 1897, nous

trouvons dans la *Revue politique et parlementaire* un intéressant article où l'auteur, M. Miranda-Malzac propose l'impôt communal sur le revenu comme moyen de supprimer les octrois (1). Monsieur Malzac montre qu'en France « la propriété mobilière est très avantagée
« sur la propriété immobilière au point de vue de la
« part que chacun devrait avoir dans les charges locales.
« La nécessité de remédier à une aussi criante injustice
« ne saurait faire doute. Et comme il s'agit là de propor-
« tionner les charges aux facultés, et que, dans la suppres-
« sion des taxes d'octroi, le plus inique des impôts, on
« recherche un résultat analogue, c'est par un même
« moyen qu'il paraît possible d'aboutir. Le moyen,
« c'est l'établissement comme ressource communale de
« l'impôt sur le revenu, que les conseils municipaux
« organiseraient comme ils l'entendraient, ayant toute
« latitude pour en déterminer l'assiette et le taux, pou-
« vant le faire résulter de la déclaration ou des signes
« extérieurs, l'établir proportionnel ou progressif, y
« soumettre tous les habitants ou en décharger certains,
« faire la discrimination des revenus du capital et des
« revenus du travail, le constituer en un mot avec toutes
« les modalités que la situation de la commune leur paraî-
« tra comporter. Cet impôt sur le revenu serait revisa-
« ble après chaque renouvellement des conseils municipaux et il serait soumis à l'approbation législative,
« afin de prémunir les contribuables contre les disposi-

(1) *Revue politique et parlementaire*, n° du 10 novembre 1898, p. 360.

« tions arbitraires ou oppressives, et aussi pour préve-
« nir les conséquences qu'il pourrait avoir sur les con-
« tributions directes perçues par l'État.... Il va sans
« dire, que les taxes d'octroi à remplacer par l'impôt
« communal sur le revenu, seraient seulement celles
« établies sur les objets d'alimentations ; pour les autres
« taxes, les conseils municipaux devraient avoir recours
« à d'autres taxes. » Comme M. Malzac remarque que
cette taxe va faire double emploi avec la contribution
personnelle-mobilière qui, elle aussi, a la prétention d'at-
teindre la fortune mobilière, il se demande s'il n'est
pas indispensable de supprimer cette contribution et de
la compenser par un autre instrument fiscal, voici ce
qu'il propose : augmenter l'impôt foncier des propriétés
bâties et supprimer les contributions personnelle-
mobilière et des portes et fenêtres, puisque ces trois
impôts se rapportent aux propriétés bâties ; cet impôt
unique fonctionnerait suivant le même mode que l'im-
pôt foncier actuel, c'est-à-dire qu'il serait impôt de quoi-
tité, cet impôt pourrait être proportionnel, il serait de
11 0/0 d'après ses calculs ; il le préfère cependant pro-
gressif, ce qui lui semble très acceptable, aujourd'hui
que fonctionne le système dégressif depuis la loi du 21
Juillet 1897.

Nous ne saurions mieux faire, pour montrer ce que
vaut le système de l'impôt communal sur le revenu que
de citer l'exemple de la ville belge de Verviers de
la province de Liège, située à 12 kilomètres de la fron-
tière allemande. M. Léopold Arnaud a consacré un
article très documenté dans la *Revue politique et parle-*

mentaire sur la situation particulière de cette ville (1).
« L'impôt sur le revenu ou pour l'appeler par sa déno-
« mination légale, la cotisation personnelle ayant pour
« base le revenu présumé fut institué par le conseil
« municipal de la ville de Verviers en 1847 ». Son but
était de subvenir aux besoins du budget de bienfaisance
à cette époque. On lui demanda 10.000 fr., car il fut de
répartition. Depuis la population de Verviers a augmenté,
elle est de 51.600 habitants ; en 1895 on demanda à cet
impôt 125.000 fr. et 3 o/o en sus du principal pour parer
aux insuffisances provenant de cotes irrécouvrables.
« L'impôt est dû par toute personne établie dans la
« ville depuis plus de trois mois, quand bien même
« elle conserverait une résidence dans une autre com-
« mune. La taxe embrasse la totalité des revenus du
« contribuable avec cette seule restriction, justifiée par
« le caractère local de la taxation, que les revenus déjà
« cotisés dans une autre localité où l'impôt existe, en-
« traînent au profit du contribuable un dégrèvement
« égal au montant de la somme acquittée. La cotisation
« porte sur l'ensemble des revenus des membres d'une
« famille vivant ensemble, et dans un logement com-
« mun ». En 1896, les assujettis se répartissaient en 41
classes suivant les revenus : de 1.500 à 250.000 francs ;
leur nombre étaient de 4.085 soit 1/3 de l'effectif total
des ménages qui était d'environ de 12.500. Le taux va

(1) *Revue politique et parlementaire*, n° du 10 novembre 1896,
p. 317.

de 3,33 à 15 0/00. Voici de quelle façon s'établit le classement des revenus : l'article 5 du règlement indique que « le projet du rôle arrêté provisoirement par le conseil municipal sera soumis pendant quinze jours à l'inspection des contribuables de la commune. Pendant ce temps, les intéressés, qui se croiraient lésés par leur cotisation, pourront réclamer auprès du Conseil ». C'est un recours gracieux. L'article 6 donne aussi la faculté de soumettre sa réclamation à la députation permanente, une fois le rôle rendu exécutoire. Il n'y a pas dans ce système « de déclaration exigée, ni même réclamation du contribuable. Tout le travail se prépare dans les bureaux de l'Hôtel-de-Ville à l'aide de renseignements pouvant permettre au Corps municipal de fixer le revenu des assujettis ». Le personnel qui concourt, le plus activement à ces renseignements est le personnel de la police, qui les prend un peu partout. « La taxe de Verviers, qui fonctionne depuis près de cinquante ans, est entrée dans les mœurs, il ne se forme pas de courant d'opinion contraire à son maintien ». Le nombre des réclamations n'a rien d'excessif : il est de 2 0/0 du nombre des ménages. Quoique M. Léopold Arnaud ne soit pas partisan de l'impôt sur le revenu, il remarque très bien que la forme, sous laquelle cet impôt

(1) Le taux est très faible. A 15 0/00 pour les revenus de 175,000 à 250,000 francs ; cela ne fait que 1,50 0/00. Il n'y a pas de graduation prévue pour un revenu supérieur, parce qu'il n'y a pas de fortune supérieure à Verviers, mais on pense à Verviers que, si la progression doit être faible, elle doit aussi être indéfinie.

a été établi à Verviers, évite beaucoup d'inconvénients :
« Grâce à la répartition, l'administration communale n'a
« plus à se préoccuper de la connaissance exacte et
« précise du revenu, il suffit de comparer les éléments
« apparents de richesses et bien souvent l'on fera taire les
« réclamants en leur ouvrant le livre des cotisations. On
« rapprochera les renseignements possédés de l'échelle
« de classification, on ne s'en tiendra pas à des quasi-
« certitudes, on ne rangera dans une classe un ménage
« que si l'on a la preuve manifeste que ses revenus non
« pas atteignent, mais dépassent le revenu correspon-
« dant à cette classe ».

Le système de la ville de Verviers est très séduisant et il échappe, soit dans la façon où il est établi, soit dans la façon dont il fonctionne, à certains reproches que l'on peut faire aux différents systèmes d'impôts sur le revenu proposés comme impôt d'Etat. Il nous semble bien que si l'impôt sur le revenu a chance de réussir c'est précisément sous cette forme atténuée et sage.

Est-ce à dire cependant que le législateur aurait dû remplacer les taxes d'octroi en établissant un impôt communal sur le revenu. Dans les travaux préparatoires¹, dans les discussions, il n'y a rien de semblable. La raison est celle-ci : que le Parlement n'admet encore que l'impôt proportionnel, il admet qu'on fasse des dégrèvements pour les petites cotisations, mais il ne veut pas de la forme progressive. Du moment que la forme progressive n'est point admise, il n'est pas nécessaire d'avoir un impôt communal sur le revenu, il est plus simple d'avoir plusieurs taxes proportionnelles telles

que l'impôt sur les loyers, sur la valeur locative des immeubles occupés par les débitants de boissons, etc.

QUATRIÈME GROUPE. — *Remplacer l'octroi par un impôt sur la propriété foncière et les loyers.* — A ce groupe appartient le système de M. Menier. Pour lui, c'est la propriété foncière qui profite de la plus-value occasionnée par les travaux des municipalités, les travaux sont faits à l'aide d'emprunts, or comme ce sont les octrois qui servent à payer les arrérages et à rembourser ces emprunts, il est tout naturel, pour remplacer les octrois, d'imposer la propriété foncière. Pour Paris, il proposait un impôt de 6 pour 1000 sur la valeur vénale de la propriété foncière qu'il estimait à 20 milliards, par ce système il obtenait 120 millions.

Dans le même sens M. Y. Guyot fit une proposition très nette et très logique. Il dit s'inspirer de Turgot « un homme qui à coup sûr n'était pas un révolutionnaire, mais qui était un grand réformateur..., qui disait qu'en réalité les impôts municipaux devraient être payés par les propriétaires des villes parce que c'était eux qui en profitaient véritablement. » Il propose, pour remplacer les octrois, un impôt sur la valeur vénale de la propriété bâtie. Il démontre la valeur de son système pour Paris. Il accepte cette valeur vénale pour 17 milliards. A 5 0/00 (1) cet impôt donne 85 millions et on peut ainsi dégrevier les besoins primordiaux :

(1) M. Yves Guyot examine aussi l'hypothèse où le taux serait de 8 0/00. Il trouve les mêmes avantages.

viandes, vins, boissons hygiéniques etc.. Il montre qu'avec cette taxation, il y a bénéfice pour les petits loyers, si on compare avec ce qui a lieu sous le régime des octrois. Si l'on prend la situation au 1^{er} juillet 1884 on trouve que 1 à 499 fr. il y a 586.000 loyers ; de 500 à 749 fr. 72.000 ; de 750 à 999 fr. 25.000 ; soit un total de 683.000 loyers, tandis qu'on ne trouve au-dessus de 1,000 francs que 73,000 loyers ; soit 90 o/o au-dessous de 1,000 francs et 10 o/o au-dessus ; il semble donc que ce seront les petits loyers qui contribueront le plus dans le système proposé ; mais il n'en est point ainsi car ces 683,000 loyers ne représentent qu'une valeur locative de 190 millions et ces 73,000 une valeur au contraire de 213 millions, c'est-à-dire 47 o/o de la valeur totale pour les premiers et 53 o/o pour les seconds. Donc avec le système Y. Guyot les premiers ne contribuent que pour 47 o/o dans l'impôt proposé et les seconds pour 53 o/o.

Le raisonnement de M. Y. Guyot est très juste et nous ne voyons pas qu'il soit facile de le réfuter. On peut même avec ce système diminuer les charges des classes peu aisées, car il est possible de rendre cette taxe dégressive à la base : on pourrait décider par exemple qu'on ne commencerait à payer qu'à partir de telle valeur locative.

M. Guillemet s'exprima sur ce système en la séance du 19 novembre 1897 dans les termes suivants : « J'entends qu'on me dit : « Et l'impôt sur la valeur vénale
« des propriétés ». « Il faut bien réserver quelques taxes
« de remplacement pour plus tard, lorsque nous achè-
« verons la réforme. Il a toujours été entendu que la

« suppression des droits sur les boissons hygiéniques
« serait compensée par des droits sur l'alcool et par des
« licences municipales. L'impôt sur la valeur vénale
« des propriétés compenserait les droits sur les comes-
« tibles et les combustibles. La taxe sur les construc-
« tions remplacerait les droits sur les matériaux (1) ».

Les choses ainsi présentées semblent très harmoniques, malheureusement il est certaines villes, les grandes surtout et Paris notamment, où la surtaxe de l'alcool et les licences municipales ne suffisent point pour arriver au dégrèvement des boissons hygiéniques. Il fallait, pour qu'elles puissent atteindre le but, les laisser libres d'imposer la propriété. C'est ce que le législateur eut décidé, s'il ne l'a pas dit dans la loi en termes précis, les travaux préparatoires ne laissent aucun doute, nous le verrons plus loin (2). Parmi les taxes directes que pourront choisir les communes pour remplacer les droits sur les boissons hygiéniques il y a évidemment la taxe sur la propriété bâtie.

M. Y. Guyot proposait cette taxe comme mode de remplacement de tous les droits d'octroi ; le législateur de 1897 l'a mise parmi les nombreuses taxes pour remplacer les droits sur les boissons hygiéniques, M. Y. Guyot était obligé de donner à cette taxe un taux élevé.

(1) *J. O.*, Séance de la Chambre des Députés du 19 novembre 1897. *Déb. parl.*, p. 2,497.

(2) Voir Séance de la Chambre des Députés du 3 décembre 1897. *J. O.*, *Déb. parl.*, p. 2,702. Intervention de M. G. Berry, lors de la discussion, à cette séance, de l'article 1 de la loi du 29 décembre 1897.

Au contraire avec le système de la loi de 1897, cette taxe pourra être modérée.

M. Y. Guyot voulait que l'assiette de la taxe soit la valeur vénale. Le législateur, en restant muet sur cette question est plus large, car on pourra l'établir aussi sur le revenu.

On évite alors, on peut le dire, les critiques qui ne devaient pas manquer d'être formulées à savoir qu'on surchargeait les propriétaires.

CHAPITRE III

La loi du 29 décembre 1897. Ses travaux préparatoires. — Son vote. — Sa promulgation

La loi du 29 décembre 1897 n'est l'application directe d'aucun de ces projets. Les travaux préparatoires nous feront voir quelles raisons ont guidé le législateur dans l'adoption de ses principes.

La question des octrois commença à préoccuper sérieusement le Parlement, quand M. Y. Guyot proposa à la séance de la Chambre du 17 décembre 1888 (1) d'autoriser les communes à remplacer leurs octrois par des taxes directes, en les laissant libres de déterminer l'assiette de ces taxes, ces taxes devant devenir exécutoires, si elles étaient proportionnelles, un mois après le dépôt à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture.

C'était ainsi rejeter toute la responsabilité de la réforme aux communes ; les taxes de remplacement étaient de la sorte mises en quelque sorte au concours entre les communes. Le législateur avait plus à faire, il

(1) *J. O.*, Chambre, 1888. *Doc. parl.*, n° 3,362, p. 682.

nous semble, il devait être le guide des communes dans cette réforme.

Du reste ce projet ne passa qu'à la Chambre, la législature prit fin avant que le Sénat ait eu le temps de statuer.

**Le projet Guillaumou à la Chambre. — Les rapports
Guillemet. — Le vote, le 4 mai 1893**

Sous la législature suivante, en 1890, la question fut reprise par M. Guillaumou (1). M. Guillaumou voulait que les communes puissent remplacer tout ou partie de leurs octrois par des taxes directes, ces taxes devaient être assises sur les richesses sises dans chaque commune, soit en considérant les propriétés ou objets tangibles, soit les signes apparents de fortune, et de plus devaient être proportionnelles.

C'était laisser encore tout le problème aux communes.

M. Guillemet présenta plusieurs rapports.

Les deux premiers sont sommaires (2) ; ils sont l'un du 18 décembre 1890 (3), l'autre du 7 février 1891 (4). Tous deux concluent à la prise en considération de la proposition Guillaumon, mais aucun ne s'engage sur le

(1) *J. O., Doc. parl.* 1890, n° 516, p. 626.

(2) Tous deux sont au nom de la commission d'initiative parlementaire.

(3) *J. O., Doc. parl.*, Chambre. Séance du 18 décembre 1890, annexe n° 1,082, p. 504.

(4) *J. O., Doc. parl.* Chambre. Séance du 7 février 1891, annexe n° 1,193, p. 365.

fond, car la Commission ne partage pas toutes les idées de l'auteur, elle croit notamment, comme il est dit dans le 1^{er} rapport, que c'est une illusion d'espérer l'abolition des octrois par la seule volonté des Conseils municipaux et elle craint qu'une loi faite en ce sens ne serve de tremplin électoral à tous les intrigants qui voudraient renverser un Conseil municipal.

Le 3^e rapport — déposé le 7 avril 1892 (1) — est très important. Il est une étude très nette de la question des octrois en 1893. Il contient dans ses annexes une enquête sur les taxes locales dans la législation étrangère, l'honneur de cette enquête revenant du reste à M. Gailleton, maire de Lyon.

M. Guillemet avait lui aussi, nous l'avons dit plus haut, présenté un projet de loi, mais dans son 5^e rapport il y renonce dans un but de conciliation (2). Il y écarte de même les propositions Glais-Bizoin, Hermitte, Deloyne, Boiteau, parce que, pour les appliquer, il faudrait faire subir des modifications profondes aux impôts de l'Etat. Il ne repousse pas la proposition de M. Yves Guyot au contraire, et s'inspire encore de quelques autres.

Après avoir montré que la France s'est laissé devancer par presque tous les autres pays dans la voie de l'abolition des octrois, après avoir exposé les inconvénients des octrois et présenté les divers systèmes proposés

(1) *J. O., Doc. parl. Chambre. Séance du 7 avril 1892, annexe n° 2,056, p. 815.*

(2) Dans son 4^e rapport il reprendra l'une des taxes à laquelle il renonce en retirant son projet : la taxe sur l'alcool.

jusqu'alors afin de pourvoir à leur remplacement, voici comment M. Guillemet conclut : « Nous avons choisi
« celui (le système) qui laisse aux communes la faculté
« de supprimer leurs octrois et de les remplacer par des
« taxes directes. Ces taxes directes, nous les avons
« énumérées, étudiées et nous les indiquons dans la
« proposition de loi pour ne pas laisser les contribuables
« à la merci des conseils municipaux parfois peu éclairés.... Certes nous aurions préféré la suppression
« radicale de tous les octrois. Mais il importe d'aboutir
« et de faire une proposition, qui rallie le plus grand
« nombre de nos collègues... Notre proposition a cet
« avantage, c'est qu'elle a déjà été votée par nos pré-
« décesseurs en première lecture (1) ; c'est qu'elle n'en-
« gage pas l'avenir ; qu'elle fera faire au moins un pas
« en avant à la question ; et qu'elle ne forcera pas la
« main aux municipalités, qui tiennent à leurs oc-
« trois » (2).

En conséquence, M. Guillemet présenta au nom de la Commission un projet de loi (3) où dans l'article premier il exposait son système en ces termes : « Les
« communes auront le droit de remplacer en tout ou en
« partie sous réserve de l'approbation législative, par
« des taxes directes choisies par les suivantes : centimes
« additionnels aux quatre contributions directes ; taxe

(1) Ceci est une allusion au vote qui a suivi, à la Chambre des Députés, la proposition Y. Guyot.

(2 et 3) *J. O.*, Chambre. Séance du 7 avril 1892. *Doc. parl.*, n° 2,056, p. 828.

« sur la valeur locative : taxe sur les revenus ; impôt
« de superficie ; droits de place calculés au mètre cube ;
« taxes sur les constructions, les chevaux, les hôtels,
« cafés, restaurants, les étrangers (dans les villes d'eau) ;
« taxe sur les domestiques ; taxe sur les mutations par
« décès ; taxe de pavage, d'entretien de rue et d'égout ». Dans l'article 2, il soumettait ces taxes aux conditions énoncées précédemment par M. Guillaumou.

M. Guillemet déposa un quatrième rapport (1). Il s'était aperçu qu'en supprimant leurs octrois, les communes pourraient par là même dégrever l'alcool. Ce rapport a précisément pour but d'ajouter aux taxes de remplacement, possibles pour les communes, une taxe sur l'alcool, « car, dit-il, supprimer cette taxe serait
« donner à l'alcoolisme, ce n'est pas douteux, un encouragement contraire certainement aux idées du Parlement ; ce serait se priver en même temps d'une res-
« source utile pour notre réforme » (2).

En cela, il avait pleinement raison. Mais où nous ne le comprenons pas très bien, c'est lorsqu'après avoir remarqué dans son 1^{er} rapport l'insuffisance de la réforme, si elle est laissée entièrement à la loane volonté des conseils municipaux, nous ne le voyons rien présenter dans ses rapports subséquents pour y remédier.

(1) *J. O. Chambre. Séance du 21 juin 1892. Doc. parl.*, n° 2, 189, p. 1,311.

(2) A remarquer, du reste, qu'entre ce rapport et la discussion, la commission avait encore changé d'avis sur la question de l'énumération des taxes, puisque le jour de la discussion, l'énumération était supprimée dans le texte dernier.

Aussi toute la discussion (1) porta-t-elle sur ce point. Ce fut M. Jamais qui souleva la question après que l'urgence fut déclarée et l'article 1^{er} voté. Sous forme d'amendement, il proposait qu'on ajoute ceci : « En ce
« qui concerne les droits d'octroi portant sur les bois-
« sons hygiéniques, les viandes et autres comestibles,
« leur remplacement par des taxes directes sera obli-
« gatoire dans un délai de cinq années à partir de la pro-
« mulgation de la présente loi. » M. Jamais pensait que cela forcerait les communes à agir, alors que dans le projet de la commission rien ne les y forçait ; il croyait qu'on pouvait bien exiger dans les 5 ans de tels dégrèvements, car pour lui les ressources proposées par M. Guillemet seraient suffisantes pour en assurer le remplacement, et il le montrait chiffres en mains pour la ville de Lyon et celle de Paris. Il y ajoutait que, les frais de perception se trouvant augmentés pour ce qui devait rester d'octroi, les communes seraient bien obligées ainsi d'arriver à la suppression totale.

Cet amendement fut repoussé par la Commission et le Gouvernement. La Chambre ne l'adopta point. Le texte de la commission, moins l'énumération, fut voté.

Nous ne donnons pas entièrement raison à M. Jamais. Quant à user du procédé de suppression par étapes, il ne fallait pas aller si vite en besogne ; comme l'établit M. Yves Guyot au cours de la discussion, l'amendement de M. Jamais équivalait à la suppression obligatoire dans

(1) J. O. Chambre. Séance du 4 mai 1892. *Déb. parl.*, p. 1,331.

les 5 ans de 71 o/o des recettes de l'octroi, c'est-à-dire de plus des 2/3. A notre avis, le Sénat donnera la vraie mesure en forçant les communes à un dégrèvement des boissons hygiéniques seulement jusqu'à un certain chiffre.

Le second reproche que nous adressons à ce projet est de ne s'être point occupé de la question de l'alcool. L'énumération proposée par la Commission ayant été supprimée, qui garantira les communes du danger que M. Guillemet avait prévu dans ce cas ? Le Sénat avec juste raison remédiera à cette lacune.

Le premier rapport Bardoux devant le Sénat

Le rapport, déposé le 19 juillet 1893 sur le bureau du Sénat par M. Bardoux (1), est une œuvre des plus importantes et elle devait avoir, on peut le dire, sur la rédaction de la loi du 29 décembre 1897 une influence absolument décisive. M. Guillemet s'était trop préoccupé de démontrer la nécessité de supprimer les octrois et pas assez les moyens pour les villes à octroi d'arriver à les remplacer. M. Bardoux, au contraire s'est enquis de savoir de quelle façon il était possible d'arriver à un résultat pratique sans déséquilibrer le budget des communes. M. Bardoux, en un court paragraphe, rappelle quelle est la situation juridique des octrois ; en 3 autres

(1) *J. O. Sénat*. Séance du 19 juillet 1893. *Doc. parl.*, n° 295, p. 231, année 1894.

paragraphes, il présente des données intéressantes ; ce sont les produits des octrois des départements, de Paris, et aussi les dettes des communes à octroi, il emprunte ces chiffres au rapport de M. Hennequin dressé sous les soins de M. Léon Bourgeois alors directeur des affaires départementales et communales au Ministère de l'Intérieur, sous ce titre : « Notes statistiques ».

La commission ne se contenta pas de ces chiffres ; elle voulut quelque chose de plus pratique encore : elle ouvrit une enquête auprès des villes les plus importantes de France ; les maires de ces villes furent appelés à venir déposer devant la commission.

Ces dépositions sont reproduites tout au long dans le rapport Bardoux. Elles sont très longues, nous nous contentons d'en donner une analyse succincte. Voici ce qui fut dit pour les différentes villes par les maires ou les délégués des conseils municipaux.

Rouen. — En pratique, la suppression des octrois paraît impossible au conseil municipal parce que Rouen a 40.408.000 francs de dettes, 48, / 5 de centimes additionnels et doit faire 12 millions de dépenses pour travaux d'assainissement. Mais le conseil municipal, étant républicain, est partisan en théorie de la suppression.

Troyes. — Le conseil municipal, très républicain et partisan de la suppression des octrois, voudrait le remplacement par une taxe de 10 0/0 sur les loyers au dessus de 150 francs, comprendrait même qu'à la rigueur on ne fit qu'une suppression partielle, ce qui faciliterait le remplacement.

Roubaix. — Le Conseil municipal ne demande pas mieux de voir disparaître les octrois, mais ne sait par quoi les remplacer, le Maire, M. Carette, demande qu'on laisse l'autonomie communale à Roubaix sur la question.

Besançon. — Le Maire propose, pour supprimer les octrois, suivant une délibération du conseil municipal du 17 Février 1894 d'établir un impôt sur le revenu communal : taxe sur les loyers au-dessus de 300 francs, plus un droit fixe avec catégories sur les patentes, plus enfin un droit progressif sur la cote mobilière,

Bar le-Duc. — Le Conseil municipal semble partisan de la suppression, mais n'a point encore étudié la question du remplacement.

Lyon. — Depuis très longtemps, la ville de Lyon demande cette suppression complète; on sait la part importante prise par M.M. Gailleton et Berthélémy.

Voici ce que voudrait Lyon :

1^{er} *Système.* — L'État devrait abandonner aux communes une partie importante de l'impôt général sur la propriété bâtie ; ainsi seraient en partie compensées les recettes de l'octroi supprimé ; pour le surplus une taxe municipale sur les débitants qui sont très nombreux ;

2^e *Système.* — Établir cette même taxe et aussi une taxe sur les transmissions successorales urbaines, une taxe de 4 o/o sur la propriété bâtie ; 25 centimes additionnels aux quatre contributions.

Il est à remarquer que M. Berthélémy fait de la question de la réforme des octrois une question d'intérêt national.

Reims. — M. le Dr Heuro, maire de Reims fait remarquer qu'à Reims l'octroi est bien supporté, car il est faible : de 16 francs par tête seulement. Aussi, quoique partisan en théorie de la suppression, il ne semble pas très enthousiaste de la suppression en fait, aussi ses propositions en pratique sont très vagues, l'État par exemple pourrait établir un impôt sur le capital ou sur le revenu et faire aux villes l'abandon d'une somme équivalente au produit des octrois.

Limoges. — M. le Maire réserve absolument la question de principe. Il désire surtout marcher par cheminement successifs vers la réduction des octrois, qui est des plus désirables. Il croit qu'on pourrait tenter à Limoges la suppression des droits sur les boissons hygiéniques quand bien-même il faudrait mettre des centimes additionnels sur la propriété foncière, bâtie ou non. « La population ouvrière à son avis, accepterait probablement de bonne grâce ce relèvement malgré la répercussion sur les loyers qui en résulterait ».

Nantes. — M. le Maire de Nantes pense que la suppression totale des octrois est possible pour sa ville, sans le secours de l'État, en imposant à 20 o/o la propriété ; même en exemptant les petits loyers, on arrivera à récupérer la somme de recettes qu'on aura supprimées. Il montre, chiffre en mains, que les ménages ouvriers paieront moins cher après la réforme.

Le Havre. — Le Conseil municipal de cette ville par délibération du 7 Mars 1893 a statué sur la question, a admis le remplacement des octrois par des taxes mieux

réparties, moins vexatoires, moins onéreuses ; il serait d'avis qu'on donne aux communes le droit de remplacer en tout ou partie sous réserve, législative « par des taxes directes en proscrivant d'une façon absolue toutes celles qui porteraient sur des objets de consommation » ; d'avis aussi qu'on laisse une grande liberté aux communes en ce sens qu'on ne les empêche point de revenir en arrière, si les taxes de remplacement ne fonctionnaient pas bien. M. le maire propose une taxe sur la propriété foncière. Il croit qu'elle ne doit pas être trop élevée ; en tous les cas il croit qu'elle ne pourra jamais présenter pour les classes laborieuses une répercussion sur les loyers assez sensible pour que la réforme ne les dégrève point. A son avis, il vaudrait peut être mieux, si l'État doit réformer son système financier, qu'il le fasse, avant que la réforme des octrois intervienne.

Marseille. — Le conseil municipal est pour la disparition totale des octrois, mais la croit impossible sans l'aide financière (abandon d'une partie des patentes, des droits sur l'alcool etc. de l'État) ; on pourrait aussi créer des taxes municipales sur les terrains non bâtis, sur l'alcool, sur le tabac, le conseil pense qu'il serait mauvais de mettre des licences municipales sur les débitants.

Pau. — Cette ville est dans une situation particulière. Ce qui fait sa fortune, ce sont les étrangers. Il est impossible de les frapper, sans cela on ne les verrait pas revenir à la saison suivante. Il est difficile d'imposer la propriété foncière, car les maisons sont en général construites par

des gens peu riches qui empruntent en partie le prix de la construction. On pourrait cependant taxer les cabarets, car à Pau, il y en a un pour dix maisons.

Vichy. — Le conseil municipal est favorable à la suppression des octrois, mais désirerait que le Parlement tienne compte de la difficulté évidente en face de laquelle seront les villes d'eau pour leurs taxes de remplacement.

Nice. — M. le Maire ne voit pas d'autre moyen de remplacer les octrois que l'impôt sur le revenu étendu sur tous les revenus sans exception.

Calais. — M. le maire expose le système belge, communique une lettre intéressante du bourgmestre de Bruxelles M. Buis sur les effets de la réforme de 1860. Le procédé belge ne peut s'appliquer en France, car l'État ne peut se départir des ressources de l'État qui furent utilisées par nos voisins. Peut-être en réformant l'impôt d'État sur les boissons et en créant un impôt sur celles des valeurs mobilières qui sont encore indemnes, arriverait-on à supprimer les octrois. Il ne voit pas d'autre moyen, car remplacer par des centimes additionnels il n'y faut songer, la surcharge serait écrasante (155 pour les 4 contributions directes, 243 pour les patentes seules, 656 pour les contributions foncières);

Chambéry. — M. le maire invoque, pour rester dans le *statu quo*, des raisons analogues : si l'on remplaçait les octrois à Chambéry par centimes additionnels ce serait écrasant ; par une taxe sur la propriété bâtie,

il la faudrait de 30 o/o sur le revenu brut ; par un impôt sur la valeur vénale de propriété, il le faudrait de 37 o/o ; par un impôt sur les loyers, il faudrait l'élever à 40 francs pour 100 francs de location.

Montpellier. — L'État devrait se charger de la responsabilité de la réforme , qui est du reste de caractère général, national. En tous cas, c'est à l'État de fixer les taxes de remplacement dans la loi.

Evreux. — C'est une étude complète. Voici ce qui a été décidé : suppression totale des octrois ; remplacement par des « taxes de cité »

a. — De 3, 20 o/o sur la valeur de la propriété bâtie sur tout le territoire d'Evreux ;

b. — De 7 o/o sur le loyer des locaux d'habitation ;

c. — De 3, 50 o/o sur celui des locaux industriels et commerciaux ;

Diminution de $1/2$ de ces taxes pour les locaux d'Evreux en dehors du périmètre de l'octroi ;

Exemption de la taxe d'habitation pour les loyers de 150 francs et au-dessous dans les limites de l'octroi, pour ceux de 200 francs et au-dessous en dehors de ces limites.

Lille. — M. le Maire se prononce pour le *statu quo*.

Nancy. — Idem. Pour remplacer les octrois, il faudrait absolument taxer les immeubles, car les autres taxes rapporteraient peu ; or à Nancy les charges sur les immeubles sont très lourdes et la meilleure preuve en est dans le prix exorbitant des loyers.

Paris. — M. le Préfet de la Seine a été seul entendu.

On peut regretter que les commissions du Conseil municipal ne l'ait point été. M. le Préfet de la Seine croit difficile le remplacement de toutes les taxes d'octroi sur la valeur vénale des propriétés bâties. Au contraire il croit possible le dégrèvement partiel des droits sur les boissons hygiéniques avec remplacement par une surtaxe sur l'alcool, puisque la taxation des boissons hygiénique au degré soulève tant de protestations.

M. Paul Leroy-Beaulieu, appelé aussi à donner ses lumières devant la commission du Sénat, a présenté des détails inédits sur les taxes locales dans les législations étrangères. Il s'est déclaré en cas de suppression totale des octrois partisan d'un système un peu analogue au système belge, car il veut que ce soit l'Etat qui ait la responsabilité de la réforme, que ce soit les contributions indirectes qui en fassent les frais. Il doute du reste lui-même, qu'il soit bien facile d'appliquer son système, aussi propose-t-il de réformer seulement les octrois et de dégrever les boissons hygiéniques d'une façon importante, importante pour que les intermédiaires ne soient pas seuls à en profiter ; comme mode de remplacement, il indique la surtaxe de l'alcool (licences municipales), un impôt de 4 o/o sur les terrains à bâtir et non construits, des centimes additionnels aux quatre contributions.

Cette enquête fait bien voir — et M. Bardoux le constate lui-même dans son rapport que si les maires sont à peu près d'accord sur la nécessité de supprimer ces octrois vexatoires, injustes, etc., enfin chargés de tous les méfaits, il leur est extrêmement difficile de trouver

des taxes de remplacement. « Le nombre est petit, dit « M. Bardoux, parmi ceux dont nous avons entendu ou « dont nous avons recueilli les opinions, qui sont prêts « à remplacer immédiatement les taxes d'octroi. »

Certaines villes font appel à l'intervention financière de l'Etat. Cette intervention est chose bien difficile à appliquer, sans que l'on soit obligé de modifier absolument le système financier. Peut-on appliquer le système belge à la France, se demande M. Bardoux ? Et il répond non. Et cela pour les raisons, dont nous avons déjà parlé : les communes à octroi sont bien plus nombreuses que celles de la Belgique lors de la réforme ; il en est de même naturellement des recettes annuelles ; enfin cette intervention du Parlement dans le budget des communes serait une atteinte grave aux libertés communales, au principe de décentralisation.

Il faut donc que les communes se suffisent à elles-mêmes pour cette réforme.

Sera-ce la taxe sur la valeur vénale qui permettra de supprimer les octrois ? M. Bardoux en montre les inconvénients. Nous ne sommes pas entièrement de son avis ; mais nous croyons, comme lui, que le taux auquel il faudrait l'établir serait bien élevé ; nous ne l'acceptons qu'à un taux modéré c'est-à-dire non pas comme taxe unique mais comme une des taxes dans un système de taxes multiples de remplacement.

Sera-ce donc les centimes additionnels ? M. Bardoux n'en veut point pour remplacer tous les octrois. Il ne les accepte que comme accessoires à d'autres taxes de remplacement, car, sans cela, les contributions directes

deviendraient écrasantes en certaines villes. Il a certainement raison.

Sera-ce une taxe sur les transmissions d'immeubles par les successions? M. Bardoux écarte complètement cette taxe, car il faudrait résoudre la question à l'étude de la diminution du passif dans le calcul des droits à percevoir et pour cette raison aussi que cette taxe donnerait des résultats par trop variables dans les petites villes.

Il écarte de même la taxe de superficie sur le cube des habitations comme faisant double emploi avec la contribution personnelle-mobilière; l'impôt communal sur le revenu, comme contraire aux principes des commissions du budget.

En présence de ces difficultés, la Commission proposa un système, qui les écartait en partie. Les villes à octroi auraient la faculté d'abolir tous droits sur les boissons appelées communément hygiéniques. A défaut de cette suppression totale, il y aurait dégrèvement partiel obligatoire de tant. Cette réforme se ferait à l'expiration des tarifs d'octroi de chaque ville; pour les villes où les tarifs sont fixés sans limitation de durée, il y aurait délai de cinq ans. Pour compenser cette suppression ou cette réduction, les communes pourraient établir des taxes sur l'alcool, une licence municipale sur les débitants (composée d'un droit fixe et d'un droit proportionnel sur la valeur locative) et des centimes additionnels aux quatre contributions directes. Si, dans les délais indiqués plus haut, des communes n'arrivaient pas à opérer la réforme, une loi spéciale pourrait les

autoriser à ne pas aller immédiatement jusqu'au dégrèvement minimum. Pour Paris, il y aurait un régime spécial, un peu différent. Enfin il ne pourrait plus être établi de taxes d'octroi sur ces boissons là où il n'y en a pas.

Chacune de ces dispositions presque est une innovation dans la marche suivie précédemment par les autres projets concernant la suppression des octrois.

Les projets de loi Cot, Mas et G. Berry à la Chambre. —
Le rapport Guillemet sur ces projets. — La discussion :
vote du 22 novembre 1895.

Entre le dépôt du rapport Bardoux et sa discussion au Sénat, la question fut reprise à la Chambre des députés, car trois propositions de loi étaient apparues à quelques jours d'intervalle :

Celle de M. Cot, déposée le 27 avril 1894.

— Mas, — 2 mai —

— Berry, — 10 mars —

M. Cot demandait la suppression à partir du 1^{er} janvier 1895 par les communes de tous droits sur les vins, bières et cidres, avec remplacement par des taxes directes sous l'approbation législative et sous les conditions de la proposition Guillaumou. Pour M. Cot, c'était le meilleur remède à apporter à la crise vinicole qui commençait alors. Pour lui aussi la suppression facultative des octrois telle qu'elle avait été votée précédemment par la Chambre devait rester lettre morte, car rien ne forcerait les communes à agir, au contraire le même

reproche n'était point applicable à son projet. Enfin d'après lui la réforme des octrois devait commencer par celle des boissons hygiéniques, car c'est là qu'il y avait le plus d'injustice.

M. Mas désirait la même réforme avec comme taxe de remplacement une licence municipale composée d'un droit fixe et d'un droit proportionnel sur la valeur locative et, à défaut, des centimes additionnels aux quatre contributions ou à partie d'entre elles seulement.

M. G. Berry proposait la suppression de tous droits d'octroi sur les vins avec remplacement des sommes ainsi perçues au profit de l'Etat et des communes par des taxes proportionnelles à la valeur du loyer sur le domicile personnel, les conseils municipaux pouvant exempter les petits loyers jusqu'à concurrence du chiffre, qu'ils jugeront nécessaire.

M. Mas et M. G. Berry invoquaient pour soutenir leur proposition respective, à peu près les mêmes arguments que M. Cot.

A la séance du 29 novembre 1894, M. Guillemet déposa sur le bureau de la Chambre un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner ces trois propositions (1).

Dans ce rapport, M. Guillemet reprend les choses d'un peu haut et nous n'avons pas à entrer dans les détails. Voici résumée dans sa conclusion toute la première partie de son rapport. « Nous avons montré, dit-

(1) *Journal officiel* des 22 et 23 décembre 1894. *Doc. parl., Chambre*, n° 1,038, p. 2, 124.

« il, combien les octrois nuisent à notre viticulture,
« combien les droits sur les boissons sont particulière-
« ment injustes, vexatoires, impropportionnels pesant
« lourdement sur les petits, combien cet impôt est oné-
« reux, combien il nuit au développement de la for-
« tune publique, combien il facilite le gaspillage des
« communes. Nous avons montré avec quelle facilité on
« peut le remplacer et nous avons indiqué les taxes de
« remplacement établies à l'étranger et préconisées par
« nos municipalités. »

Voici le projet de loi présenté par la Commission :

« Art. 1. — Les communes, devront supprimer leurs
« droits d'octroi sur les boissons hygiéniques au plus
« tard le 31 décembre de l'année qui suivra celle au
« cours de laquelle la présente loi sera promulguée.

« Art. 2. — Elles devront choisir leurs taxes de rempla-
« cement sous réserve de l'approbation législative parmi
« les suivantes ; centimes additionnels, aux contributions
« directes ; taxe sur la valeur vénale de la propriété bâtie
« et non bâtie ; taxe sur la valeur locative ; taxes sur les
« cafés, restaurants, débits, hôtels ; taxe de pavage, d'en-
« tretien des rues et d'égouts, de balayage, pour le service
« des eaux, pour l'éclairage des rues, taxes sur l'alcool.

« Art. 3. — Ces taxes ne devront être prélevées que sur
« des propriétés ou objets situés dans la commune ou
« des revenus en provenant.

« Elles devront s'appliquer à tous les objets, propriétés
« ou revenus de la même nature.

« Elles devront être proportionnelles.

« Art. 4. — Les taxes diverses prévues par la présente

« loi, sauf celles sur l'alcool, seront assises et perçues
« et les réclamations jugées comme en matière de con-
« tributions directes.

« Art. 5. — A partir de la promulgation de la pré-
« sente loi, il ne pourra être établi d'octroi, ni fait au-
« cun relèvement de taxes, sauf pour l'alcool dans au-
« cune commune.

« Tout ce qui est contraire aux dispositions de la pré-
« sente loi est abrogé. »

Les principes, qui ont guidé la Commission, sont les
suivants : « Nous sommes partisans de la réforme com-
« plète (des octrois), dit M. Guillemet, mais nous ne
« voulons pas la faire brusquement, entièrement, en
« une seule fois. Nous estimons qu'il faut aller prudem-
« ment, par étapes, qu'il est même bon pour juger
« deux systèmes, de les laisser côte à côte pendant
« quelque temps. Nous désirons faire l'expérience des
« taxes directes avant de faire disparaître complète-
« ment les taxes indirectes... Votre commission, Mes-
« sieurs, a pensé que, puisqu'elle proposait la suppres-
« sion obligatoire des droits d'octroi sur les boissons,
« elle devait indiquer aux municipalités les taxes de
« remplacement. Mais en envisageant l'ensemble de la
« réforme, elle a voulu réserver certaines taxes de rem-
« placement pour la suppression des droits, dont elle
« n'a pas mission de proposer la suppression, telles que
« la taxe sur les chevaux en remplacement des droits
« sur les fourrages et la taxe sur les constructions en
« remplacement des droits sur les matériaux. Elle ne
« s'est donc préoccupée que des taxes, qui pourraient

« remplacer les droits sur les boissons hygiéniques...
« Votre commission, Messieurs, qui a surtout cherché
« à faire supporter les taxes par ceux qui profitent des
« dépenses, devait donc songer tout d'abord à la valeur
« vénale de la propriété. Elle devait songer en second
« lieu au locataire, parce que, s'il est juste de faire sup-
« porter par le propriétaire une bonne partie de la
« charge, il ne doit pas la supporter toute entière, car
« tous les citoyens, sans exception profitent des ser-
« vices publics. De là la taxe sur la valeur locative. Les
« cafetiers, restaurateurs, maîtres d'hôtel, bénéficiant
« surtout de la suppression des taxes d'octroi sur les
« boissons hygiéniques, il était aussi équitable de mettre
« à leur charge une partie des taxes de remplacement ;
« de là les licences municipales. Enfin l'entretien des
« rues, des égouts, le balayage, le service des eaux,
« l'éclairage des rues pourront être payés par des taxes
« spéciales. Il est bien entendu que, ne voulant pas
« encourager l'alcoolisme, nous maintenons une taxe
« indirecte, la taxe sur l'alcool, et nous la recomman-
« dons spécialement aux municipalités... Ajoutons pour
« que notre nomenclature soit complète, nous y avons
« compris les centimes additionnels déjà autorisés par
« la loi ».

Le rapport présente une étude intéressante sur la répercussion de ces taxes de remplacement, intéressante surtout en ce qui concerne les taxes sur la valeur vénale et sur la valeur locative. Nous ne faisons que l'indiquer : nous en avons parlé déjà à propos du projet Yves Guyot et à propos aussi du travail extrême-

ment remarquable de M. Gailleton, maire de Lyon, puisque ce que présente le rapport Guillemet sur ce sujet en est la quasi-répétition.

Le rapport Guillemet, fait la critique du rapport Bardoux, en ce qu'il rejette la taxe sur la valeur vénale et la taxe sur la valeur locative. La Commission du Sénat n'en voulait pas parce qu'elles écraseraient, pensait-elle, la propriété. M. Guillemet, ne contestant point cette chose, a bien soin de ne présenter ces deux taxes que comme taxes accessoires et non chacune d'elles comme taxe unique. M. Guillemet, avait raison, nous semble-t-il, car nous croyons que, si on ne peut les présenter comme taxe unique, on peut les soutenir comme taxes de remplacement dans un système de taxes multiples.

Avant la discussion par le Sénat du rapport Bardoux, la Chambre eut le temps de discuter le rapport Guillemet. Cette discussion de la Chambre eut lieu à la séance du 22 novembre 1895 (1).

Il n'y eut pas de discussion générale, car personne ne demanda la parole. On passa immédiatement à la discussion des articles,

Dès l'article 1^{er} du texte de la Commission apparut un contre-projet de M. Edouard Vaillant ainsi conçu :
« Toutes les villes et communes qui perçoivent des taxes d'octroi devront, dans le délai d'un an, et pour
« une réalisation immédiate, mais qui pourra être progressive, établir un projet de suppression totale de

(1) *J. O. Déb. parl. Chambre. Séance du 22 novembre 1895*, p. 2,461.

« leur octroi et de son remplacement par une imposition de la richesse acquise. »

Entre ce contre-projet et le projet de la Commission, il n'y avait qu'une différence, celle de la méthode à employer pour supprimer les octrois, car en ce qui concernait la question d'imposition de la richesse acquise, l'énumération des taxes proposées par la Commission pouvait satisfaire pleinement M. Vaillant. Il y avait différence de méthode seulement, car M. Guillemet et M. Vaillant voulaient l'un comme l'autre la suppression par étapes des octrois.

Ce contre-projet, M. Vaillant le transforma en disposition additionnelle à la loi et en demanda la discussion après le vote des articles de la commission. Il le transforma à nouveau sur les observations de la commission et du gouvernement en un projet de résolution en dehors de la loi, en lui donnant ce texte nouveau : « Le gouvernement est invité à demander aux villes et aux communes, qui perçoivent des taxes d'octroi, d'établir et présenter, dans le délai d'un an, un projet de suppression totale, immédiate et progressive, de ces taxes d'octroi et de leur remplacement par une imposition de la richesse acquise ». Ce projet de résolution fut rejeté par la Chambre. Elle n'en reste pas moins une proposition extrêmement originale. M. Vaillant et M. Guillemet désiraient tous deux arriver à la suppression totale des octrois par le moyen d'étapes successives; ce qui les séparait était la façon même d'y arriver; pour M. Vaillant, il fallait laisser beaucoup d'initiative aux communes.

M. Maurice Rouvier, qui était partisan de la proposition Vaillant dit ceci au cours de la discussion : « Il
« (M. Vaillant) institue comme un immense concours
« dans lequel toutes les villes intéressées viendront
« apporter le fruit de leurs méditations, les idées que
« leur suggéreront leur expérience et leur imagination,
« d'autant plus avisée et éveillée que les besoins sont
« pressants et que les conseils municipaux sont mieux
« placés que personne pour trouver une solution. Et
« qui vous dit que de l'ensemble de cette consultation
« de toutes les communes de France ne sortira pas à la
« fois une grande diversité de propositions et en même
« temps, une certaine cohésion, une concordance
« d'adhésions émanant des parties intéressées ? Qui
« vous dit que ce concours qu'on propose d'instituer —
« en faisant ainsi un pas dans une politique, qui, pour
« être nouvelle, n'en est pas moins digne d'approba-
« tion ou tout au moins d'essai — il ne sortira pas quel-
« ques points généralement admis, qui faciliteront et
« rendront plus simple et plus prompte la réforme des
« octrois ».

Quelle était la valeur de ce système ? Il est difficile de répondre, puisqu'il ne fut point appliqué. Nous croyons cependant que sur ce point le choix n'avait pas une importance excessive. Le législateur de 1897, en laissant une liberté très grande aux communes dans le choix des taxes de remplacement et en leur permettant d'employer l'excédent de ces taxes à dégrever d'autres matières soumises à l'octroi, devait atteindre un résultat

presque analogue à celui qu'eut atteint, s'il eut passé, le système de M. Vaillant (1).

Si nous avons cru devoir placer le rapport Bardoux à sa place chronologique c'est-à-dire avant le rapport Guillemet et le vote de 1895 de la Chambre, et non à sa place logique c'est-à-dire immédiatement avant le vote du Sénat de 1897 (1), c'est que nous avons une raison. A notre avis en effet le rapport Bardoux a eu une certaine influence sur le rapport Guillemet : M. Guillemet, ne s'y occupe plus comme jadis de la suppression totale mais de la suppression partielle des taxes d'octroi ; il aborde à son tour la conception de M. Bardoux, il veut lui aussi la suppression des droits sur les boissons hygiéniques, et il va plus loin même car il demande que cette suppression soit totale et obligatoire dans un certain délai. Evidemment aussi l'adoption par la Chambre de ce principe est une réponse aux conclusions de la Commission du Sénat.

A la suite de cet article 1 on adopta en un second paragraphe l'ancienne formule platonique (2) de 1893 : à savoir que les communes auraient le droit de supprimer en tout ou en partie les autres droits d'octroi.

(1) Nous faisons abstraction de la question du délai d'un an indiqué par M. Vaillant, car M. Vaillant, au courant de la discussion, n'a point semblé en faire une disposition essentielle de sa proposition.

(2) Nous disons platonique, car un texte semblable n'apporte rien de nouveau ; les communes à octrois ont, d'après la législation de 1884, le droit de supprimer tout ou partie de leurs octrois.

Si l'article 1 n'offrit pas l'occasion d'une grande discussion, l'article 2 en amena encore moins. M. Berry proposa de supprimer l'énumération des taxes de remplacement; M. Guillemet, qui n'eût, on peut le dire — car il en changea souvent — jamais d'idée très arrêtée sur la nécessité de cette énumération dans la loi, acquiesça immédiatement et l'article fut voté sans l'énumération : c'était pour les communes la liberté — sous le contrôle législatif — de choisir les taxes de remplacement.

Les articles 3 et 4 de la Commission furent abandonnés, et l'article 5 devint l'article 3 de la loi.

Ce qui est ainsi voté, c'est donc la suppression obligatoire de tous droits d'octrois sur les boissons hygiéniques dans un certain délai.

**Le rapport supplémentaire Bardoux au Sénat. —
La discussion et les votes des 3, 4, 24 juin 1897**

En 1896, avant que la discussion n'arrivât à l'ordre du jour du Sénat, M. Bardoux produisit un rapport supplémentaire (1). Les conclusions de ce rapport furent sensiblement les mêmes que celles du précédent.

Voici le projet de loi tel qu'il fut présenté :

« Article 1^{er}. — Les communes auront la faculté
« d'abolir tous les droits sur les boissons dites hygié-
« niques (vins, cidres et bières) ; à défaut de suppres-
« sion totale, elles seront obligées d'abaisser les droits

(1) *J. O. Sénat. Doc. parl.*, année 1896, n° 10, p. 345.

« existants dans la limite des tarifs prévus par la présente loi.

« Art. 2. — Pour remplacer les ressources supprimées par application de l'article précédent, les communes peuvent porter les taxes sur l'alcool au double des droits d'entrée, décimes compris.

« Dans les villes d'une population agglomérée inférieure à 4,000 âmes, le tarif d'octroi ne pourra dépasser le maximum applicable aux villes de 4,000 à 6,000 habitants.

« Une loi autorisera les taxes supérieures.

« Les communes sont en outre autorisées dans les formes prescrites par l'article 137 de la loi du 5 Avril 1884 à établir à la charge des débitants de boissons en addition au droit de licence perçu pour le compte du Trésor, une licence municipale composée d'un droit qui ne pourra pas dépasser le taux de la licence du Trésor et d'un droit proportionnel qui pourra être égal au 1/30 de la valeur locative de l'ensemble des locaux occupés.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la surtaxe sera assise et perçue.

« Enfin à défaut d'une compensation par les taxes ci-dessus, les communes à octroi pourront avoir recours aux centimes additionnels sur les quatre contributions dans les formes établies soit par l'article 133 *in fine* de la loi municipale, par les articles 141 à 143 suivant qu'il s'agit de pourvoir aux dépenses ordinaires ou à des dépenses extraordinaires, sans que

« ces centimes additionnels puissent passer le chiffre
« de vingt.

« Art. 3. — Si les communes ne trouvent pas dans
« les taxes de remplacement, qui viennent d'être indi-
« quées, ni dans celles qui sont prévues par la législa-
« tion actuelle, les ressources nécessaires pour faire
« cette compensation, elles pourront être autorisées
« sous réserve de l'approbation législative, à établir des
« taxes directes, les taxes ne seront prélevées que sur
« des propriétés ou objets situés dans la commune.
« Elles s'appliqueront à toutes les propriétés ou à tous
« les objets de même nature ; elles devront être pro-
« portionnelles.

« Art. 4. — Dans les communes qui continueront à
« imposer les boissons hygiéniques, les droits ne pour-
« ront en aucun cas excéder le tarif suivant, en ce qui
« concerne les vins, les cidres, poirés ou hydromels.

DÉSIGNATION		VINS par HECTOLITRE	CIDRES poirés et hydromels par HECTOLITRE
VILLES	D'une population agglomérée de 6,000 âmes et au-dessous.	0 55	0 35
	De 6,001 à 1,0000 âmes.	0 85	0 50
	De 10,001 à 15,000 âmes	1 15	0 60
	De 15,001 à 20,000 âmes	1 40	0 85
	De 20,001 à 30,000 âmes	1 70	0 95
	De 30,001 à 50,000 âmes	2 »	1 15
	De 50,001 et au-dessus	2 25	1 75

« En ce qui concerne les bières :

« 1° 2 fr. par hectolitre pour les communes situées

« dans les départements suivants : Aisne, Ardennes,
« Marne, Meuse, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle,
« Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme, Vosges et Belfort.
« 2^o 5 fr. par hectolitre pour les communes comprises
« dans les autres départements.

« Art. 5. — Tous les tarifs d'octroi seront en consé-
« quence revisés dans un délai de trois ans à partir du
« 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente
« loi, ou, s'ils viennent à expiration avant ce délai, à la
« fin de la période pour laquelle ils ont été approuvés.

« Toutefois les communes dont les tarifs expireront
« dans l'année de la promulgation de la loi auront un
« délai d'un an, à partir du 1^{er} janvier suivant, pour
« ramener leurs taxes aux maxima fixés par l'article
« précédent et voter, s'il y a lieu, les taxes de rempla-
« cement.

« Art. 6. — Le régime suivant est établi pour la ville
« de Paris.

« Est autorisée la perception d'un droit d'octroi :

« 1^o De 4 fr. par hectolitre sur les vins en cercles ; de
« 60 centimes par bouteille sur les vins de champagne
« et de 25 centimes par bouteille sur les autres vins
« en bouteilles.

« De 2 fr. par hectolitres sur les cidres, poirés et
« hydromels.

« 3^o De 85 fr. 20 par hectolitre d'alcool pur contenu
« dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs,
« fruits à l'eau-de-vie ; cette taxe est indépendante du
« droit actuel de 24 francs.

« 4^o De 5 fr. par hectolitre sur les bières.

« Les vins en cercles titrant plus de 10 degrés pour-
« ront être frappés d'une surtaxe de 60 centimes par
« hectolitre et par chaque degré au-dessus de 10 degrés
« jusqu'à 15 degrés. Un règlement d'administration pu-
« blique déterminera, s'il y a lieu, les conditions de
« perception. .

« Afin de compléter les ressources nécessaires pour
« compenser le déficit, la ville de Paris est en outre
« autorisée.

« 1^o à établir une taxe municipale de licence à la
« charge des débitants de boissons dans les conditions
« de l'article 4 ci-dessus.

« 2^o à percevoir à son profit des taxes égales aux
« taxes en principal établies.

« a) sur les chevaux, voitures, mules et mulets par
« les lois des 2 juillet 1862, 16 septembre 1871, 23 juil-
« let 1872, 22 décembre 1879, 29 décembre 1883 et 17
« décembre 1895.

« b) sur les billards publics et privés par les lois des
« 16 septembre 1871 et 18 décembre 1871.

« c) sur les vélocipèdes par la loi du 28 avril 1893.

« d) sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, par
« les lois des 16 septembre 1871, 18 décembre 1871,
« 5 août 1874, 30 mars 1888 et 8 août 1890.

« e) sur les chiens par la loi du 2 mai 1885.

« 3^o à augmenter de 16 centimes nouveaux le nombre
« des centimes additionnels aux quatre contributions
« directes.

« Art. 7. — Les communes qui actuellement ne per-
« çoivent pas de taxes d'octroi sur les vins, cidres,

« poirés, hydromels, bières, pourront être autorisées à
« établir un droit de licence municipale ou à percevoir
« des taxes sur l'alcool, conformément aux dispositions
« de l'article 2 de la présente loi.

« Art. 8. — A l'avenir, la mise en forme ou en régie
« intéressée des octrois est interdite ; les adjudications
« en cours d'exécution ne pourront pas être renou-
« velées.

« Art. 9. — A partir de la promulgation de la pré-
« sente loi, il ne pourra plus être établi de taxes d'oc-
« troi sur les vins, cidres, poirés, hydromels et les bières
« dans les villes où il n'en existe pas aujourd'hui et ces
« taxes dans les villes où elles existent ne pourront être
« surélevées. »

Le 3 juin 1897, le dernier texte de projet de loi ainsi rédigé par M. Bardoux vint en première délibération au Sénat.

De discussion générale, il n'y en eut pas, car M. Bardoux prit seul la parole et cela pour soutenir le principe de sa réforme : le dégrèvement des boissons hygiéniques obligatoire jusqu'à un certain chiffre, facultatif au delà et il réédita devant le Sénat les arguments de ses rapports.

C'était, en quelque sorte, soutenir par avance l'article 1, aussi fut-il donné immédiatement lecture dudit article. M. Bisseul déposa un amendement qui reproduisait le texte de l'article 1^{er} de la loi adoptée par la Chambre le 22 novembre 1895, mais personne ne l'appuyant, il ne fut point mis aux voix ; M. Forest, qui prétendait que certaines villes ne pourraient arriver à

remplacer les droits sur les boissons hygiéniques, même dans les limites de la suppression obligatoire, demanda que le dégrèvement fut complètement facultatif pour toutes les communes, mais l'amendement fut repoussé et le texte de l'article 1^{er} de la Commission passa sans autre protestation.

L'article 2 passa aussi sans grande discussion. M. Leydet fit une intéressante observation relative à l'hypothèse du dégrèvement partiel : les boissons hygiéniques étant dégravées jusqu'à un certain taux, leur consommation va augmenter, les droits restant sur elles vont produire plus qu'on ne l'avait prévu ; les taxes de remplacement ayant été établies de façon à compenser juste le dégrèvement, il arrivera donc que les charges des contribuables seront augmentées, ce qui n'est certes pas le but du législateur. M. Bardoux répond que ce n'est point le but en effet, mais que rien dans la loi n'empêchera les municipalités de réduire alors les taxes de remplacement et que, si elles ne le font point, ce sera aux électeurs de les y forcer.

L'article 3 fut adopté sans difficulté.

L'article 4 tel que le présentait la Commission se composait de deux paragraphes : le premier relatif aux vins cidres, poirés et hydromels passa, mais le second relatif aux bières, qui établissait quant aux droits une discrimination en zone d'après la production et non d'après la consommation fut renvoyé à la Commission sur une remarque de M. Buffet.

L'article 5 n'amena aucune discussion.

Quant au régime spécial de Paris, c'est-à-dire l'article

6, il fut entendu que pour la discussion on le renvoyait à la 2^e délibération.

L'adoption, de l'article 7 eut lieu.

L'article 8 contenait le principe de l'interdiction de la ferme et de la régie intéressée. Il y eut ce jour là une longue discussion dont la suite fut renvoyée au lendemain, pour que le Gouvernement puisse donner son opinion.

Le 4 juin cette discussion sur ce point fut reprise ; elle fut longue, nous n'en dirons rien, car du moment que nous condamnons les octrois, leur régime nous importe peu ; selon l'avis favorable du Ministre des Finances l'article 8 fut adopté.

L'article 9 fut adopté aussi.

Au début de la séance, la Commission avait rapporté un nouveau texte pour le 2^e paragraphe de l'article 4 ainsi conçu : « En ce qui concerne les bières : 5 francs » par hectolitre pour toutes les communes, sauf Paris. » A l'avis de M. Bardoux, cela devait donner satisfaction à la réclamation de la veille, car dans les communes des départements, où l'on consomme le plus de bière (Nord, Ardennes, Pas-de-Calais, Somme, etc.) le tarif d'alors était au-dessous de ce taux, tout irait donc bien, puisque ces communes ne pourraient augmenter ce tarif, empêchées qu'elles le seraient par l'article 9. Ce fut adopté. La solution n'était pas fameuse, nous verrons par la suite qu'il en avait une meilleure.

Le Sénat décida qu'il passerait à une 2^e délibération.

Cette deuxième délibération ne se fit pas trop attendre : elle vint le 24 juin 1897.

Dès que la lecture de l'article 1^{er} fut donnée, M. Buffet demanda la parole et se livra à une attaque serrée et vigoureuse contre le principe même de la loi. Voici les arguments qu'il présenta :

1^o le vin, le cidre, la bière sont boissons de première nécessité en certains pays, de luxe en certains autres, la loi en tient peu compte,

2^o la réduction des droits sur les boissons hygiéniques est trop peu importante à son avis pour qu'on s'en aperçoive,

3^o quant à la surtaxe du droit sur l'alcool, il est dangereux d'en abuser ainsi au profit des communes, car que restera-t-il à l'État aux jours de besoin ?

4^o certaines communes ne trouveront point des ressources suffisantes dans la surtaxe de l'alcool et dans la licence municipale, il faudra qu'elles surchargent alors leurs contribuables de centimes additionnels ou de taxes directes.

5^o le consommateur ne gagnera rien à la réforme, l'intermédiaire profitera seul du dégrèvement sur les boissons hygiéniques,

6^o le vote de la loi ne fera pas faire un pas vers la suppression des octrois, car les dépenses communales augmentent de jour en jour,

M. le Rapporteur répondit à plusieurs de ces arguments. Il montra que ce n'était point une réforme insignifiante, puisqu'il s'agissait d'un dégrèvement de 53 millions obligatoire pour les communes. Il expliqua qu'elle

n'était point injuste dans son principe puisque la surtaxe de l'alcool s'adressait à un vice : l'alcoolisme, puisque la licence n'était qu'une compensation — partielle du reste — vis-à-vis des débitants à l'avantage pour eux produit par le dégrèvement des boissons hygiéniques. Il analysa le cas des communes qui seraient obligées sans doute de ne pas se contenter de ces deux taxes de remplacement et il fit voir que ces communes étaient précisément celles — en Savoie par exemple — où le principal des contributions directes est le plus faible, de sorte que, si le nombre de centimes est assez considérable dans ces communes, le produit est cependant très faible, il remarqua aussi que dans ces communes il y aurait augmentation dans la consommation des boissons hygiéniques et que par suite l'augmentation dans le produit prévu des droits sur ces boissons permettrait de diminuer d'autant les centimes à établir au début.

La réponse de M. Bardoux fut victorieuse et l'article 1^{er} fut adopté.

L'article 2, dont il fut ensuite donné lecture, présentait deux modifications depuis la première délibération. Il y avait d'abord cette addition : « Lorsque le commerce
« des boissons sera exercé cumulativement avec un
« autre commerce ou industrie, les locaux exclusivement
« occupés par ce dernier commerce ou cette dernière
« industrie, seront exempts du droit proportionnel. » C'était juste et il était bon de le dire dans la loi. Ensuite les termes « à la charge des débitants de boissons » « étaient remplacés par ceux-ci : « à la charge des établis-

« sements dans lesquels se vendent les boissons ». L'article 2 fut adopté avec ces modifications.

L'article 3 passa sans discussion.

L'article 4 donna lieu aux mêmes difficultés qu'en première délibération, car si le premier paragraphe fut vite adopté, le second ramena la discussion de jadis. M. Bouilliez présenta cet amendement : « En ce qui « concerne les bières :

« 1^o 2 francs par hectolitre pour les communes situées
« dans les départements suivants : Aisne, Ardennes,
« Pas-de-Calais, Somme.

« 2^o 5 francs par hectolitre pour les communes
« comprises dans les autres départements ».

Mais la rédaction de la commission fut votée.

L'article 5 organisait un régime spécial et quelque peu différent de celui des autres communes, pour Paris, cet article fut voté sans grande protestation ; cependant M. Poirier parla longuement contre l'article et présenta cet amendement : « Afin de compenser le déficit qui
« résulterait de la suppression totale ou partielle des
« droits d'octroi, la Ville de Paris est autorisée à choi-
« sir des taxes de remplacement sous réserve de l'ap-
« probation législative. » M. Poirier en effet n'était point partisan de la surtaxe de l'alcool pour Paris, car il craignait que la consommation diminue et que la fraude augmente. M. le Rapporteur, s'appuyant sur l'opinion de M. Paul Leroy-Beaulieu répondit que ce n'était point son avis, qu'on boirait toujours de l'alcool à Paris et que la fraude dans une ville fermée comme Paris et dans laquelle on ne fabrique point d'alcool ne

serait jamais facile. L'amendement fut rejeté, et à juste raison, car, avec un texte semblable il était à craindre que le Conseil municipal de Paris ne présentât jamais à l'approbation législative un projet acceptable, ce qui eût été désastreux pour la réforme, puisque les octrois de Paris représentent près de la moitié de ceux de la France.

Les articles 6 et 7 furent votés le même jour.

Le lendemain on continua par l'article 8. Cet article naturellement fut encore l'objet d'une longue discussion : il fut soutenu par M. le Rapporteur et M. Catusse commissaire du Gouvernement et combattu par MM. Roland, Buffet, H. Morel, Milliès-Lacroix. Ce fut la réédition de part et d'autre des arguments présentés précédemment. Cependant M. Milliès-Lacroix présenta celui-ci : à savoir que la suppression de la ferme équivalait à la suppression des octrois dans les petites communes où le rendement trop faible ne permet pas l'organisation d'un service particulier. Cet argument très fort contribua sans doute à faire changer la majorité d'opinion : cette fois en effet l'article fut rejeté et le principe de la ferme fut conservé.

L'article 9 fut aussi adopté.

C'est à ce moment que la loi fut intitulée : « Proposition de loi relative à la suppression des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques. »

Le nouveau rapport Guillemet à la Chambre. — La discussion. — Votes des 26 novembre et 3 décembre 1897.

Le projet ainsi adopté fut transmis à la Chambre le 1^{er} juillet 1897.

Le 19 octobre M. Guillemet présenta son rapport (1). M. Guillemet prévoit que l'œuvre du Sénat ne satisfera pas la Chambre ; elle ne le satisfait point lui-même ; mais il conseille à la Chambre d'adopter tel quel le projet puisqu'on se trouve à la fin de la législature, sans cela on ne pourra arriver auparavant à un accord avec le Sénat ; du reste en fin de comptes il avoue, que le projet — qui eut pu être meilleur — fait cependant faire un pas important à la réforme et constitue une amélioration sensible.

La discussion commença le 19 novembre (2). A la Chambre, la déception fut assez grande : on voulait une réforme plus radicale. Aussi beaucoup d'orateurs prirent la parole sur la discussion générale.

M. Fleury-Ravarin proposa pour les communes la liberté d'abaisser ou non les taxes sur les boissons hygiéniques, une licence plus forte, quant au droit fixe, pour les débitants qui ne vendent que de l'alcool que pour ceux qui vendent des boissons hygiéniques, la suppression de la hiérarchie des taxes.

M. J. Baron demanda la faculté pour les communes de supprimer tous les octrois.

M. Plichon parla en faveur des bières, qu'il aurait voulu voir soumises à un régime analogue à celui des cidres.

M. Balendreau trouva mauvaise la surtaxe de l'alcool comme antidémocratique, mauvais l'établissement d'une licence municipale, parce que les débitants sauront bien

(1) *J. O. Doc. parl.* Chambre 1897, n° 2,716, p. 6.

(2) *J. O. Deb. parl.* Chambre 1897, p. 2,489.

la faire payer aux consommateurs, mauvais enfin que la colonie étrangère, les casernes, les lycées, etc., des villes à octroi se trouvent dégrevés par la loi.

M. Edouard Vaillant demanda pour les communes la faculté de supprimer partiellement ou totalement les octrois et de proposer au Parlement des taxes de remplacement portant uniquement sur la richesse acquise.

M. Millerand préconisa la reprise des anciens projets de 1893 et 1895.

M. Guillemet, le ministre des finances, M. Salis défendirent le projet du Sénat.

Pour M. Guillemet, le projet du Sénat « amorce » la réforme des octrois : le dégrèvement est considérable, les frais de perception sur ce qui restera de taxes d'octroi par leur élévation même amènera à la suppression complète ; les taxes sur l'alcool ne sont point exagérées puisqu'elles sont plus élevées en Angleterre ; les débiteurs de boissons paieront moins avec le régime proposé, ils pourront donc baisser leurs prix.

Pour M. le Ministre des Finances, le projet du Sénat a l'avantage de proposer un dégrèvement obligatoire, ce que ne font point les contre-projets proposés. Selon lui, ces contre-projets sont plutôt de simples ordres du jour, absolument platoniques. Ce projet est perfectible du reste.

M. Salis croit aussi, que la perfectibilité de ce projet est possible, mais il le propose à la Chambre, puisqu'il y a si longtemps qu'on poursuit la réforme des boissons et la suppression des octrois.

La clôture de la discussion générale fut prononcée et

la discussion des articles commença le 26 novembre (1).

Dès la lecture de l'article premier, les contre-projets apparurent.

Celui de M. E. Vaillant, dans le sens de ce qu'il avait proposé en discussion générale, fut repoussé.

Celui de M. J. Guesde eut le même sort. M. J. Guesde voulait qu'on oblige les communes à supprimer dans le délai d'un an à abolir toutes les taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques et les denrées alimentaires; comme moyens de remplacement, il proposait pour les communes la faculté d'établir telle ou telle taxe sous la garantie du referendum communal. M. J. Guesde demandait ainsi un dégrèvement trop considérable, il s'agissait ainsi comme le fit remarquer M. le Ministre des Finances de 200 millions. D'un autre côté un tel referendum est anti-constitutionnel,

L'article premier du contre-projet de M. G. Berry au contraire, fut adopté par la Chambre. Voici ce contre-projet.

« Art. 1^{er}. — Les communes seront autorisées à supprimer leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques à partir du 31 décembre de l'année qui suivra celle au cours de laquelle la présente loi sera promulguée.

« Art. 2. — Elles seront libres de choisir leurs taxes de remplacement sous réserve de l'approbation législative.

(1) *J. O. Deb. parl.* Chambre 1897, p. 2,593.

« Art. 3. — A partir de la promulgation de la pré-sente, il ne pourra plus être établi d'octroi, ni fait aucun relèvement d'alcool ».

Aussitôt le vote, le président de la commission demanda le renvoi du contre-projet à la commission.

La discussion reprit à la séance du 3 décembre (1). Entre temps M. Guillemet avait déposé un rapport supplémentaire le 30 novembre 1897 (2).

Ce rapport faisait œuvre de conciliation entre le projet du Sénat et les désirs exprimés à la Chambre lors de la discussion générale et lors de celle pour l'article 1^{er}.

C'est ainsi que pour l'article 1^{er} M. Guillemet empruntait le texte même de M. G. Berry, en ajoutant un deuxième paragraphe, où il introduisait un dégrèvement obligatoire jusqu'à un certain minimum, afin de ne pas faire œuvre platonique.

L'amendement de M. J. Guesde, qui voulait voir ajouter au dégrèvement proposé celui des denrées alimentaires fut rejeté. Celui de M. J. Baron qui proposait diminution d'1/10 des droits soit sur les comestibles, soit sur les boissons hygiéniques au gré des communes le fut aussi. Et le texte nouveau de la commission fut adopté.

Vint ensuite la lecture de l'article 2. Le texte ainsi proposé par la commission ne subit plus de changement jusqu'à la promulgation (3). M. Guillemet y donnait

(1) *J. O. Déb. parl.* Chambre 1897, p. 2,699.

(2) *J. O. Doc. parl.* Chambre 1897, n° 2,854, p. 231.

(3) Avec cette seule différence qu'au cours de la discussion de

satisfaction aux villes du Nord où la bière est boisson populaire ; il diminuait le droit maximum sur la bière de 2 fr. à 1 fr. 50.

Cet article passa, mais M. E. Vaillant aurait voulu qu'à la suite on introduisit la faculté pour les communes de supprimer toutes les taxes d'octroi et l'obligation, en cas de suppression partielle seulement, de commencer par les aliments et les combustibles ; comme cette addition n'ajoutait rien à la loi, car rien n'empêchait les communes d'agir de la sorte, le Parlement la repoussa.

L'article 3 proposé par la Commission était conçu dans les termes qui devaient être ceux de la promulgation. M. Guillemet, cédant aux désirs de M. Fleury-Ravarin, avait supprimé l'ordre impératif des taxes, édicté par le Sénat. M. Fleury-Ravarin avait en effet très bien démontré le vice d'un tel système : on ne pouvait prendre les taxes directes ou indirectes de l'article 5 qu'après avoir épuisé « les taxes prévues par la législation « actuelle » ; c'était par suite pour les communes l'obligation, avant de se servir des taxes de l'article 5, d'établir des droits d'octroi sur les matières non encore soumises au tarif local ou d'augmenter, jusqu'à la limite du tarif type, les droits d'octroi sur celles déjà soumises.

M. Bourgeois, du Jura, proposa l'assurance-incendie par les communes, réservant les bénéfices de cette institution nouvelle au dégrèvement des octrois. Nous avons déjà dit ce que nous pensions d'un tel système.

cet article, la commission, à la première ligne du tableau, remplaça : « De 4,000 à 6,000 habitants » par : « De moins de 6,000 habitants ».

Pour l'article 4, le texte de la Commission est aussi celui qui fut promulgué. M. G. Berry fit l'éloge de la taxe sur la valeur vénale de la propriété, il proposa de la placer parmi les taxes susceptibles d'être établies avec la seule proposition préfectorale, mais il retira son amendement.

M. Bepmale critiqua la base du droit proportionnel de la licence municipale : au lieu de la valeur locative, il aurait voulu le chiffre d'affaires. La manière de voir ne fut pas adoptée par la Chambre. A notre avis, le *critérium* proposé par M. Bepmale n'est pas absolument juste, car un débitant de boissons peut faire un gros chiffre d'affaires sans avoir de grands bénéfices, un autre peut se trouver dans la situation inverse. La meilleure base serait peut-être précisément les bénéfices, mais il est bien difficile, nous le croyons, de s'immiscer à ce point dans les affaires privées.

M. l'abbé Lemire aurait désiré que le droit proportionnel de licence sur la valeur locative n'atteignit jamais l'habitation familiale. Il proposa un amendement en ce sens, mais sa proposition fut rejetée comme contraire aux principes financiers.

Au cours de la discussion de l'article 5, dont la rédaction présentée ne devait plus changer jusqu'à la promulgation, il fut établi, que la dégression, c'est-à-dire le dégrèvement des petites cotes serait possible pour les taxes directes, que certaines villes seraient appelées à établir, que la taxe sur la valeur locative de la propriété était comprise parmi les taxes directes, que, parmi les taxes indirectes à trouver par les villes, celles-ci pour-

raient proposer les droits d'abattoir, de stationnement, de marche, etc.

L'article 5 étant ainsi adopté, les suivants : 6, 7, 8 et 9 le furent encore plus vite; leur texte ne devait pas non plus changer jusqu'à la promulgation (1).

**Le rapport Hugot au Sénat. — Le vote définitif
du 21 décembre 1897.**

La Chambre ayant modifié un peu le texte proposé par le Sénat, il fut nécessaire de renvoyer la loi au Sénat. Transmise le 7 décembre 1897, un rapport fut présenté le 14 (2); l'ancien rapporteur, qui avait été pour ainsi dire l'âme de la réforme, était mort. Le nouveau rapporteur fut M. Hugot. M. Hugot demanda au Sénat de s'associer aux dispositions votées par la Chambre. « Ces dispositions, dit-il, ne sont point l'idéal rêvé, « mais c'est le possible pour le moment. C'est la porte « largement ouverte aux nouvelles améliorations. C'est « la marche en avant, peut-être un peu lente au gré de « certains, mais prudente et sage comme il convient à « un législateur soucieux de ne pas compromettre par « des mesures intempestives le service de l'amortisse- « ment des emprunts contractés par les villes, voulant « assurer, avant tout, la bonne gestion de leurs finances. « Encouragements à la viticulture par l'extension don-

(1) Il y a lieu de remarquer ici que le projet de la Chambre supprime le régime spécial proposé par le Sénat pour Paris.

(2) *J. O. Sénat. Doc. parl.* 1897, n° 71, p. 737.

« née au marché des boissons hygiéniques, abaissement
« du prix de vente, amélioration de la santé publique,
« telles sont les considérations puissantes, qui ont dé-
« terminé la Chambre à voter à l'énorme majorité de
« 513 voix la proposition qui vous est soumise ».

Le 21, quand l'ordre du jour du Sénat apporta le projet de la Chambre, il n'y eut pour ainsi dire pas de discussion. Certains sénateurs demandèrent simplement certaines explications, ils firent de la sorte œuvre d'interprétation, ce qui pouvait être précieux pour l'avenir. Les réponses données par le gouvernement ou la commission leur donnèrent satisfaction. Les articles furent votés sans addition, suppression, ni changement et la loi fut adoptée par 235 voix contre 5.

L'article 5, faisant partir les délais pour l'application du 1^{er} janvier qui suivrait, la loi fut promulguée presque immédiatement, le 29 décembre 1897.

Voici le texte de la loi :

Art. 1^{er}. — Les communes seront autorisées à supprimer leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques (vins, cidres, poirés, hydromels, bières et eaux minérales) à partir du 31 décembre de l'année, qui suivra celle au cours de laquelle elle sera promulguée.

A défaut de suppression totale, les communes seront obligées d'abaisser les droits existants dans la limite des tarifs prévus à l'article 2.

Art. 2. — Dans les communes qui continueront à imposer les boissons hygiéniques, les droits ne pourront excéder le tarif suivant :

POPULATION AGGLOMERÉE des COMMUNES	VINS en cercles et en bouteilles PAR HECTOLITRE.	CIDRES poirés, hydro- mels et eaux minérales PAR HECTOLITRE.
	fr. c.	fr. c.
De moins de 6,000 habitants	» 55	» 35
De 6,001 à 10,000 »	» 85	» 50
De 10,001 à 15,000 »	1 15	» 60
De 15,001 à 20,000 »	1 40	» 85
De 20,001 à 30,000 »	1 70	» 95
De 30,001 à 50,000 »	2 »	1 15
De 50,000 habitants et au-dessus. .	2 25	1 25
Paris	4 »	1 50

En ce qui concerne les bières, le maximum du droit imposable est fixé à 5 fr. sauf dans les départements ci-après : Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais et Somme, où le maximum ne pourra dépasser 1 fr. 50 par hectolitre.

Pour les vins titrant plus de 15°, il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 3 de la loi du 1^{er} septembre 1871.

Art. 3. — Pour remplacer le produit des taxes supprimées, les communes pourront avoir recours aux taxes prévues dans l'article 4 ou demander l'établissement de taxes spéciales, dans les conditions spécifiées à l'article 5.

Art. 4. — Les taxes, auxquelles les communes peuvent, en vertu de l'article précédent recourir, sous la seule approbation préfectorale, sont les suivantes :

1^o Elévation du droit sur l'alcool jusqu'au double des droits d'entrée, décimes compris. Pour la ville de Paris,

le droit pourra être, en addition du droit actuel de 24 fr., augmenté au maximum de 85 fr. 20.

Dans les communes d'une population agglomérée inférieure à 4.000 âmes, le tarif d'octroi sur l'alcool ne pourra dépasser le maximum applicable aux villes de 4.000 à 6.000 âmes.

Une loi pourra autoriser des taxes supérieures.

2° Etablissement à la charge des commerçants de boissons, en addition du droit de licence perçu pour le compte du Trésor, d'une licence municipale composée d'un droit fixe, qui pourra comporter deux tarifs, suivant que les établissements des commerçants de boissons vendront exclusivement des boissons hygiéniques ou des alcools avec ou sans boissons hygiéniques et d'un droit proportionnel basé sur la valeur locative de l'ensemble des locaux occupés. Lorsque le commerce des boissons sera exercé immédiatement avec un autre commerce ou industrie, les locaux exclusivement occupés par ce dernier commerce ou cette dernière industrie seront exempts du droit proportionnel. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles ladite taxe sera assise et perçue.

3° Perception d'une taxe maximum de 0 fr. 30 par bouteille sur tous les vins en bouteilles, qui ne se cumulera pas avec celle applicable aux vins en cercles.

4° Création de taxes égales, au maximum, aux taxes en principal établies, déduction faite des majorations résultant des pénalités :

a) Sur les chevaux, mules et mulets, voitures, voitures automobiles.

Les personnes ayant plusieurs résidences sont pour les chevaux, voitures, voitures automobiles, mules et mulets, qui les suivent habituellement à Paris, passibles des dites taxes en cette ville, nonobstant les dispositions de l'article 10 de la loi du 2 juillet 1872 ;

b) Sur les billards publics et privés ;

c) Sur les cercles, sociétés et lieux de réunion ;

d) Sur les chiens.

5° Enfin, les communes pourront établir, dans les conditions de la loi du 5 avril 1884, des centimes additionnels dont le chiffre ne pourra pas dépasser vingt.

Art. 5. — Les communes pourront également pourvoir au remplacement de leurs taxes d'octroi, en établissant, selon les formes et conditions prévues par l'article 137 de loi du 5 avril 1884, et sous réserve de l'approbation législative, des taxes directes ou indirectes. Les taxes directes ne seront prélevées que sur les propriétés ou objets situés dans la commune ; elles s'appliqueront à toutes propriétés ou à tous les objets de même nature ; elles seront proportionnelles.

Art. 6. — Tous les tarifs d'octroi sur les boissons hygiéniques seront en conséquence revisés dans un délai de deux ans à partir du 1^{er} janvier, qui suivra la promulgation de la présente loi, ou, s'ils viennent à expiration avant ce délai, à la fin de la période pour laquelle ils ont été approuvés.

Toutefois, les communes dont les tarifs expireront dans l'année qui suivra la promulgation de la loi auront un délai d'un an, à partir du 1^{er} janvier suivant, pour ramener lesdites taxes aux maxima fixés par les articles

précédents et voter, s'il y a lieu, les taxes de remplacement.

Lorsque les taxes de remplacement autorisées dépasseront le montant du dégrèvement total sur les boissons hygiéniques, l'excédant pourra être employé au dégrèvement d'autres objets soumis au tarif d'octroi.

Art. 7. — Les communes, qui, actuellement, ne perçoivent pas de taxes d'octroi sur les vins, cidres, poirés, hydromels, bières et eaux minérales pourront être autorisées à établir un droit de licence municipale ou à percevoir des taxes sur l'alcool, conformément aux dispositions de l'article 4 de la présente loi.

Art. 8. — A partir de la promulgation de la présente loi, il ne pourra plus être établi de taxes d'octroi sur les vins, cidres, poirés et hydromels, sur les bières et sur les eaux minérales, dans les villes où il n'en existe pas aujourd'hui, et ces taxes, dans les villes où elles existent, ne pourront pas être surélevées.

Toutefois, dans des cas exceptionnels, sur la demande des Conseils municipaux et en vertu de décrets rendus en Conseil d'Etat, les communes dont les boissons hygiéniques n'atteignent pas le maximum prévu par la présente loi pourront être autorisées à les porter à ce maximum.

Dans les villes à octroi, qui, au point de vue des droits du Trésor, sont comprises dans la troisième classe, les surtaxes actuelles pourront dans les conditions de l'article 137 de la loi de 1884, être maintenues en vertu de lois spéciales pour des périodes qui ne dépasseront pas cinq ans.

Art. 9. — Les villes qui supprimeront leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques obtiendront dans les conditions indiquées dans l'article 10 de l'ordonnance, du 5 août 1818, pour le paiement des frais de casernement, une réduction égale pour chaque homme de troupe au montant des droits dégrevés, en prenant pour base les deux tiers du taux de la consommation moyenne de la population soumise à l'octroi.

CHAPITRE IV

Des différentes mesures législatives et administratives destinées à faciliter l'application de la loi de 1897.

La loi promulguée, il n'y avait plus qu'à l'appliquer. Le délai dans lequel la loi devait être mise en vigueur, fut prorogé par deux fois. Ceux, à qui la loi ne plait pas tirent argument contre elle de ce retard à l'application. Notre avis est que le législateur avait donné un délai bien insuffisant aux communes pour opérer la réforme.

La loi de 1897 fut suivie, comme toutes les lois, de différentes circulaires donnant des indications pour l'application. Il y eût aussi le décret sous forme de règlement d'administration publique annoncé par la loi.

Nous allons étudier d'une façon assez rapide ces documents, nous contentant de mettre en relief seulement ce qui est important pour l'application de la loi.

Du 4 mars 1898 nous trouvons une circulaire de la Direction générale des Contributions indirectes (2^e division, 4^e bureau, Cette circulaire notifie la loi à l'Admi-

nistration et lui indique les mesures à prendre pour assurer l'application.

1^o Des deux premiers paragraphes de l'article 8 la circulaire tire ces deux conclusions : « *a*) les communes « dont les tarifs n'atteignent pas le taux prévu pour la population agglomérée qu'elles ont actuellement ou pour celles qu'elles pourront avoir dans l'avenir ne seront plus « autorisées à porter leurs taxes sur les vins, cidres et « bières jusqu'au maximum par application de l'article « 139 de la loi du 5 avril 1884 c'est-à-dire par une simple délibération municipale exécutoire de plein droit. » « *b*) Quant aux eaux minérales, leur imposition n'étant « pas prévue par le tarif type amené au décret du 12 « février 1870, les taxes, dont elles seraient frappées, « ne pourront être ni relevées, ni prorogées dans les limites réglementaires qu'en vertu d'un décret rendu « en conformité de l'article 137 § 3 de la loi du 5 avril « 1884 ».

2^o En ce qui concerne l'article 9, la circulaire indique que pour obtenir la réduction des frais de casernement en cas de dégrèvement complet sur les boissons hygiéniques, les Conseils municipaux auront à prendre une délibération qui sera transmise au Ministre de l'Intérieur chargé de faire rendre les décrets en cette matière.

3^o Quant aux taxes de remplacement, la circulaire fait ressortir — ce qui ressort du reste très clairement des travaux législatifs — qu'il n'y a pour les communes aucun ordre à respecter, qu'elles peuvent aussi bien choisir d'abord les taxes de l'article 5 que les taxes de l'article 4 ou se contenter des unes ou des autres, Elle

recommande de veiller à ce que les communes ne mettent point ces taxes en application avant d'avoir fait le dégrèvement sur les boissons hygiéniques.

4° La circulaire examine l'hypothèse des communes qui se trouveront dans le cas de l'article 7, c'est-à-dire de celles où les boissons hygiéniques et les eaux minérales ne sont pas imposées. Si ces communes perçoivent une taxe sur l'alcool, l'approbation préfectorale de l'article 4 sera suffisante s'il n'y a pas encore de taxe, et il faudra un décret dans les formes spécifiées à l'article 137 de la loi de 1884 s'il y en a déjà une et si l'on veut la relever.

5° La circulaire interprète le paragraphe 4 de l'article 4 : les surtaxes d'alcool pourront être demandées pour des dépenses extraordinaires et devront disparaître avec le défaut de cette cause ; interprète aussi le paragraphe 3 de l'article 8, le cas ainsi prévu de ces villes à octroi qui au point des droits du trésor sont actuellement comprises dans la 3^e classe est « une exception basée sur ce « que dans les villes de cette région (1), le vin est « généralement une boisson de luxe. » Le maintien des « surtaxes est d'ailleurs subordonné à la nécessité de « conserver à certaines communes, jusqu'à l'expiration « des engagements pris, le produit des ressources destinées à faire face à des dépenses extraordinaires. En

(1) Ces villes sont celles situées dans les départements suivants : Calvados, Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Manche, Mayenne, Nord, Orne, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure et Somme.

« tous cas le taux des surtaxes actuelles ne pourra être
« relevé et il ne devra pas en être établi de nouvelles.
« Si le produit des taxes de remplacement, mis à la
« disposition des communes permettait d'abaisser le
« taux de ces surtaxes ou de les supprimer, si les motifs
« qui ont fait admettre les surtaxes actuelles venaient
« à disparaître, il est bien entendu qu'elles ne seraient
« plus prorogées. »

La loi des 9-12 Mars fut faite en vue de hâter l'application de la loi pour les communes qui seraient désireuses d'aller vite,

Article unique. — Les communes qui procéderont
« avant le 31 Décembre 1898 à la revision de leurs tarifs
« d'octroi sur les boissons hygiéniques conformément
« à la Loi du 29 Décembre 1897, pourront établir les
« taxes de remplacement dans les conditions déterminées par les articles 4 et 5 de cette loi.

« Elles bénéficieront également, au cas de dégrèvement
« total, des dispositions des articles 6, 3 & 9 de la loi du
29 Décembre 1897.

Suivant la loi de 1897, les communes ne pouvaient dégrever les boissons hygiéniques et appliquer les taxes de remplacement avant le 1^{er} Janvier 1899 ; or plusieurs municipalités à cette époque avaient déjà préparé sur les mêmes bases que celles de la loi, la revision de leurs tarifs d'octroi. Le but de cette loi de 1898 est d'autoriser toutes ces communes à appliquer la réforme suivant une loi générale, sans que chacune d'elles soit obligée de demander une loi spéciale au Parlement.

Une circulaire fut envoyée aux Préfets par le Minis-

tre des Finances, afin de leur indiquer leur rôle dans l'application de la loi de 1897. Cette circulaire est peu intéressante.

Le décret des 16-21 Juin 1898 est le règlement d'administration publique annoncé par la loi dans son article 4, 2^o *in fine*. Il règle les conditions dans les quelles la licence municipale devra être assise et ferme. Il est suffisamment explicite, pour que nous n'ayons aucun commentaire à y ajouter.

Le Président de la République,

Sur le rapport des ministres de l'Intérieur et des Finances, vu les dispositions de l'art. 4 de la loi du 29 décembre 1897, le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les licences que les art. 4 et 7 de la loi de 1897 autorisent les Conseillers municipaux à établir, sous réserve de l'approbation préfectorale à la charge des commerçants de boissons, doivent s'appliquer à toutes personnes vendant en détail sur le territoire de la commune.

Art. 2. — Le droit fixe ne peut dépasser le montant en principal et décimes du droit de licence perçu au profit de l'Etat. Le maximum est fixé pour Paris à 1/4 en sus du maximum applicable aux villes de la catégorie de population immédiatement inférieure. Les maxima prévus aux deux § qui précèdent sont portés au double pour les établissements ne vendant pas exclusivement des boissons hygiéniques.

Art. 3. — Le débitant qui possède plusieurs établissements est assujéti à un droit fixe pour chacun de ces établissements.

Art. 4. — Le droit proportionnel est assis sur la valeur locative, tant de la maison d'habitation du débitant que des magasins, boutiques, salles de débit ou de consommation et autres locaux servant à l'exercice de son commerce. La valeur locative est déterminée conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes.

Art. 5. — Si le débitant possède dans la commune plusieurs maisons d'habitation, le droit proportionnel n'est dû que pour celles de ces maisons qui servent à l'exercice du commerce des boissons. Si le commerce des boissons ne constitue pas la profession principale du débitant et s'il ne l'exerce pas par lui-même, le droit proportionnel n'est dû que sur la maison d'habitation de la personne préposée à ce commerce.

Art. 6. — Sont affranchis du droit proportionnel les locaux, qui, dans les hôtels, auberges, etc., sont destinés à l'usage particulier des voyageurs ou loués en garni ainsi que les écuries et remises.

Art. 7. — Le taux du droit proportionnel ne peut être supérieur à 5 o/o de la valeur locative.

Art. 8. — Le droit proportionnel est pour les cantiniers attachés à l'armée, les propriétaires vendant exclusivement les boissons de leur cru, les débiteurs

extraordinaires ou forains, les colporteurs de boissons, uniformément évalué à la moitié du droit fixe.

Art. 9. — Dans les sociétés en nom collectif, l'associé principal est seul assujetti au droit fixe. Le droit proportionnel est établi sur la maison d'habitation du dit associé et sur tous les locaux qui servent à la société pour l'exploitation de son commerce. La maison d'habitation de chacun des autres associés est affranchie du droit proportionnel, à moins qu'elle ne serve à l'exercice du commerce de la société.

Art. 10. — Les droits sont dus jusqu'à la fin de l'année par les débitants exerçant au 1^{er} janvier. Toutefois, en cas de cessation de commerce en cours d'année, les droits cessent d'être dus pour les mois non encore commencés. Les droits y afférents tombent de plein droit en non-valeurs. Les déclarations de cesser reçues par le service des contributions indirectes sont immédiatement notifiées aux agents de recouvrement.

Art. 11. — Les débitants de boissons qui entreprennent leur profession dans le cours de l'année ne doivent la licence municipale qu'à partir du premier jour du mois dans lequel ils ont commencé à exercer. Il est dû un supplément de droit proportionnel par les débitants de boissons, qui prennent des maisons ou locaux d'une valeur locative supérieure à celle des maisons et locaux pour lesquels ils avaient été primitivement imposés. Ce supplément est calculé à compter du 1^{er} jour du mois dans lequel le jugement a eu lieu.

Art. 12. — Les débitants extraordinaires, les forains

et les colporteurs de boissons ne peuvent exercer aucun acte de commerce dans la commune avant d'avoir acquitté le montant de la licence municipale. Les licences prévues au paragraphe précédent sont, exceptionnellement, établies par 1/12. Elles sont délivrées par l'agent du recouvrement qui transmet directement au Directeur des contributions directes les indications nécessaires pour que le montant en soit compris dans les rôles supplémentaires prévus à l'article 15.

Art. 13. — Les contrôleurs des contributions indirectes procèdent annuellement, de concert avec le maire, d'après la liste des débitants de boissons dressée par le service des contributions indirectes, à la formation des matrices des licences municipales. A Paris, ils effectuent directement le recensement des imposables avec l'aide de la commission des répartiteurs.

Art. 14. — Des matrices supplémentaires sont établies dans les mêmes conditions pour l'imposition des droits et suppléments de droits prévus par les articles 11 et 12 et les droits dus par les débitants qui auraient été omis dans les matrices primitives.

Art. 15. — Les rôles primitifs et supplémentaires sont établis par le Directeur des contributions directes, et rendus exécutoires par le Préfet. Ils sont ensuite remis aux municipalités avec les avertissements.

Art. 16. — La taxe est exigible par 1/12. Le recouvrement peut être effectué par les percepteurs des contributions directes pour le compte du receveur municipal en

vertu d'une autorisation du ministre des Finances. Il peut être également confié à l'administration des contributions indirectes en vertu de traités conclus dans les conditions prévues par l'article 158 de la loi du 28 avril 1816.

Art. 17. — Les réclamations sont présentées, instruites et jugées et les poursuites exercées comme en matière de contributions directes.

Art. 18. — Les frais d'assiette, d'impression et d'expédition des matrices, des rôles, ainsi que des frais de confection et de distribution des avertissements, sont à la charge des communes.

Art. 19. — Les ministres de l'Intérieur et des Finances sont chargés etc.

Du 18 juillet nous trouvons une circulaire du ministre des Finances aux Préfets relative aux délais fixés pour l'application de la loi. Nous ne l'étudierons point, puisque ces délais ont été prorogés comme nous le verrons plus loin.

Du 25 octobre, il y a une circulaire du ministre de l'Intérieur. Tout en reconnaissant que la loi n'a fixé aucun ordre aux communes dans le choix des taxes de remplacement, le ministre d'Intérieur d'accord avec celui des finances estime que les municipalités feraient acte de bonne administration en recourant d'abord aux taxes de l'article 4 sauf à demander ensuite l'établissement de taxes subordonnées à l'approbation législative si elles sont nécessaires pour équilibrer le budget; il lui semble préférable de réserver le bénéfice de ces dernières res-

sources aux villes importantes à l'égard desquelles des mesures exceptionnelles sont justifiées à raison du bénéfice qu'elles retirent des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques ; il prie les Préfets d'attirer l'attention des conseils municipaux sur ce point.

Deux lois ensuite ont prorogé les délais de la mise en vigueur de la loi de 1897 :

La première des 24-25 décembre 1898, jusqu'au 31 décembre 1899 pour les communes qui réclameraient le bénéfice de ce sursis ; ce sursis devant être accordé par décret ;

La deuxième du 29 juin 1899, jusqu'au 31 décembre 1900.

Une circulaire du 13 juillet 1899 rédigée par les soins de la Direction générale des Contributions directes suivit cette seconde loi et analysa très clairement dans quelle situation se trouve actuellement les communes vis-à-vis de la loi de 1897.

« Cette nouvelle loi s'applique, d'une manière générale, à toutes les communes, où la réforme n'est pas un fait accompli, c'est-à-dire où la réduction des tarifs et la perception des taxes de remplacement n'ont pas encore été mises en vigueur. Il concerne aussi bien celles qui ont obtenu le sursis jusqu'à la fin de 1899 en vertu de la loi de 1898 que celles qui, aux termes de la loi de 1897 n'auraient été tenues de réaliser de dégrèvement qu'à partir du 1^{er} janvier 1900. Elle permet à toutes ces communes de n'effectuer la réforme qu'à dater du 1^{er} janvier 1901, sans stipuler d'ailleurs, comme le faisait la loi du 24 décembre

« 1898, que celles qui voudront profiter de cette faculté
« devront en obtenir l'autorisation par décret. Il a paru,
« en effet, qu'il n'était pas nécessaire de faire délibérer
« à nouveau les conseils municipaux pour le maintien
« pendant l'année 1900, de taxes déjà votées et auto-
« risées sur les boissons hygiéniques pour cette année
« 1900 et, à l'égard de beaucoup de communes, jusqu'à
« la fin des années 1901 et 1902 ».

Voici les trois cas qui peuvent se présenter pour les octrois qui n'appliquent pas encore la réforme :

1^o Octrois qui expiraient le 31 décembre 1898, qui ont été prorogés au delà du 31 décembre 1899 (1) et pour lesquels les conseils municipaux ont demandé et obtenu le bénéfice de la loi de sursis du 24 décembre 1898, autorisant le maintien des taxes anciennes sur les boissons hygiéniques jusqu'au 31 décembre 1899 seulement.

Si le conseil municipal n'entend pas opérer le dégrèvement à partir du 1^{er} janvier 1900, il devra prendre une nouvelle délibération pour être admis à bénéficier de la promulgation de sursis pendant l'année 1900. Lorsque le tarif ne comprendra pas de surtaxes sur les vins, cidres et alcools, ni de taxes extra-réglementaires pour la bière (taxes supérieures au maximum du tarif-type) ou pour les eaux minérales (imposition non prévue au tarif-type), la délibération sera de plein droit exé-

(1) Les octrois qui, expirant à la fin de 1898, n'auraient été prorogés que jusqu'au 31 décembre 1899 rentrent dans la catégorie suivante.

toire, par application de l'article 139 de la loi du 5 avril 1884.

Dans le cas contraire, un décret serait nécessaire pour le maintien, en 1900, des taxes extraréglementaires sur la bière et les eaux minérales (art. 137, §§ 3^e et 4^e de la loi du 5 avril 1884), et, quant aux surtaxes sur les vins, cidres ou alcools, la municipalité ne pourra en continuer la perception en 1900 qu'après y avoir été autorisée par un décret rendu en Conseil d'Etat, en vertu de l'article 2 de la loi du 29 juin 1899. A cet effet, des propositions établies dans la forme ordinaire et appuyées de toutes les justifications prescrites devront être transmises immédiatement au Ministre de l'Intérieur.

2^o Octrois expirant le 31 décembre 1899.

Si la commune désire ne pas effectuer la réforme avant le 1^{er} janvier 1901, le Conseil municipal, en prorogeant l'octroi pour une durée maximum de cinq ans, devra avoir soin de spécifier que la prorogation n'a d'effet que pour l'année 1900 relativement aux taxes sur les boissons hygiéniques qui dépassent le maximum prévu par la loi du 29 décembre 1897. Il devra indiquer en outre le taux des droits qu'il entend percevoir sur ces boissons à partir du 1^{er} janvier 1901, ces droits ne pouvant être, bien entendu, supérieurs audit maximum. Dans le cas où il n'aurait pas encore arrêté le choix des taxes de remplacement, il pourra renvoyer à une délibération ultérieure pour procéder au vote de ces taxes, mais il importera que cette délibération soit prise assez à temps pour que lesdites taxes puissent être auto-

risées, s'il y a lieu, par les pouvoirs compétents avant le 31 décembre 1900.

S'il existe des surtaxes sur les vins, cidres et alcools, ou des taxes extraréglementaires sur les bières et eaux minérales, et si la municipalité veut en obtenir le maintien pendant l'année 1900, des propositions devront être présentées immédiatement dans les conditions indiquées ci-dessus.

3^e Octrois qui ne sont pas venus à expiration depuis la mise en application de la loi du 29 décembre 1897 et qui ne prendront fin que postérieurement au 1^{er} janvier 1900.

L'article 1^{er} de la nouvelle loi donne aux octrois qui se trouvent dans ces conditions la faculté de profiter du sursis pendant l'année 1900, sans que le conseil municipal ait besoin de prendre à cet égard aucune délibération. Il devra seulement dans le courant de 1900, voter le dégrèvement et, s'il y a lieu, les taxes de remplacement, pour être appliquées à partir du 1^{er} janvier 1901.

Quant aux surtaxes sur les vins, cidres et alcools, qui ont pu être autorisées pour une moins longue période que les taxes principales, et dont le maintien serait demandé pour 1900, il conviendrait de procéder comme il a été dit plus haut.

CHAPITRE V

De la mise en application de la loi du 29 décembre 1897

Dans ce chapitre nous aurons à examiner quel accueil a été fait par les municipalités à la loi de 1897, à voir ce qu'on a fait soit pour le dégrèvement total ou partiel des boissons hygiéniques, soit pour la suppression des octrois.

Dans une première section nous nous occuperons des villes où, pour la plupart, les études ont amené une solution pour la question des boissons hygiéniques : dans une deuxième section des villes où, au contraire, elles ont amené celle pour la suppression des octrois.

SECTION I. — Villes où les études ont amené une solution pour la question des boissons hygiéniques.

Paris.

C'est à Paris que le problème est sans doute le plus difficile à résoudre, car c'est à Paris, que les taxes d'octroi sont les plus élevées ; et l'on peut dire que si

Paris réussit, il n'y a aucune raison pour que les autres communes de France n'aient pas le même bonheur.

A Paris, on ne demandait pas mieux d'appliquer la loi de 1897 aussi vite que possible. Il n'était point nécessaire d'attendre que l'État dégrève les boissons hygiéniques, le droit total sur ces boissons étant tellement élevé qu'il était possible de les dégrever suffisamment de leur droit d'octroi seulement pour que les consommateurs obtiennent une diminution de prix sensible.

Aussi à Paris ne demanda-t-on point de délai.

La question vint au Conseil municipal en Juillet 1898. La Commission avait pour rapporteur M. Véber. Les idées de M. Véber devaient avoir, tant sur la Commission que sur le Conseil municipal, une très grande influence. La Commission désirait arriver à la suppression totale des octrois en deux étapes, la 1^{re}, consistant à supprimer les droits sur les boissons hygiéniques, la 2^e ceux sur les autres matières soumises. Le Conseil municipal vota la 2^e étape en se taisant sur le taux et le rendement des taxes de remplacement. Il vota au contraire pour la première le projet de la commission tel que celle-ci l'avait établi : le projet proposait les taxes suivantes :

1^o 4 0/0 sur le revenu net des propriétés bâties imposées, soit à la contribution foncière, soit à la contribution des portes et fenêtres.

2^o 2 0/0 sur la valeur locative des locaux commerciaux et d'habitation et 1, 58 sur celle des usines.

3^o 3 décimes sur le principal des droits de l'État perçus sur les successions ouvertes à Paris.

4° Une taxe sur les cereles, sociétés et lieux de réunion égale à celle perçue en principal par l'État,

5° Une majoration de $\frac{1}{3}$ du droit perçu par la Ville pour le balayage ;

6° Suppression du prélèvement annuel effectué sur les produits de l'octroi pour acquitter les cotes personnelles de tous les imposables et pour alléger la contribution mobilière des faibles loyers de 1 franc à 1374 francs (1).

La commission s'aboucha avec le Gouvernement. C'était à cette époque le ministère Brisson. M. Peytral était aux Finances. M. Peytral n'accorda qu'un décime, au lieu de 3 pour le droit sur les successions, que 2 o/o au lieu de 4 o/o pour la taxe sur la propriété bâtie. Pour combler le déficit, qu'il occasionnait ainsi, il conseilla la surtaxe de l'alcool et une licence municipale.

M. Véber proposa alors au Conseil municipal une surtaxe sur l'alcool et d'accord avec M. Peytral une licence progressive. Ceci permettait de retrouver ce que les modifications apportées par M. Peytral faisaient perdre. Le Conseil municipal, en sa séance du 21 octobre, accepta ces propositions, à l'exception toutefois de la licence municipale. Comme, de ce dernier fait, un nouveau trou se creusait, M. A. Véber proposa

(1) Les habitants de Paris sont dégrévés en totalité ou en partie de la cote personnelle-mobilière. Tous les ans, en effet, la Ville de Paris, pour ce, paye à l'Etat quatre millions et demi. Personne, à Paris, ne paie de cote personnelle ; quant à la taxe mobilière, il y a dégrèvement complet pour les loyers au-dessous de 500 francs, réduction pour ceux jusqu'à 1,375 francs.

d'élever le droit sur l'alcool de 85,20. Le droit sur l'alcool était sujet à l'autorisation préfectorale. Comme on savait que les marchands d'alcool avaient des provisions considérables aux portes de Paris afin de les faire entrer au premier moment avant que la réforme soit exécutoire, le Conseil municipal, dans cette même séance, décida que le droit municipal sur l'alcool, élevé de 85,20 et porté à 165 francs (1) en compensation d'un dégrèvement de 0 fr. 0322 par litre de vin, serait immédiatement appliquée, et demanda en conséquence au Préfet de la Seine de prendre son arrêté exécutoire sur le champ. Cet arrêté fut rendu le 22 octobre, affiché dès le matin. Il était applicable dès le jour même à partir de 6 heures du soir (2).

Le projet du Conseil municipal vint devant la Cham-

(1) *Taxe en principal : 109 fr. 20 ; surtaxe : 55 fr. 80.*

(2) *Quelques négociants qui furent, de ce fait, surtaxés, attaquèrent cet arrêté de « cadenas » pour abus de pouvoir. En 1^{re} instance, c'est-à-dire devant le Juge de Paix du IV^e arrondissement, ils perdirent, mais ils gagnèrent en appel, c'est-à-dire devant la 1^{re} chambre du tribunal civil de la Seine. En cassation, ce dernier jugement fut ratifié.*

Il semble bien que le Préfet de la Seine aurait mieux fait d'évoquer l'affaire au Tribunal des Conflits.

A supposer que tous les négociants qui se trouvent en ces conditions plaident et obtiennent gain de cause, il faudrait que la Ville de Paris rembourse quatre millions. Même en payant ces quatre millions — ce qui n'arrivera point, car certains négociants ne plaideront point ou laisseront passer la prescription ou, parmi ceux qui plaideront, il y en aura qui perdront — la Ville de Paris n'aurait peut-être pas fait une opération si mauvaise que si elle avait laissé entrer la quantité considérable d'alcool qui, entre la délibération de la réforme et son exécution, attendait aux portes de Paris.

bre. Le ministère était changé, c'était le ministère Dupuy, mais M. Peytral était resté aux Finances. Le Président de la commission spéciale des octrois était alors M. Millerand ; le projet du conseil trouva grâce devant cette commission et ne fut pas profondément modifié par elle. La Commission du budget dont M. Rouvier était président, réclama alors l'étude de ce projet. La discussion vint à la Chambre. On avait espéré que la ville de Paris demanderait le sursis. Elle ne le fit point. La discussion porta d'abord sur la taxe successorale. Cette taxe fut repoussée et la Chambre refusa de passer à la suivante : la taxe foncière.

Dans ces conditions il ne restait plus qu'à appliquer à Paris le sursis d'un an voté précédemment pour les villes de province, en maintenant naturellement l'imposition de l'alcool à 165 fr. et conséquemment le dégrèvement des vins à 3 fr. 22 par hectolitre. C'est ce qui fut décidé.

Comme l'exposition coûtait 20 millions à la ville de Paris, elle mit comme condition au paiement de cette somme, de conserver son octroi encore pendant un an, afin de profiter des plus-values à prévoir du fait du séjour à Paris par un grand nombre d'étrangers.

En octobre 1900 M. Caillaux, ministre des finances a prié le Préfet de la Seine, de prévenir le Conseil municipal de n'avoir pas à faire état au budget de la ville de Paris, pour l'exercice de 1901, du montant des droits sur les boissons hygiéniques tels qu'ils étaient alors perçus.

En présence de cette injonction, il était nécessaire que

le Conseil municipal reprit la question. C'est ce qu'il a fait. M. A. Veber, restant rapporteur, présenta un nouveau projet à la séance du 7 décembre. Voici les propositions faites par M. A. Veber pour le dégrèvement total et immédiat des droits sur les boissons hygiéniques, dégrèvement qui constitue toujours comme jadis la première étape vers la suppression absolue des octrois :

1° Une taxe de 2 o/o sur le revenu net des propriétés bâties imposées soit à la contribution foncière, soit à la contribution des portes et fenêtres.

2° Une taxe de 2 fr. 666 sur le revenu net imposable des propriétés bâties, laquelle serait exigible du locataire, soit 2 o/o pour les loyers commerciaux et d'habitation et 1 fr. 60 o/o pour les loyers d'usines.

3° Une taxe égale à la taxe en principal perçue par l'Etat sur les cercles, sociétés et lieux de réunion;

4° La suppression du prélèvement annuel effectué sur les produits de l'octroi pour acquitter les taxes personnelles de tous les imposables et pour alléger la contribution mobilière des petits loyers (1).

(1) Devaient rester exempts des contributions personnelle-mobilière, les contribuables dont le loyer d'habitation réel est inférieur à 500 francs.

Toutefois, la taxe personnelle devait être due par ceux de ces contribuables :

1° Qui sont propriétaires, logés ou non dans leurs propres maisons, imposés au rôle foncier de Paris et dont l'indigence n'aura pas été régulièrement constatée ;

2° Qui sont assujettis à un droit de patente de 6^e classe du tableau A et au-dessus, ou à un droit équivalent, lorsque le loyer d'habitation et le loyer industriel réunis ensemble, atteindront ensemble une valeur locative de 500 francs.

Pour la répartition de la contribution mobilière, le centime

5° Une taxe d'ordure ménagères de 0,80 sur le revenu net imposable des maisons, laquelle serait exigible du locataire, à raison de 0,60 0/0 pour les loyers commerciaux et d'habitation.

6° Une taxe de 0 fr. 03 0/0 sur les opérations de la Bourse des valeurs.

7° L'annexion d'une taxe municipale de 1 fr. 0/0 au droit d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux des meubles et objets mobiliers,

8° L'annexion aux droits d'enregistrement de l'Etat d'une taxe de 1 fr. 25 0/0 sur la cession des offices ministériels et sur la vente des fonds de commerce et d'une taxe de 0 fr. 32 sur la vente des marchandises neuves attachées au fonds.

La discussion vint au Conseil municipal dans la 2^e quinzaine de décembre 1900. Avant la discussion de la taxe sur le revenu net des propriétés bâties, le Conseil adopta un projet de M. Landrin, conseiller, qui exemptait tout loyer inférieur à 500 fr., cela creusait un trou de 3 millions. Pour le combler M. Véber proposa de porter la taxe de 2 0/0 à 2 fr. 50. Après renvoi à la Commission, cette proposition fut adoptée le lendemain, (12 et 13 décembre). La taxe sur les locataires fut repoussée à deux reprises sous deux formes différentes. La taxe sur les cercles, majorée de 100.000 fr., passa. Il en fut de même de la taxe sur les

devait être appliqué, déduction faite, sur le loyer matriciel (1/5 du loyer réel) de tout contribuable passible de cette contribution d'un loyer matriciel de 350 francs.

ordures ménagères, de celle sur les mutations à titre onéreux de meubles et objets mobiliers, de celle sur les cessions d'offices ministériels, les ventes de fonds de commerce et de marchandises neuves y attachés (12 et 13 décembre). Le Conseil admis de même la suppression du prélèvement annuel pour le paiement des cotes personnelle-mobilière (13 décembre). Mais il y eut grande discussion, quand on en fut arrivé à la taxe sur les opérations de Bourse. Avant la délibération, le gouvernement avait écrit qu'il ne voulait point des 3 centimes proposés par la Commission (1). Des conseillers municipaux, qui n'étaient point de cet avis, allèrent jusqu'à proposer 25 centimes. Le Conseil municipal, malgré le rapporteur, adopte 10 centimes. Cela donnait 10 millions au lieu de 3 prévus par la Commission (13 décembre).

Pour achever la réforme, M. Véber propose 3 nouvelles taxes ;

1° 1 0/0 sur les loyers d'habitation seuls, au-dessous de 500 fr.

2° Une taxe d'incendie, incombant aux compagnies d'assurances de 0 fr. 03 0/00 du capital assuré.

3° Une taxe sur les locaux d'habitation vacants dans les maisons imposées à la contribution foncière (de 5 fr. par trimestre pour chaque local vacant).

(1) *Le gouvernement redoute, en effet, qu'en imposant les valeurs de Bourse, le marché de Paris ne soit gravement atteint, que les valeurs aillent se négocier ailleurs : à Londres, à Berlin, etc. Nous croyons que cette crainte n'a rien d'illusoire.*

Ces taxes furent agréées par le Conseil (15 décembre).

De plus M. Véber fit adopter le vœu que dans le cas où le Parlement n'accepterait pas toutes les taxes de remplacement votées il puise dans une taxe sur les successions le manquement : par exemple 3 décimes additionnels au droit de l'État.

La délibération fut aussitôt transmise au Gouvernement. M. Caillaux, ministre des finances, présenta à la commission des octrois de la Chambre un projet qui ne différait pas beaucoup de celui du Conseil municipal. La Commission, dont M. Augé fut nommé rapporteur, n'apporta aucune modification. Ce projet fut voté tel quel par la Chambre dans les séances du 28 décembre 1900.

Les taxes de remplacement, ainsi adoptées, sont les suivantes :

1^o Une taxe foncière fixée à 2 fr. 50 0/0 du revenu net qui sert de base à la contribution foncière à la charge des propriétaires d'immeubles situés à Paris ;

2^o Une taxe sur la valeur des propriétés non bâties à Paris, fixée à 0 fr. 50 0/0 de la valeur vénale et portant sur tous les terrains assujettis à la contribution foncière des propriétés non bâties,

3^o Une taxe locative fixée à 1 0/0 de la valeur locative des locaux servant à l'habitation personnelle à la charge des occupants (1).

(1) Sont affranchis de cette taxe locative : les personnes reconnues non-imposables à la contribution mobilière. Cela équivaut à l'exemption pour les personnes dont le loyer est inférieur à

4° Une taxe d'enlèvement d'ordures ménagères à la charge des locataires des maisons situées à Paris, fixée à 1 fr. 0666 o/o du revenu net qui sert de base à la taxe foncière, après déduction du revenu net afférent à ceux des locaux d'habitation d'une valeur locative réelle inférieure à 500 fr. (1).

5° Une taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, égale à celle perçue au profit de l'État ;

6° Une taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets dans les conditions édictées par la loi de 1897, c'est-à-dire égale à celle perçue par l'État ;

7° Des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement :

α) De 1 o/o sur les ventes de meubles et objets mobiliers effectuées aux enchères publiques sur le territoire de Paris ;

β) De 1 fr. 25 o/o sur les transmissions à titre onéreux ou gratuit de tout office ou clientèle visé par l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 ;

γ) De 1 fr. 25 o/o sur les mutations de propriétés à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle établis sur le territoire de la commune de Paris ;

500 francs, puisque la Chambre a décidé, nous le verrons plus loin, que le Conseil municipal pourrait exempter ces personnes de la cote mobilière.

(1) Cette taxe est imposée au nom des propriétaires et usufruitiers et exigible contre eux et leurs principaux locataires, sauf leur recours contre les locataires particuliers pour le remboursement de la part d'impôt afférente aux locaux occupés par ces derniers.

§) De 0 fr. 32 0/0 sur les cessions de marchandises neuves dépendant de fonds de commerce spécifiés supra, quand le droit d'enregistrement proprement dit ne sera qu'au taux de 0 fr. 50 0/0 ;

8° Une taxe de 0 fr. 03 0/00 des capitaux immobiliers et mobiliers, situés sur le territoire de la commune de Paris et assurés ;

9° Une taxe successorale de 0 fr. 50 0/0 sur la valeur des immeubles situés sur ce territoire et transmis par voie de mutation par décès dans les conditions de la législation actuelle (1) et une taxe additionnelle à celle des biens de mainmorte et au droit d'accroissement fixé à 3 décimes par franc du principal de ces taxes.

Les modifications apportées par M. Caillaux et approuvées par la Chambre ne sont pas très considérables. La taxe sur les opérations de bourse fut écartée, nous en avons déjà dit les raisons. Une taxe sur la propriété non bâtie fut ajoutée. La taxe sur les locaux d'habitation vacants fut aussi repoussée. Pour obéir au vœu du Conseil, M. Caillaux reprit la taxe successorale ; il n'en semblait pas du reste très enthousiaste, car voici en quels termes il la justifia devant la Chambre le jour de la discussion : « La taxe successorale n'a pas le même
« caractère que les décimes qu'il a été à plusieurs
« reprises question d'établir sur les droits de mutation
« par décès. Je n'aurais jamais admis, je l'ai déclaré au

(1) Dans l'établissement de cette taxe, il n'est point tenu compte des modifications apportées au régime des droits d'enregistrement sur les successions votées par la Chambre dans sa dernière législation.

« Conseil municipal, des décimes sur les droits de mu-
 « tation, étant donné que ces droits vont être transfor-
 « més par la loi qui a déjà été adoptée par la Chambre
 « et qui, je l'espère, sera également adoptée par le
 « Sénat dans la loi de finances de 1901. Les décimes
 « prendraient un caractère progressif, qui ne peut con-
 « venir à une taxe locale. En réalité, la taxe, dont il
 « s'agit est de toute autre nature : c'est une taxe sur la
 « valeur vénale des propriétés comprises dans les suc-
 « cessions, avec un taux uniforme, quel que soit le degré
 « de parenté. » (1)

Remarquons aussi que la suppression du prélèvement annuel effectué sur les produits de l'octroi pour acquitter les taxes personnelle-mobilière des habitants a été tacitement adoptée puisque la Chambre a accepté un article du projet Caillaux-Augé qui autorise la ville de Paris à exempter les habitants dont le loyer est inférieur à 500 fr. sauf quelques exceptions et à déduire, pour les loyers supérieurs, une somme qui pourra aller jusqu'à 375 francs du loyer réel d'habitation.

Enfin n'oublions pas, pour être complet, qu'en cette même séance la Chambre a autorisé la prorogation jusqu'au 31 décembre 1901 inclusivement :

1^o De la taxe principale (109 fr. 20) et de la surtaxe (55 fr. 80) perçue à l'octroi de Paris par hectolitre d'alcool contenue dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

(1) J. O. Chambre des Députés. Séance du 28 novembre 1900. *Déb. parl.*, p. 3,049.

Le projet, transmis au Sénat, vint en discussion le 31 décembre. Le Sénat, conformément aux propositions de sa commission, n'adopta pas les taxes sur les capitaux assurés ni sur les immeubles transmis par voie de mutation par décès mais adopta le reste du projet.

La loi ainsi votée parut le lendemain 1^{er} janvier 1901 au *Journal officiel* avec, comme date de promulgation le 31 décembre 1900.

Le même jour, à la séance du soir, le Conseil municipal vota, sur la proposition de M. A. Véber, quatre nouvelles taxes afin de boucher le trou (5 millions) creusé par le Sénat. Les taxes de remplacement sont les suivantes :

1^o Une taxe de 1 0/0 sur la valeur locative des locaux industriels et commerciaux, sans exemption pour les petits loyers (1) ;

2^o 1/2 centime additionnel ;

3^o Un droit de 0 fr. 50 sur les bouteilles de champagne ou de vin champagnisé ;

4^o Un droit de 5 fr. par 100 kilogr. sur les oranges, citrons et limons.

Un décret du 16 janvier 1901 est venu autoriser ce dernier droit.

Voici où en est la question à cette date à Paris, elle se trouve donc presque résolue.

(1) Seraient affranchis de cette taxe tous les locaux d'habitation assujettis ou non assujettis au droit proportionnel de patente.

Lyon

A Lyon, on s'occupe depuis longtemps de la suppression des octrois.

En 1887 le Conseil municipal, à la suite de discussions approfondies, adopta un projet, d'après lequel les ressources jusqu'alors fournies par l'octroi devaient être demandées à diverses taxes locales. Ce projet fut soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur. Mais les circonstances ne permirent pas d'en poursuivre la réalisation. Lors de l'enquête sénatoriale, en 1894, les dépositions du maire de Lyon et de son adjoint M. Berthélémy furent très importantes.

En février 1895 le Gouvernement pria le Conseil municipal de reprendre l'étude de la question. Le Gouvernement pensait qu'un pas décisif vers la suppression des octrois serait fait si la grande cité lyonnaise était mise à même de réaliser son programme.

La même année, le maire de Lyon présenta un rapport au Conseil municipal, dont les conclusions furent les suivantes :

1^o Les taxes d'octroi ne frappent pas seulement les communes où elles sont perçues ; elles ont pour effet consécutif d'élever le prix des denrées alimentaires et des boissons, d'apporter des entraves gênantes et vexatoires pour le commerce et l'industrie générale. La suppression des taxes d'octroi n'est donc pas seulement une mesure d'intérêt communal, c'est une réforme qui intéresse le pays tout entier.

2^o la suppression et le remplacement des taxes d'octroi devraient être effectuées par mesure législative et

c'est au moyen des ressources de l'impôt général que l'Etat devrait rembourser aux communes le montant du produit des taxes d'octroi. C'est à l'Etat qu'il appartient de prendre les mesures financières pour opérer cette transformation.

3^o les communes n'ont, en vertu de la législation actuelle, que des ressources précaires et insuffisantes pour remplacer les taxes de l'octroi.

4^o les ressources indiquées dans les projets de loi votés par la Chambre des Députés constituent un mode de remplacement qui n'est qu'une solution imparfaite et boiteuse.

5^o les taxes, que l'on peut proposer, à défaut de celles qu'il paraîtrait juste d'établir, se rapportent à trois catégorie principales :

PREMIÈRE CATÉGORIE

Taxes sur la propriété immobilière

1^o taxe sur la propriété bâtie sur la valeur locative brute, à la charge du propriétaire ;

2^o taxe sur la propriété non bâtie, établie en raison de la superficie et de l'emplacement ;

3^o taxe sur les loyers ;

4^o taxe sur les successions immobilières ;

5^o taxe sur les constructions neuves ;

DEUXIÈME CATÉGORIE

Taxes sur les débits de boissons, restaurants, etc.

1^o Pour les établissements où l'on ne consomme pas sur place : un droit de statistique ;

2° Pour ceux où l'on consomme au contraire sur place : une licence municipale plus ou moins élevée, suivant l'importance du loyer et un droit proportionnel à la valeur locative, s'il s'agit de restaurants, hôtels, pensions, dans lesquels il n'est pas annexé de débit de boissons et débits où l'on consomme exclusivement des boissons hygiéniques ; une triple taxe : licence municipale, droit proportionnel et surtaxe de licence proportionnelle au loyer, s'il s'agit de débits de boissons de toute nature.

TROISIÈME CATÉGORIE

Taxes secondaires.

- 1° Une taxe sur les chevaux ;
- 2° Une taxe sur les offices ministériels se composant d'un droit fixe annuel et d'un droit de mutation ;
- 3° Une taxe sur les entrées de cafés-concert ;
- 4° Une taxe sur la viande ;
- 5° Une augmentation sur les droits de place sur les marchés couverts.

Suivaient différents moyens de combiner ces taxes afin de les appliquer à la ville de Lyon, cela formait autant de projets que le Maire proposait au choix du Conseil municipal.

Ce qui ressort clairement de ce rapport c'est que pour le Maire de Lyon la réforme des octrois doit être nationale et non locale, c'est-à-dire non laissée à l'initiative des villes. S'il propose les taxes de remplacement, que nous avons énumérées plus haut, ce n'est qu'à contre-cœur.

La commission municipale, chargée de statuer sur ce rapport, fit adopter à la séance du 28 avril 1896 un rapport, qui contenait une partie des taxes précédentes. Le 20 juin suivant, le maire communiqua la délibération au préfet du Rhône en le priant de la transmettre au Gouvernement. Le ministre de l'intérieur présenta différentes observations et objections et, sans opposer une fin de non-recevoir absolue, pria le maire de bien vouloir remettre le projet à l'étude, en son conseil municipal, en tenant compte de ces remarques.

Les lettres du ministre étaient du 22 avril et du 4 mai. La question des boissons hygiéniques était alors au Parlement. On préféra, à Lyon, attendre la solution du législateur.

Après la promulgation de la loi du 29 décembre 1897 la question fut reprise. Il y eut un nouveau rapport du maire au conseil municipal, à la séance du 23 février 1898. Ce rapport présente deux solutions pour la ville de Lyon : ou la suppression complète des octrois, ou la suppression partielle, suivant la loi de 1897. Le maire doute qu'avec la seconde solution le dégrèvement puisse profiter aux consommateurs et il objecte aussi que les frais de perception, pour ce qui resterait d'octroi, se trouveront augmentés. Aussi, donne-t-il toutes ses faveurs à la première solution.

Voici ce projet de suppression complète des octrois. Le maire, dans ce projet, tient compte des observations qui ont été présentées par le Gouvernement en 1897, lors du précédent projet. Les taxes de remplacement proposées sont les suivantes :

1^o Une surtaxe de 30 francs sur l'hectolitre d'alcool, ainsi que le prescrit la loi de 1897, plus une surtaxe supplémentaire de 40 francs qui serait soumise à l'approbation législative. Le droit municipal étant, à Lyon, de 30 francs, cela ferait comme droit nouveau 100 francs ;

2^o Une taxe sur les chevaux, juments, mulets et ânes : de 80 francs pour les animaux des particuliers et 50 fr. pour ceux inscrits au contrôle de l'armée ;

3^o Une taxe sur les voitures égale au principal du droit d'État, une taxe sur les billards égale au $\frac{1}{4}$ du principal, une taxe sur les cercles, etc., égale au principal, une taxe sur les chiens, qui porterait pour ceux de luxe le droit de 10 francs à 15 francs et pour ceux de garde de 2 francs à 8 francs ;

4^o une taxe sur les débitants de boissons qui sont rangés sous 4 catégories :

1^{re} catégorie : pour ceux vendant exclusivement des boissons hygiénique à emporter : un droit fixe de 50 francs et un droit proportionnel de 10 o/o de la valeur locative (1) ;

2^e catégorie : pour les hôteliers, restaurateurs, gargotiers et autres commerçants qui servent à manger et chez lesquels la consommation de la boisson n'est qu'un accessoire obligé : un droit fixe de 150 francs et un droit proportionnel de 25 o/o de la valeur locative (2) ;

3^e catégorie : pour les cafés-concerts, brasseries de détail, cafés, ainsi que les divers établissements où l'on

(1) *Moins la valeur de l'habitation personnelle.*

(2) *Id.*

consomme assis : un droit fixe de 200 francs et un droit proportionnel égal au $\frac{1}{3}$ de la valeur locative (1) ;

4^e catégorie : pour les marchands de liqueurs à emporter, ainsi que les comptoirs et autres débits où la consommation est plus intense, où l'absorption des boissons est l'unique but recherché, où, le plus souvent, l'on boit debout : un droit fixe de 250 francs et un droit proportionnel de moitié de la valeur locative (2) ;

5^o Une taxe sur les bouchers et charcutiers :

Pour les bouchers, il y aurait un droit fixe de 450 francs et un droit proportionnel de la $\frac{1}{2}$ de la valeur locative, déduction faite d' $\frac{1}{4}$ pour l'habitation personnelle.

Pour les charcutiers, il y aurait un droit fixe de 200 francs et un droit proportionnel identique à celui des bouchers.

6^o Une taxe de 8 o/o sur la valeur vénale des constructions neuves de toute nature, reconstructions et additions de constructions ;

7^o Une taxe sur la propriété bâtie à raison de 5 o/o du revenu net ;

8^o Une taxe sur la propriété non bâtie à raison de 20 o/o sur le revenu cadastral ;

9^o Une taxe sur les habitations, recouvrable sur les propriétaires à raison de 6,50 o/o sans exemption ni réduction pour personne.

A défaut de la suppression radicale des droits d'oc-

(1) Moins la valeur de l'habitation personnelle.

(2) Id.

trois, on pourrait, ajoute le Maire dans son rapport, adopter la seconde solution : dégrèver les boissons hygiéniques dans la mesure exigée par la loi de 1897.

Voici le dégrèvement qu'il faudrait faire : sur le vin, de 3,75 par hectolitre puisque le tarif d'alors est de 6 fr. et que celui d'après la loi de 1897 est de 2 fr. 25 (1) ; sur la bière, de 10 fr. par hectolitre puisque le tarif était de 15 fr. et qu'il devra être abaissé à 5 fr. (1).

Comme la moyenne des introductions était à Lyon pendant les années 1895, 1896 et 1897 de 721.459 hectolitres de vin, cela ferait un dégrèvement de 721.459	
$\times 3,75$	2.712.400 fr.
comme celle de la bière était de 35.205 hectolitres cela ferait un dégrèvement de	
35.205×10	352.050 fr.

Le dégrèvement à opérer serait donc	
de	3.064.450 fr.

Voici quelles pourraient être maintenant les taxes de remplacement :

PREMIER PROJET

1° Un droit d'entrée de 60 fr. par hectolitre d'alcool, droit qui s'ajoutera à celui perçu par le Trésor.

2° Une licence municipale sur les débitants de boissons, aux taux suivants :

(1) Pour les cidres, poirés, hydromels, le tarif était de 1 franc par hectolitre ; celui de la loi de 1897 est de 1 fr. 25 ; il n'y avait donc rien à changer, puisque, suivant l'article 8 de ladite loi, il est interdit d'élever le tarif des boissons hygiéniques.

A Lyon, les eaux minérales ne sont pas imposées.

(a) Pour les débitants ne vendant que des boissons hygiéniques ; un droit fixe de 50 fr. et un droit proportionnel égal au 20^e de la valeur locative.

(b) Pour les débitants vendant des alcools avec ou sans boissons hygiéniques : un droit fixe de 150 fr. et un droit proportionnel égal au 8^e de la valeur locative.

3^o Une taxe du double au principal de celle qui frappe les chevaux, juments, mules, mulets, voitures, voitures automobiles, cercles, sociétés et lieux de réunion et une taxe d'un quart en plus du principal de celle afférente aux billards publics et privés.

4^o Une taxe de 15 fr. sur les chiens de première catégorie et 8 fr. sur ceux de la deuxième.

5^o Un droit d'octroi de 0,30 sur les vins en bouteilles.

6^o 20 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Toutes taxes ne nécessitant pas l'approbation législative et qui, en tenant compte des frais d'assiette et de perception, seraient d'un rendement annuel de 3 millions.

DEUXIÈME PROJET

1^o Les taxes 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o du projet précédent ;

2^o Une taxe de 1 fr. 50 0/0 du revenu net de la propriété bâtie ;

3^o Une taxe de 1 fr. 50 0/0 sur la valeur locative réelle des locaux d'habitation ;

Ces dernières taxes sujettes à l'approbation législative et ce projet devant fournir 38,000 fr. de plus que le 1^{er}.

La question n'a pas encore reçu de solution à Lyon, car le Conseil municipal a profité des deux sursis accordés par le législateur. Elle profite à l'heure actuelle (1) du troisième sursis à l'application de la loi de 1897, accordé tout récemment à quelques villes.

Bordeaux.

A Bordeaux, on s'est livré à une étude très importante de la question. Il y a eu en 1897 un rapport très considérable de M. G. Périé, adjoint au Maire et délégué à l'octroi.

Ce rapport est divisé en quatre parties : la première traite des origines de l'octroi, la deuxième de son organisation ; la troisième examine, s'il convient de maintenir ou de supprimer l'octroi ; la quatrième recherche quelles seraient, dans ce dernier cas, les taxes de remplacement à proposer.

Ces deux dernières parties nous intéressent seules.

Sur la question de la suppression totale des droits d'octroi, voici ses conclusions : « Nous concluons, « dit-
« il, à la suppression complète, mais sous la réserve
« expresse que l'Etat supprimera de son côté les diver-
« ses taxes qui grèvent les objets passibles de droits
« d'octroi, en brisant ainsi les entraves que leur mode
« de perception entraîne pour le commerce et l'indus-
« trie. Les communes ne peuvent, malgré leur bonne

(1) « A l'heure actuelle », signifie pour Lyon, comme pour toutes les villes qui suivent, la situation au 1^{er} janvier 1901.

» volonté, trouver des taxes de remplacement suffisantes pour combler le déficit causé et dans tous les cas, elles ne doivent, en aucune façon, remplacer un impôt facile à percevoir et en réalité peu sensible pour les contribuables par des impôts nouveaux d'une réévaluation aléatoire et grévant lourdement ces derniers. Dans ces circonstances, nous ne pouvons que demander à l'Etat de prélever sur ses propres ressources les sommes nécessaires pour assurer la réforme, en mettant ainsi à notre disposition une somme équivalente, soit en nous abandonnant le principal des quatre contributions directes, soit par tout autre moyen. »

En ce qui concerne les boissons hygiéniques, M. G. Perié présenta deux projets pour l'une ou l'autre des hypothèses indiquées dans la loi de 1897.

1^{re} hypothèse : suppression totale des droits perçus sur les boissons hygiéniques. — En ce cas on pourrait porter à 60 francs le droit municipal sur les eaux-de-vie, esprits, absinthes, fruits à l'eau-de-vie, tant en cercles qu'en bouteilles, majorer dans les limites du tarif-type les droits d'octroi sur le gibier, le bois de chauffage, l'huile minérale, la bougie et les cierges, les savons de parfumerie, percevoir des droits, non compris dans le tarif-type, sur les cuirs verts, secs, fabriqués et ouvrés, sur les papiers autres que ceux de tenture, sur les bouteilles en verre de 0 l. 35 et au-dessus, la verroterie et les cristaux, la vaisselle, la porcelaine et la faïence, établir un droit de passage de 0 fr. 10 par chaque colis de

marchandise entrant à Bordeaux ou en étant expédié (1).

2^e hypothèse : dégrèvement des droits sur ces mêmes boissons dans les limites exigées par la loi de 1897. — En ce cas, il suffirait d'élever le droit sur l'alcool à 60 francs.

Dans l'un et l'autre cas, M. G. Périé subordonne la réforme à l'abandon par l'Etat de la totalité de ses droits sur les boissons hygiéniques.

A l'heure actuelle nous ignorons la situation de la ville de Bordeaux, les renseignements que nous avons demandé ne nous sont pas parvenus. Du reste la question du dégrèvement des boissons hygiéniques dans les limites obligatoires de la loi de 1897 était peu importante : le dégrèvement à opérer ainsi n'était que de 0 fr. 15 par hectolitre de vin et 3 francs par hectolitre de bière.

Marseille

La ville de Marseille n'est point encore fixée sur l'application de loi et elle s'est retranchée derrière la prorogation de la loi du 29 Juin 1899.

Un rapport cependant a été présenté au Conseil municipal à la séance du 30 Août 1898 par M. le Docteur Flaissières au nom de la Commission des octrois.

(1) Ce droit serait perçu sur tous les objets soumis ou non aux droits d'octroi. Sur les marchandises en vrac, il serait perçu par 1,000 kilos ou fraction de 1,000 kilos et par mètre cube ou fraction de mètre cube.

M. Flaissières est partisan de la suppression des octrois, mais cette réforme lui semblant difficile à faire d'un coup, il s'en tient à la question des boissons hygiéniques. Il se déclare peu enchanté des modifications apportées par la loi de 1897. Cette loi, dit-il, « a accru
« mulé comme à plaisir des taxes, qui ne peuvent cons-
« tituer des sommes sérieuses, soit des taxes dont la
« perception doit avoir une répercussion fatale sur le
« consommateur, plus spécialement sur le consumma-
« teur peu fortuné. » Il demande « d'émettre avec éner-
« gie le vœu que l'Etat renonce lui-même à tous les droits
« qu'il perçoit sur les boissons hygiéniques, si la com-
« mune elle-même renonce à percevoir les droits qui
« lui sont propres sur ces boissons. »

Il propose au Conseil Municipal d'abandonner tout droit d'octroi sur les vins, car si l'Etat tenait compte du vœu précédent, cette réforme équivaldrait à la disparition d'un droit de 10 centimes 112 par litre.

La bière étant boisson de luxe à Marseille, il lui semble regrettable de ne pouvoir conserver le droit d'octroi de 14 francs; puisqu'il faut obéir à la loi, il prie le Conseil de maintenir le maximum édicté c'est-à-dire 5 fr.

Le cidre rapportant une somme minime à l'octroi de Marseille, il ne s'oppose point à son dégrèvement complet,

Il fait la même proposition pour les eaux minérales, qui ne sont pas non plus d'un grand appoint.

Le dégrèvement total ainsi fait représente :

3.293.558 fr. 26.

Voici les taxes de remplacement soutenues par M. Flaissières :

1^o une surtaxe de 46 francs sur l'alcool
ce qui donnerait. 991.925^{fr}56

2^o une taxe de 4 o/o sur le revenu im-
posable des propriétés bâties avec
exemption pour les propriétés qui
n'excèderaient pas 1.000 francs ; les
contributions directes évaluant cette
taxe à 1.671.743.59

3^o une taxe sur les successions ou-
vertes à Marseille : 3 décimes sur le
principal des droits de l'Etat ; ce qui
rapporterait 403.476.60

4^o une taxe de 2 fr. 50 sur les sommes
assurées à Marseille, taxe payable par
les Compagnies d'assurances ; d'un re-
venu de 250.000 »

3.317.145.75

ce qui fait un léger excédent de 23.557 fr. 49.

M. Flaissières termine ce rapport en sollicitant de l'Etat une participation financière. La subvention annuelle pourrait être de 500.000 francs. En ce cas, la taxe de 4 o/o sur le revenu des propriétés bâties pourrait être abaissée à 3 o/o.

Marseille profite à l'heure actuelle du sursis récem-
ment accordé à quelques villes auxquelles il est ainsi
permis de ne pas appliquer encore la loi de 1897.

Lille

Les Maires des villes du Nord, possédant un octroi, se sont réunis le 17 mars 1898 à l'Hôtel-de-Ville de Lille pour échanger des vues et discuter sur la situation créée aux communes par la nouvelle loi.

Au début de cette réunion, le maire d'Hazebrouck proposa — ce qui fut adopté à l'unanimité — qu'on se prononçât sur le principe même de la loi qui lui semblait mauvaise et impraticable dans le Nord où le petit consommateur — celui que le législateur a voulu favoriser — ne retirera aucun bénéfice de cette loi. M. Delesalle adjoint au maire de Lille, motiva cette protestation : « La nouvelle loi, dit-il, sacrifie
« complètement les intérêts du Nord ; elle dégrève la
« bière, ce qui est désirable, mais elle oblige à réduire
« à 2 fr. 25 l'hectolitre le droit sur le vin, qui est dans
« notre pays une boisson de luxe ; d'ailleurs le dégrè-
« vement sur la bière est incomplet, puisque l'Etat
« n'abandonne pas les 2,50 qu'il touche en moyenne
« comme droit de fabrication. Pour que le petit con-
« sommateur puisse ressentir les effets de la loi, il fau-
« drait à Lille que l'Etat abandonne les 2 fr. 50 de droits
« qu'il touche à l'hectolitre et que la ville de son côté
« renonce aux 2 fr. 50 de droit à l'hectolitre de bière
« inscrit au tarif actuel. On obtiendrait ainsi une réduc-
« tion de 5 fr. l'hectolitre, soit 0 fr. 05 le litre, ce qui
« bénéficierait réellement au petit consommateur ».

Chaque maire exposa ensuite à la réunion les taxes de remplacement, qui lui semblaient possibles pour sa com-

mune. Mais comme aucun d'eux n'était partisan de la loi, aucun, on le comprend bien, ne présenta un projet enthousiaste.

M. Delesalle proposa d'adresser à tous les conseils municipaux un vœu invitant l'Etat à tout d'abord supprimer ses droits sur les boissons hygiéniques et subsidiairement à supprimer le droit perçu sur la bière dans toute commune qui versera dans les caisses de l'Etat une somme égale aux droits perçus par celui-ci sur les habitants de la commune.

Comme M. Delesalle est partisan de la suppression des octrois, il proposa aux Maires l'exemple de la ville de Lyon : il demanda, que, pour arriver à la suppression totale, on impose une taxe, sur les habitations avec cette condition expresse que la taxe ne se répercuterait pas sur le consommateur ou le locataire.

A l'heure actuelle, la ville de Lille profite du sursis accordé à quelques villes pour appliquer la loi de 1897, ainsi que nous l'avons vu pour Lyon et Marseille.

Rouen.

La ville de Rouen s'occupe depuis longtemps de la question des octrois. Dans le compte rendu de la séance du Conseil municipal, on voit M. le Maire de Rouen s'écrier que le *Bulletin municipal* contient au moins 8,000 pages sur ce problème. Cependant nous ne trouvons aucune proposition bien sérieuse, si l'on excepte celle faite le 10 avril 1896 par M. Bourgeois, qui désirait voir adopter comme taxes de remplacement une taxe sur la valeur vénale de la propriété bâtie et non bâtie,

une licence municipale sur les débitants, une surtaxe de l'alcool, des taxes sur les lycées, couvents, casernes, etc., et des taxes enfin sur les chevaux, mulets, ânes et bestiaux.

A la séance du 14 octobre 1898, lors de la présentation du budget municipal, le rapport tint compte des réductions exigées par la loi de 1897. Les taxes de remplacement, proposées par le rapporteur M. Tierce furent adoptées par le Conseil municipal en la séance du 21 octobre de la même année.

Les taxes de remplacement ainsi adoptées sont les suivantes :

1^o Une taxe supplémentaire sur les chiens : de 1 franc sur les chiens de garde, ce qui porterait la taxe de Rouen à 3 francs ; de 2 francs sur les autres ce qui porterait cette seconde taxe à 12 francs.

2^o Une taxe unique de 55 francs par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie en cercles et en bouteilles ;

De plus, pour achever la compensation, certains droits d'octroi, autres que ceux sur les boissons hygiéniques sont augmentés, et des matières non encore comprises au tarif de Rouen sont imposées.

A l'heure actuelle, le dégrèvement des boissons hygiéniques dans les limites obligatoires de la loi de 1897 est chose accomplie à Rouen : elle a élevé son droit sur l'alcool.

Le Havre.

L'administration municipale du Havre a eu le soin de réunir en un opuscule assez important, qu'elle fit impri-

mer en 1899, tout ce qui a rapport à l'application de la loi de 1897. Nous n'avons eu que la peine de nous y rapporter.

Le Conseil municipal, dans sa séance du 26 janvier 1898 nomma une Commission spéciale avec charge d'étudier le dégrèvement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques et la suppression partielle ou totale de l'octroi.

Cette Commission décida de supprimer « toutes les « taxes d'octroi, à l'exception de la taxe sur l'alcool « maintenue sans modification ». Pour combler le déficit ainsi creusé, voici ses premières propositions.

1° Licence municipale sur les débitants de boissons.

2° Taxe sur les chevaux, mules, mulets, voitures automobiles.

3° Taxe sur les chiens.

4° Taxe sur les cercles, sociétés, lieux de réunion.

5° Taxe sur les droits de succession.

6° Taxe sur les propriétés.

Droit de superficie.

Droit de façade linéaire.

Droit sur la valeur vénale.

7° L'économie résultant de la disparition des frais de perception des taxes d'octroi.

La Commission ne maintint pas ces propositions, et cela sous l'influence de deux faits.

1° Le Conseil municipal venait de passer une convention nouvelle avec la Compagnie du gaz — convention par laquelle ladite Compagnie s'engageait, en cas de suppression de l'octroi, à remplacer le droit de 2 fr. 25

par tonne de charbon par une redevance supplémentaire de 2 cent. $\frac{1}{4}$ sur l'excédent de trois millions de mètres cubes livrés à la consommation particulière de la ville du Havre, ce qui portait la redevance totale à 6 cent. $\frac{1}{4}$. La ville trouvant ainsi une recette nouvelle d'une centaine de mille francs pouvait modifier le projet de ses taxes de remplacement.

2° Dans l'intervalle, le Parlement avait rejeté des projets, parce qu'ils contenaient des décimes municipaux sur les successions.

La Commission, en conséquence apporta des modifications à son projet : elle supprima les décimes sur les successions, réduisit la licence sur les débitants, doubla la taxe de superficie, diminua de moitié celle de façade linéaire, augmenta légèrement celle sur la valeur vénale. De plus elle fit entrer en ligne de comptes la redevance du gaz, et un excédent probable des ressources du budget municipal.

La discussion au Conseil municipal fut longue et sérieuse ; elle porta notamment sur la question de savoir si on devait surtaxer l'alcool. Nous reviendrons plus loin sur les opinions émises en cette discussion.

A la suite de la discussion, le conseil municipal prit une délibération, dont voici les principales dispositions :

- « Le conseil municipal du Havre,
- « Vu la loi du 27 décembre 1897 ;
- « Vu le décret du 16 juin 1898 ;
- « Vu le rapport de sa commission spéciale ;
- « Délibère :

« Article premier. — Toutes les taxes d'octroi, à l'ex-
« ception de la taxe sur l'alcool, seront supprimées à
« partir du 1^{er} janvier 1900.

.
« Art. 3. — Il est établi, à partir du 1^{er} janvier 1900,
« à la charge des commerçants de boissons, hôteliers,
« aubergistes et restaurateurs une licence municipale
« composée d'un droit fixe et d'un droit proportionnel
« sur la valeur locative des locaux occupés.

« Pour les commerçants vendant exclusivement des
« boissons hygiéniques, le droit fixe est de 50 francs et
« le droit proportionnel est fixé à 2 fr. 50 o/o de la
« valeur locative.

« Pour les commerçants de boissons vendant des
« alcools avec ou sans boissons hygiéniques, le droit
« fixe est de 100 francs et le droit proportionnel est fixé
« à 5 o/o de la valeur locative.

« Pour les hôteliers, aubergistes et restaurateurs, le
« droit fixe est de 100 francs et le droit proportionnel
« est fixé à 5 o/o de la valeur locative.

.
« Art. 20. — Il est établi, à partir du 1^{er} janvier 1900,
« à la charge des possesseurs de chevaux, mules et
« mulets et de voitures automobiles une taxe muni-
« cipale.

« La taxe sera de 80 francs par an pour les chevaux,
« mules et mulets civils et 50 francs pour les chevaux,
« mules et mulets de l'armée.

« Elle sera de :

« 80 francs pour les voitures automobiles transportant
« de 1 à 4 personnes.

« 120 francs pour les voitures automobiles transpor-
« tant de 5 à 10 personnes.

« 160 francs pour les voitures automobiles transpor-
« tant de 11 à 20 personnes.

« 180 francs pour les voitures automobiles transpor-
« tant de 21 à 30 personnes.

« Et ainsi de suite avec augmentation de 40 francs
« par catégorie de 10 en 10.

.

« Art. 29. — A partir du 1^{er} janvier 1900, la taxe sur
« les chiens d'agrément ou de chasse est portée à
« 15 francs et la taxe sur les chiens de garde à
« 10 francs.

« Art. 30. — Il est créé, à partir du 1^{er} janvier 1900,
« une taxe municipale égale à la taxe établie en princi-
« pal, déduction faite des majorations résultant des péna-
« lités, sur les cercles, sociétés et lieux de réunion.

.

« Art. 32. — A partir du 1^{er} janvier 1900, il sera
« perçu une nouvelle surtaxe municipale de 16 francs
« par hectolitre d'alcool.

« Art. 33. — Le droit actuel de 44 francs (taxe et
« surtaxe réunies) sera en conséquence porté à 60 francs.

.

« Art. 36. — Il établi, à partir du 1^{er} janvier 1900, à
« la charge des propriétaires une taxe municipale sur

« les propriétés tant bâties que non bâties situées sur le
« territoire de la ville du Havre. (1)

.
« Art. 40. — La taxe municipale comprend trois droits
« distincts :

« α) Un droit de superficie, fixé à 2 centimes par
« mètre carré ;

« β) Un droit de façade de linéaire, à raison de 0 fr. 05
« par mètre carré de la surface sur la voie publique ;

« γ) Un droit sur la valeur vénale de 5 o/o de ladite
« valeur ;

. , . . . ,
Le Conseil municipal prit en outre, sur la proposition
de la Commission, la délibération ci-après :

« Le Conseil municipal du Havre

« Convaincu que la délibération prise pour la suppres-
« sion des octrois réalise un progrès considérable sur
« l'Etat de chose actuel, mais que le nouveau régime ne
« répond pas complètement aux idées de simplicité et
« de justice qui sont dans tous les esprits ;

« Considérant que la répartition des charges ne se
« fait que par incidence ;

« Qu'il appartient au Parlement de voter un système
« d'impôt frappant directement les contribuables sui-
« vant leurs facultés ;

« Considérant, qu'après la suppression des octrois, les

(1) Sont exemptées les propriétés de la ville. De même, celles de l'Etat ou du département affectées à un service public ou départemental et non productives de revenus.

« boissons hygiéniques resteront soumises aux droits
« de l'Etat ;

« Qu'il est perçu sur ces boissons et sur l'alcool des
« droits d'entrée indépendants des droits de consom-
« mation générale.

« Emet le vœu :

« 1° Que le Parlement établisse en remplacement des
« quatre contributions directes un impôt général sur le
« revenu global et personnel déterminé directement et
« autorise les municipalités à remplacer leurs imposi-
« tions actuelles par des centimes additionnels à cet
« impôt ;

« 2° Que le Parlement supprime les droits d'entrée
« dans les villes, et tous les droits perçus sur les bois-
« sons hygiéniques et en demande le produit à l'im-
« pôt sur le revenu. »

A l'heure actuelle, la ville du Havre s'est contenté d'appliquer la loi de 1897 dans ses strictes exigences. Elle a pourvu au remplacement des droits dégrévés par une surtaxe de l'alcool.

Nantes.

A Nantes, la question a été étudiée d'une façon très large. Nous avons une étude du maire, M. Etiennez, que M. le secrétaire de mairie, a bien voulu nous communiquer — étude assez complète puisqu'elle envisage la situation de Nantes dans les trois hypothèses suivantes : 1° au cas où l'on supprimerait tous les droits d'octrois ; 2° au cas où l'on supprimerait les droits sur les

boissons hygiéniques ; 3^o au cas où l'on se contenterait de réduire seulement ces droits dans les limites prescrites par la loi de 1897.

Pour la suppression complète des octrois M. le Maire ne voit aucun moyen autre que le système belge.

Il n'est pas partisan de la suppression des droits sur les boissons hygiéniques. En cette hypothèse, il faudrait trouver 736.613 fr. 07 de ressources nouvelles. Au cas, où l'on s'y résoudrait, il propose une surtaxe de 36 fr. sur l'alcool, l'établissement de licences municipales, une majoration des droits d'octrois sur les combustibles et les matériaux dans les limites prévues au tarif général (1) ; enfin pour achever de combler le déficit, c'est-à-dire pour trouver 263.439 fr. 71 sur les 736.613 fr. 07, il les demande aux contributions directes. Tout cela du reste ne lui paraît pas excellent. Pour lui, l'alcool ainsi augmenté diminuera quant à la consommation et sera l'objet d'une fraude plus considérable que jamais, ce qui sera facile à Nantes, car la ville se trouve très peu fermée ; un certain nombre de petits débitants seront ruinés par la licence, ce qui diminuera la recette prévue sous ce chef ; enfin c'est pour lui une triste nécessité d'augmenter les droits sur les matières d'octrois, citées plus haut, matières d'une si grande utilité pour tous.

Aussi conseille-t-il de ne pas aller plus loin que les exigences de la loi de 1897. En dégrévant simplement

(1) A Nantes, les droits d'octroi sur ces matières ne vont pas jusqu'au maximum permis par le tarif général des octrois. Il en est différemment pour les fourrages,

les boissons hygiéniques il faudra déjà trouver 281,186 fr. 32. L'alcool pourra être portée à 70 fr. surtaxe comprise : on obtiendra ainsi 197,191 fr. 80 ; des licences municipales modérées au droit fixe de 50 fr. et au droit proportionnel de 2 fr. 50 donneront 83,994 fr. 52. Le déficit serait ainsi compensé.

Mais encore M. le Maire de Nantes pense que cette réforme sera profitable à condition seulement de suivre l'exemple des communes, c'est-à-dire d'opérer un dégrèvement sur les mêmes matières. Seulement ainsi, il y aura une diminution certaine dans l'achat au litre des différentes boissons hygiéniques.

A l'heure actuelle, une surtaxe de l'alcool et une licence municipale ont permis de dégrever les boissons hygiéniques à Nantes.

Nancy

La question de l'application de la loi de 1897 fut agitée au conseil municipal, à la séance du 13 avril 1899. Vu les circonstances particulières où se trouvait Nancy, le conseil municipal jugea impossible de dégrever partiellement les boissons hygiéniques. Elle prit une délibération en ce sens. Du reste, en voici les termes :

« Le conseil municipal de Nancy,

« Considérant que l'application de la loi du 29 décembre 1897, dégrevant partiellement à Nancy les
« droits sur les boissons hygiéniques (vin : 0 fr. 75 ;
« bières : 0 fr. 50), aura pour conséquence de créer,

« dans les recettes de la Ville, un déficit évalué à
« 140.000 francs ;

« Considérant que, pour équilibrer le budget, il fau-
« drait demander à d'autres taxes la perte subie sur les
« boissons hygiéniques, lesquelles ne constituaient
« *qu'une aggravation de charges* pour le consumma-
« teur, la réduction minime opérée sur les vins (soixante-
« quinze dix millièmes ou trois quarts de centime par
« litre) et les bières (cinq millièmes ou un demi-centime
« par litre) ne pouvant avoir une répercussion directe
« et intégrale sur le prix de la marchandise, puisque
« par rapport à l'unité de la matière imposable, le frac-
« tionnement du droit serait pratiquement impossible :

« Considérant, en outre, que tant que l'État n'aban-
« donnera pas tout ou partie des taxes perçues à son
« profit, le sacrifice imposé aux villes sera infructueux
« et stérile pour le petit consommateur, celui que le
« législateur a pourtant voulu favoriser ;

« Considérant aussi *qu'il est injuste de faire suppor-*
« *aux villes seules les charges d'un dégrèvement auquel*
« *l'État devrait prendre Part ;*

« Émet le vœu :

« Que l'exécution de la loi du 29 décembre 1897 soit
« suspendue jusqu'à ce que l'État ait fait abandon de
« ses taxes sur les boissons hygiéniques, soit en tota-
« lité, soit pour une partie telle, qu'ajoutée à la réduc-
« tion des taxes municipales, elle forme par litre (*unité*
« *courante de vente au détail*) un dégrèvement d'au
« moins cinq centimes. »

En la séance du 30 août 1900, le conseil municipal renouvela ce vœu.

A l'heure actuelle, le dégrèvement sur les boissons hygiéniques est appliqué dans les limites obligatoires de la loi de 1897. Un droit sur l'alcool a permis ce dégrèvement.

Reims.

La ville de Reims s'est encore peu préoccupée de la question. Parmi les délibérations du Conseil municipal, nous n'en trouvons qu'une se rapportant à l'application de notre loi : elle est du 28 juin 1898. A Reims, en appliquant le dégrèvement strict imposé par la loi, le déficit serait de 21,000 fr. Pour parer à ce dégrèvement, la Commission proposa une majoration de droits de 3 fr. 50 par hectolitre d'alcool, le produit de cette surtaxe devant être d'environ 21,000 fr. M. Blanchin, conseiller municipal fit observer qu'à Reims, on ne peut songer à supprimer tous les droits d'octroi sur les boissons hygiéniques que si l'Etat veut bien, lui-même, enlever ses droits sur les dites boissons ; car de la sorte, la réforme en vaudrait la peine ; le droit de l'Etat étant de 8 fr. 40 par hectolitre sur le vin, celui de la ville de 2 fr. 25, si on les supprimait l'un et l'autre, il y aurait certainement une baisse de 0 fr. 10 ; de même pour la bière on pourrait en espérer une de 0 fr. 20. Le Conseil municipal adopta les conclusions de la commission en ce qui concerne le dégrèvement partiel, mais lui renvoya, pour l'étude, la question du dégrèvement total.

A l'heure actuelle la loi de 1897 est appliquée à

Reims, une taxe sur l'alcool a fait les frais de la réforme.

Montpellier

La ville de Montpellier s'est surtout préoccupée d'appliquer la loi de 1897 en ce qui concerne les vins.

Le 28 Mars 1898 une délibération du Conseil municipal décida de supprimer le droit sur les vins lesquels payaient à raison de 1 fr. 54 l'hectolitre; ce qui donnait une recette annuelle de 182.489 fr. (1). En agissant de la sorte, le Conseil Municipal obéissait à deux considérations : 1° il tenait les promesses faites aux électeurs, en commençant, même par une faible détaxe, la suppression des octrois; 2° il faisait donner par Montpellier, centre vinicole important le bon exemple aux autres villes du Midi.

La Commission spéciale des octrois avait émis un avis contraire; pour elle cette suppression ne devait guère profiter aux acheteurs en détail; mieux valait garder le droit sur les vins tel qu'il existait, puisque le maximum imposé par la loi de 1897 aux villes de l'importance de Montpellier était de 2 fr. 25 par hectolitre.

La question des taxes de remplacement lui fut renvoyée. Elle se mit à l'œuvre, et à la séance du 19 Décembre 1898 elle apporta un nouveau rapport. Ce rapport proposait de décider; 1° Que la taxe à percevoir, à par-

(1) Dans cette séance, le Conseil municipal décida aussi de réduire le tarif sur les bières au maximum imposé par la loi de 1897, ce qui occasionnerait une diminution de 2 fr. 70 par hectolitre. Nous n'avons pu trouver dans le relevé des délibérations du Conseil municipal, que M. le Secrétaire de mairie a bien voulu nous communiquer, quelle suite fut donnée à cette décision.

tir du 1^{er} Janvier 1899, sur le vin, serait réduite à 0 fr. 83 en principal et 0,09 en décimes, soit au total à 0,92 par hectolitre; 2^o Que, pour compenser la perte résultant de cette réduction, la taxe sur l'alcool serait portée, à partir de la même date, à 47 fr. 81 en principal et 4 fr. 79 en décimes, soit au total à 52 fr. 60 par hectolitre d'alcool pur; 3^o Enfin, qu'il y avait lieu d'ajouter au revenu net de la propriété bâtie (1) 0 fr. 015709, pour combler le déficit résultant de la suppression complète, dès que la loi spéciale nécessaire serait intervenue, de la taxe d'octroi réduite à 0 fr. 92 en principal et décimes qui serait perçue sur le vin à partir du 1^{er} Janvier 1899. Le Conseil municipal adopta ces conclusions.

Comme le Directeur des contributions indirectes de l'Hérault avait donné un avis défavorable à cette décision, la commission fut appelée à examiner de nouveau la question. Le Directeur des contributions indirectes reprochait au Conseil municipal de ne point faire usage de la licence municipale, indiquée dans l'article 4 de la loi du 29 décembre 1897. Le rapporteur en la séance du 30 décembre 1898 conclut contre la licence, parce qu'il trouvait cette taxe injuste comme appliquée à une catégorie de débiteurs à l'exclusion de tous autres, et aussi parce que à Montpellier beaucoup de consommateurs de vins étant en même temps des producteurs, tout le bénéfice de la réforme serait loin d'aller aux débiteurs. Le Conseil municipal se déclara de cet avis.

(1) *Il s'agit d'une taxe proportionnelle, calculée au centime le franc sur le revenu de la propriété bâtie,*

L'adoption par le Conseil municipal d'une taxe sur la propriété bâtie nécessitait l'autorisation législative. Le projet fut donc transmis à l'administration supérieure. La surtaxe de l'alcool n'avait été portée qu'à 52 fr. 60 et non à 60 francs, maximum permis par la loi de 1897 parce que la différence 7,40 était déjà affectée à l'amortissement d'un emprunt antérieur. L'administration fit remarquer au Conseil municipal qu'il devait ou bien déclarer qu'il ne voulait pas atteindre pour l'alcool le maximum de 60 francs dans son application au dégrèvement des vins et conserver alors les 7 fr. 40 à titre de taxe spéciale en vue de l'emprunt et pour s'éteindre avec lui, ou bien porter la taxe sur l'alcool à 60 francs et diminuer d'autant l'impôt sur la propriété bâtie, tout en conservant 7 fr. 40 pour l'emprunt de sorte que l'alcool serait imposé à 67 fr. 40 pour revenir à 60 francs, lorsque l'emprunt aurait été définitivement amorti.

Le Conseil municipal adopta la seconde solution dans une séance du 6 avril 1900, et voici ce qu'il décida comme modification : 1^o la taxe sur l'alcool pour le dégrèvement des vins serait portée de 52 fr. 60 à 60 fr., en augmentation par suite d'une somme de 7 fr. 40 par hectolitre, ce qui produisait un revenu de 21.799 fr. ; 2^o en raison de ce supplément de recette, la taxe de 0 fr. 015709 sur le revenu de la propriété bâtie serait réduite à 0 fr. 012587 ; ce qui donnait un produit de 86.201 fr.

La suppression du droit sur les vins entraînant un déficit à Montpellier de 108.000 fr., la compensation était assurée (21.799 fr. + 86.201 fr. = 108.000 fr.).

A l'heure actuelle la ville de Montpellier a résolu la question des boissons hygiéniques en surtaxant l'alcool.

Saint-Etienne.

A Saint-Etienne, la question des octrois n'est point nouvelle. Il y a un rapport de 1888 très connu que la suppression des octrois. Ce rapport comme en-tête porte ces mots : « Liberté, Egalité, Solidarité, Justice » mots que nous sommes heureux de trouver, l'un d'eux surtout celui de solidarité, car nous l'avons dit dans notre 1^{er} chapitre, le principe de solidarité n'est pas le moindre argument à invoquer quand on demande la disparition de cette institution des octrois. Ce rapport eut une sanction, une délibération du Conseil municipal socialiste à cette époque. Voici le texte de cette délibération (1) :

« Le Conseil municipal de Saint-Etienne...

« Considérant...

« Délibère.

« 1^o L'octroi de Saint-Etienne est supprimé.

« 2^o Les recettes dudit octroi seront remplacées à la
« date la plus rapprochée possible par une taxe sur la
« valeur vénale des propriétés bâties et non bâties, en
« prenant pour base la location, quand il en existera
« une et qu'elle sera égale ou supérieure à 5 o/o du
« capital de ladite valeur vénale dans tous les autres
« cas :

« 3^o Une Commission spéciale sera nommée pour

(1) Cette délibération est du 15 novembre 1888.

« établir les bases de cette taxe, qui sera recouvrée par
« les percepteurs comme une contribution directe,
« moyennant une remise de 0 fr. 50 0/0 ;

« 4° Le total maximum de cette taxe sera égal à
« 2.327.000 fr., produit actuel de l'octroi. Toutefois, si
« l'établissement des rôles faisait ressortir un capital
« autre que celui qui résulte des bases sus-énoncées (1),
« le taux de 12 0/0 sera augmenté ou diminué propor-
« tionnellement, de façon à toujours produire les
« 2.327.000 fr. qui viennent d'être indiqués. Cette
« somme pourra cependant s'accroître si la ville
« augmente d'importance ;

« 5° Il sera demandé une loi aux pouvoirs publics,
« autorisant cette transformation dans les conditions qui
« viennent d'être énumérées. »

La question des boissons hygiéniques n'est pas encore résolue pour la ville de Saint-Etienne ; elle est toujours à l'étude. Du moins c'est ce que nous écrivait le 29 mai 1900 M. le Secrétaire de Mairie qui a bien voulu nous communiquer un rapport du 31 mars 1899 du Préposé en chef de l'octroi sur l'application de la loi de 1897.

M. le Préposé en chef de l'octroi redoute le dégrèvement total des boissons hygiéniques comme devant jeter une perturbation profonde dans les finances municipales. « d'autant plus l'abandon de l'impôt communal
« qui est de 3 fr. 30 par hectolitre en ce qui concerne

(1) Dans son rapport le maire estimait la valeur venale de la propriété bâtie à Saint-Etienne à 312 millions, celle de la propriété non bâtie à 90 millions.

« les vins ne pourrait produire d'effet appréciable que
« si l'Etat supprimait ses propres droits bien plus élevés
« que ceux de l'octroi ». Aussi se borne-t-il à proposer
la réduction obligatoire des droits sur les boissons hy-
giéniques.

Le dégrèvement total à Saint-Etienne donnerait un
déficit de 1.240.479 fr. 90 ; le dégrèvement partiel ne
donne que 435.293 fr. 85. Il y a à Saint-Etienne deux
octrois : l'urbain et le suburbain : dans ce dernier
chiffre, l'octroi urbain est représenté pour 433.678 fr. 05,
le suburbain pour 1.615 fr. 80.

Pour opérer la compensation de ce dégrèvement par-
tiel, M. le Préposé en chef propose pour l'octroi urbain :

- 1° Une taxe de 30 centimes pour les vins en bouteille ;
- 2° Une surtaxe de 36 francs sur les alcools ;
- 3° Une augmentation de 1 franc par 100 kilogrammes
sur les bœufs ;
- 4° Une majoration de droits sur les combustibles, les
matériaux et les fourrages ;
- 5° Un décime sur les premières matières ;
- 6° Une taxe de 2 francs par 100 kilogs sur les sons et
recoupes.

Pour l'octroi suburbain :

- 1° Une taxe de 0 fr. 30 sur les vins en bouteille ;
- 2° une surtaxe de 31 fr. 20 sur les alcools ;
- 3° Un supplément de recettes sur les combustibles.

Dans ce projet, on peut le remarquer, il n'est point
question des licences municipales. M. le Préposé voit en
effet plusieurs inconvénients à l'employer : 1° il faudrait
faire dresser des matrices, ce qui serait une grosse dé-

pense ; 2^o il y aurait sans cesse à les modifier suivant les cessations de commerce et les changements de débiteurs ; 3^o il y aurait de fréquents dérangements pour les contribuables puisque la taxe n'est exigible que par 1/2 ; 4^o c'est une lourde charge surtout pour les petits débiteurs.

A l'heure actuelle à Saint-Étienne, une surtaxe de l'alcool et une taxe sur les vins en bouteilles ont permis d'opérer le dégrèvement des boissons hygiéniques.

Chambéry.

A Chambéry, la question fut sérieusement mise à l'étude.

Il y eut un rapport du Maire, M. Challier, un rapport des commissions réunies de l'octroi et des finances et une délibération du Conseil municipal.

Le rapport du Maire est du 18 juillet 1898.

La question de la suppression y est tout d'abord traité. M. le Maire a fort bien compris que la loi de 1897 est une déclaration de principe contre l'octroi, que la suppression totale des octrois est le but, mais que la réduction obligatoire des droits sur les boissons hygiéniques est le premier pas à faire ; c'est aux municipalités de mettre à l'étude la résolution du problème. Aussi examine-t-il lui-même les différentes taxes auxquelles la ville de Chambéry devrait faire appel au cas où elle voudrait supprimer complètement les octrois : licences municipales, taxe sur les chevaux, etc., les domestiques, sur la valeur vénale de la propriété, la valeur locative, sur les mutations par décès, les constructions immobi-

lières, etc.. etc. Mais sa conclusion est qu'il résulte avec la dernière évidence que les taxes de remplacement seront longues à élaborer, qu'un long délai est nécessaire pour en faire une étude approfondie reposant sur des bases sérieuses.

C'est pourquoi il conseilla le dégrèvement, en premier lieu, des boissons hygiéniques, mais il pense qu'on fera même bien de ne pas le faire complètement tout de suite et de s'en tenir aux exigences strictes de la loi de 1898. Cette dernière réduction creuse dans le budget un déficit de 90.000 francs. Voici les taxes qu'il propose, pour remplacer, en faisant remarquer du reste que cette réforme n'est que transitoire, le but à atteindre étant la suppression absolue des octrois :

1 ^o Une surtaxe de 25 fr. 50 sur l'alcool ce qui donnerait	15.300 fr.
2 ^o Une licence suivant le décret de 1898, d'un revenu de	33.660 fr.
3 ^o Une taxe de 0 fr. 30 sur les vins en bouteilles, ce qui rapporterait	2.100 fr.
4 ^o Des taxes sur les voitures et automobiles, les billards, les cercles et les chiens, taxes qui peuvent être évaluées à	8.040 fr.
Total	59.100 fr.

Toutes ces taxes sont la seule réserve de l'approbation préfectorale.

Pour achever la compensation, il propose le choix entre deux systèmes.

Voici :

	Report	59.100 »
Le 1 ^{er}	Une surtaxe sur l'alcool de 30 fr. par hectolitre, il faudrait une loi pour approuver, ainsi que le demande l'article 4, § 4 de la loi de 1897. Cela ferait 18,000 fr.	42.000 »
	3 décimes additionnels sur le principal et décimes des successions ouvertes à Chambéry ; ce qui donnerait. 24,000 fr.	

Total général. 101.100 »

La même sur-	}	34.000 »
taxe d'alcool . 18.000 »		
10 centimes addi-		
tionnels aux		
quatre contri-		
butions directes	}	59.100 »
d'un rapport		
de 16.000 »		

Report du total 59.100 »

Autre total général 93.100 »

Il ne veut point, fait-il remarquer, qu'on augmente jusqu'au maximum les droits sur les autres objets soumis à l'octroi, là où ce maximum n'est point atteint. Il croit aussi dangereux d'aller jusqu'aux 20 centimes addi-

tionnels autorisés par la loi, car il faut garder des réserves pour les besoins extraordinaires.

Avec les taxes de remplacement proposées, on pourrait à Chambéry ramener les droits d'octrois sur les vins en cercles (taxe et surtaxe de 3 fr. à 1 fr. 40, par hectolitre, ceux sur les cidres, poirés et hydromels de 0 fr. 90 à 0 fr. 85 par hectolitre, ceux sur les bières de 10 fr. à 5 fr. par hectolitre.

Le rapport des Commissions est du 30 août. Il fut présenté par M. Jules Carret. Ses conclusions sont les mêmes que celles de M. Challier. Les taxes de compensation sont identiques, mais pour achever la compensation, il fait choix du 1^{er} système : il propose la surtaxe de l'alcool et les décimes sur les successions. Dans l'hypothèse où l'on supprimerait entièrement les droits sur les boissons hygiéniques, M. Canet croit que pour y arriver, il faudrait établir un impôt sur la valeur vénale de la propriété foncière bâtie et non bâtie. Enfin il demande que le Conseil de Chambéry émette le vœu que le gouvernement de son côté supprime au plus tôt, « toutes les taxes quelconques pesant sur les boissons hygiéniques ».

Ces propositions furent acceptées par le Conseil municipal le 30 août 1898, mais elles furent repoussées par le Ministre de l'Intérieur et par le Ministre des Finances, qui par une dépêche du 12 décembre 1898, estimèrent « qu'il n'était pas possible de demander au Parlement « l'approbation des propositions municipales, en ce qui « concerne la taxe sur les successions ».

La ville de Chambéry profita des deux sursis accordés

par le législateur. La question ne revint à l'ordre du jour qu'à la séance du 14 septembre 1900. A cette époque le Conseil municipal avait changé d'opinion, car voici sa décision :

« Le Conseil municipal, considérant que les taxes de
« remplacement indiquées dans la loi du 29 décembre
« 1897 sont insuffisantes et d'une application difficile
« sujette à de nombreux mécomptes ;

« Considérant que l'efficacité de la loi sera nulle tant
« qu'elle ne comportera que le seul dégrèvement des
« taxes municipales sur les boissons hygiéniques ;

« Considérant que son application apporterait une
« perturbation profonde dans les finances municipales
« et constituerait un danger pour la continuité du service
« de la dette :

« 1° Sollicite un nouveau sursis à l'application de la
« loi du 29 décembre 1897 et l'autorisation de maintenir
« intégralement les taxes actuelles d'octrois sur les vins,
« bières, cidres, poirés et hydromels, ainsi que la sur-
« taxe des vins jusqu'à l'expiration des actes constitutifs
« de l'octroi de Chambéry, c'est-à-dire jusqu'au 31 dé-
« cembre 1903, si la loi n'est pas modifiée avant cette
« date.

« 2° Emet le vœu que l'Etat assure aux villes son con-
« cours pécuniaire dans une large mesure, pour parve-
« nir au remplacement intégral des octrois.

A l'heure actuelle la loi de 1897 se trouve appliquée à Chambéry, Une surtaxe de l'alcool, un droit sur les suc-

cessions, une taxe sur la valeur locative ont fait les frais de la réforme (1).

SECTION II. — Villes où les études ont amené une solution pour la question de la suppression des droits d'octroi.

Amboise.

La ville d'Amboise — ville assez importante d'Indre-et-Loire — présente pour nous cet intérêt.

De nombreuses études furent faites avant 1893 par le conseil municipal d'Amboise, mais toutes échouèrent devant l'impossibilité de trouver des taxes de remplacement.

En 1893, une commission spéciale du conseil municipal rechercha de nouveau les moyens à employer pour arriver à la suppression totale des octrois ; aucun projet ne fut accepté.

En 1896, la question fut reprise et soumise à une nouvelle commission. Diverses propositions furent émises et celle qui prévalut fut une surtaxe unique de 180 o/o sur la contribution mobilière. La contribution mobilière étant un indice à peu près certain de la fortune de chaque habitant, pensait-on, c'était à cet impôt que l'on devait s'adresser ; d'autre part, cette surtaxe, qui semble énorme à première vue, ne donnait lieu cependant qu'à une

(1) On peut encore signaler : la ville d'Arbois (Jura) qui a dégrevé les boissons hygiéniques en établissant une taxe sur les pianos ; la ville de Condé-sur-l'Escault (Nord) en établissant une taxe sur la valeur locative, etc.

légère augmentation des cotes mobilières attribuées aux logements ouvriers, puisque les loyers jusqu'à 50 francs ne subissaient qu'une augmentation de 3 fr. 39, ceux de 100 francs de 6 fr. 78 et ceux de 200 francs de 13 fr. 51 : les habitants jouissant d'une modeste aisance n'avaient à supporter qu'une augmentation de 25 fr. 30 ou 35 francs en moyenne, et l'on n'atteignait sérieusement que les gros loyers, c'est-à-dire 15 ou 20 contribuables, dont la contribution mobilière aurait été augmentée de 100 à 150 francs au maximum, lorsque fut envoyé le projet du Gouvernement relatif au dégrèvement partiel ou total des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques.

La Commission se mit de nouveau à l'œuvre ; elle élabora divers projets et le Conseil municipal, en adoptant les moyens proposés par le Gouvernement, voulut compléter son œuvre en votant des taxes de remplacement permettant d'obtenir la suppression de l'octroi.

Pour dégrever totalement les boissons hygiéniques voici ce qui fut proposé comme taxe de remplacement :

- 1° Une surtaxe de l'alcool ;
- 2° Une licence municipale ;
- 3° Une imposition du 30^e sur la valeur locative des débitants ;
- 4° Une surtaxe de 90 0/0 sur la contribution mobilière ;
- 5° Une de 10 0/0 sur les autres contributions directes ;
- 6° Un prélèvement sur les bénéfices de l'usine à gaz.

Cette combinaison ne put encore aboutir. Ce n'est qu'après le vote de la loi du 29 décembre 1897 que la Commission arrêta les bases d'un projet définitif de suppression de l'octroi. Ce projet consistait d'abord en :

1° Une surtaxe de 10 centimes additionnels sur les quatre contributions directes :

2° Une licence municipale de 40 fr. sur les débiteurs.

3° Une imposition du 30^e de la valeur locative sur les mêmes débiteurs.

4° Une élévation sur l'alcool du droit de 14 fr. jusqu'à 29 fr.

5° Une taxe sur les chevaux : 8 fr. pour les chevaux de luxe ; 4 fr. sur ceux de travail.

6° Une taxe de 2 0/0 sur les viandes (1).

7° Un prélèvement sur les bénéfices de l'usine à gaz.

Des observations furent alors faites par l'Administration supérieure au sujet de la taxe sur les viandes, en ce sens, que la perception de cette taxe ne pouvait être faite que par un employé spécial et non par le Directeur de l'abattoir, comme on l'avait pensé tout d'abord, de sorte, que le traitement de cet employé aurait occasionné des frais de perception très coûteux relativement au produit peu élevé de la taxe en question.

Après de nombreux pourparlers et une nouvelle étude de la question, le Conseil municipal, usant de la faculté de la loi de 1897, éleva à 20 le nombre des centimes additionnels à appliquer sur les quatre contributions directes et établit une taxe sur les voitures en supprimant totalement la taxe sur les viandes.

En conséquence le projet suivant fut voté et il reçut la sanction administrative par un arrêté préfectoral approuvant les taxes de remplacement prévues et par

(1) A cette époque, ce droit d'octroi était à Amboise de 4 0/00.

un décret du Président de la République autorisant l'imposition extraordinaire des 20 centimes additionnels. Voici en définitive les taxes de remplacement qui furent appliquées :

1°	20 centimes additionnels sur les quatre contributions directes, produisant.	8.180 »
2°	Une licence municipale de 40 francs sur 76 débitants.	3.040 »
3°	Un droit proportionnel sur le 80 ^e de la valeur locative (laquelle était de 31.270 fr. sur ces mêmes débitants, produisant. . . .	390 »
4°	Une taxe supplémentaire de 15 francs sur l'alcool, ce qui donne.	2.025 »
5° Taxes	sur les chevaux de luxe à 5 francs (54 chevaux) . . .	270 »
	sur les chevaux de travail à 2 fr. 50 (100 chevaux). . .	250 »
	sur les voitures à 4 roues, 1 ^{re} catégorie à 10 francs (66 chevaux)	660 »
	sur les voitures à 4 roues, 2 ^e catégorie à 5 francs (10 chevaux).	50 »
	sur les voitures à 2 roues, 1 ^{re} catégorie à 5 francs (47 chevaux)	235 »
	sur les voitures à 2 roues, 2 ^e catégorie à 2 fr. 50 (49 chevaux)	235 »
	6° Le prélèvement sur les bénéfices dugaz.	5.000 »
	Au total.	20.335 »

lequel suffisait pour opérer la réforme.

La 1^{re} taxe (les 20 centimes additionnels) ont été sanctionnés par un décret du Président de la République ; les autres par un arrêté préfectoral. La suppression des octrois est donc chose résolue à Amboise.

Sézanne

La ville de Sézanne, ville importante de la Marne, se trouve à peu près dans la même situation qu'Amboise, Le maire, M. Jolly, a bien voulu nous communiquer un dossier très complet de la question.

L'octroi, à Sézanne, avait été établi il y a une trentaine d'années afin de servir au paiement des arrérages d'un emprunt. L'emprunt fut remboursé et l'octroi subsista. Comme depuis longtemps, on était d'accord à Sézanne pour supprimer cette institution, le Conseil Municipal profita de la loi du 27 Décembre 1897 pour arriver à ce but.

Une délibération fut prise par le Conseil en la séance du 27 Juillet 1900. (1) Le Conseil s'est prononcé pour la suppression presque complète des octrois, ne laissant subsister qu'une taxe perçue sur les viandes, cette taxe n'étant plus du reste perçue par l'administration des octrois.

Voici les taxes de remplacement qui furent acceptées :

Premièrement : 1^o Une surtaxe de l'alcool, à raison de

(1) Avant cette époque, il y a eu une autre délibération dans laquelle on avait adopté différentes taxes de remplacement, et notamment une taxe sur la valeur locative, mais cette délibération du 21 août 1897 a été rapportée.

15 francs par hectolitre, surtaxe comptée pour le produit présumé 5.200 »

2° Une taxe de 0 fr. 30 par bouteille sur les vins en bouteilles, pour 600 »

3° Des licences municipales au droit fixe de 20 francs sur 70 débitants,

pour 1.400 »

et au droit proportionnel de

5 o/o sur 4.255 francs de val-

leur locative, pour 2.127 75

3.727 75 3.400 » (1)

4° 20 centimes additionnels au principal des quatre contributions 472×20 ,

pour 9.440 »

5° Une taxe sur les chevaux et voitures de luxe, égal à celui perçu par l'État,

pour 1.100 »

6° Une surtaxe sur les chiens de 1^{re} catégorie (4×270), pour 1.080 »

de 2^e catégorie (1×46), pour 46 »

1.026 » 1.100 » (2)

7° Une taxe de 2 francs par hectolitre de vinaigre, soit 140 hectolitres, pour . . . 270 »

Deuxièmement : Une taxe sur les viandes fraîches, dépecées ou non, à raison de 5 francs les 100 kilos, pour 11.000 »

(1 et 2) Ces chiffres sont des chiffres arrondis.

A cette somme on peut ajouter l'économie faite en raison de la modification apportée au mode de perception du droit sur les viandes, économie évaluée à 800 »

Et cellè faite du fait de la suppression des droits sur les fourrages et avoine, la Ville n'ayant plus à payer la redevance fixée par la loi du 15 Mai 1818, économie évaluée à 320 »

Total général. . . . 33.220 »

de ce total il faut déduire les frais d'administration occasionnés par le nouveau régime et qui sont estimés à 1.250 »

Reste net(1). . . . 31.980 »

Cette délibération fut envoyée au Préfet pour l'approbation. On pensait en effet que l'approbation préfectorale était suffisante, puisqu'on n'avait adopté aucune taxe de l'article 5 de la loi de 1897.

Mais le Directeur des Contributions indirectes de la Marne présenta au Préfet les observations suivantes :

1^o Pour les licences municipales, il faut l'approbation par Décret, car le Conseil d'Etat, consulté à ce sujet, a pensé qu'il serait plus régulier qu'il en fut ainsi :

(1) En 1899 le produit des recettes d'octrois a atteint 42.370 fr. Si l'on déduit de cette somme les frais de perception qui furent à peu près de 6.000 fr., il reste 36.370 fr. Le Conseil municipal, n'ayant estimé ses taxes de remplacement qu'à 31,980, pense que le budget de Sézanne pourra supporter une diminution de recettes de 4.000 francs,

2° Pour la surtaxe de l'alcool, le droit porté à 15 fr. est régulier, puisque le droit de l'Etat est de 7,50 par hectolitre; l'approbation préfectorale suffit pour cette taxe.

3° Quant aux autres taxes, à l'exception du droit sur les vinaigres, droit existant déjà alors, il faut l'approbation législative, car ces taxes sont destinées à remplacer d'autres droits d'octrois que les droits sur les boissons hygiéniques.

Le Préfet communiqua ces observations à l'administration de Sézanne.

Le projet fut transmis à nouveau au Préfet, pour qu'il approuvât ce qui rentrait dans ses attributions et communiquât à l'administration supérieure pour le reste.

A l'heure actuelle, l'approbation du Préfet est parvenue à l'administration municipale de Sézanne; elle est du 17 décembre dernier. Une loi récente aussi, est intervenue et approuve les propositions de la ville de Sézanne. Les octrois sont donc maintenant supprimés à Sézanne.

Dijon.

A Dijon la question des octrois a été mise à l'étude avant la loi de 1897.

Du 7 septembre de cette année, nous trouvons une délibération intéressante : la suppression pure et simple, à partir du 1^{er} janvier 1898, des droits d'octroi sur les vins, la viande et certaines catégories de comestibles ainsi que des taxes sur les combustibles fut décidée; le remplacement par une imposition de 72 centimes addi-

tionnels au principal des quatre contributions directes et une surélévation des droits sur l'alcool portée à 40 fr. par hectolitre furent adoptés.

Le ministres des Finances n'accepta pas ces 72 centimes additionnels qui devaient, à son avis, excéder de beaucoup les forces contributives de la matière imposable.

La loi du 29 décembre 1897 étant survenue, la question fut reprise, et au lendemain de la promulgation de cette loi, le Conseil municipal de Dijon supprima totalement les droits d'octrois sur les boissons hygiéniques et les combustibles. Les recettes abandonnées furent remplacées : 1^o par l'élévation de 20 à 60 fr. des droits sur l'alcool ; 2^o par l'établissement de licences municipales sur les débitants de boissons à raison d'un droit fixe de 36 fr. et d'une taxe de 5 o/o sur la valeur locative ; 3^o par la création d'une taxe communale sur les cercles égale à celle du Trésor ; 4^o par une imposition de 20 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Les trois premières taxes votées dans les limites de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1897 furent rendues exécutoires par décision préfectorale. Les centimes additionnels furent autorisés pour une durée de 28 ans par une loi du 30 janvier 1898.

Le dégrèvement total des boissons hygiéniques et des combustibles se trouve donc réalisé à l'octroi de Dijon depuis le 1^{er} janvier 1898.

Mais cette suppression partielle n'était qu'un premier pas dans la voie de la réforme intégrale poursuivie par le Conseil municipal. Pour donner suite à ses

projets, celui-ci résolut d'effectuer en deux nouvelles étapes l'abolition complète des taxes perçues à l'octroi.

Le 24 janvier 1899, il vota la suppression des droits existants sur les alcools dénaturés et les vinaigres, les comestibles, les fourrages, les matériaux et objets divers. Le déficit devait être couvert par la création de diverses taxes de remplacement, par le relèvement des droits de place et de stationnement perçus sur les dépendances de la voirie municipale et enfin par le remboursement par l'Etat des frais de casernement.

Enfin le 11 juillet 1899, l'assemblée communale franchit la dernière étape par une délibération aux termes de laquelle était décidée la suppression des droits d'octroi sur les viandes de boucherie, de charcuterie et de conserve.

Ces projets furent communiqués au Gouvernement. Le ministre des finances, ayant présenté certaines objections, il y eut entre lui et la municipalité de Dijon un échange de vues important, à la suite duquel un projet gouvernemental vint proposer à la Commission des octrois une réforme non plus fragmentaire et incomplète mais une réforme d'ensemble comportant la suppression intégrale des octrois à Dijon.

Le rapporteur de cette Commission soutint ce projet. La Chambre des Députés après discussion, l'adopta dans sa séance du 20 mars 1900.

De ce projet de loi nous extrayons le passages suivants :

Article 1. — La ville de Dijon est autorisée à perce-

voir à partir du jour où ses droits d'octrois cesseront d'être perçue :

1° Une taxe portant sur le revenu net des propriétés bâties situées sur son territoire et dont le taux ne pourra dépasser 6 fr. 20 o/o ;

2° Une licence municipale composée :

(a) D'un droit fixe de 36 fr. pour les établissements vendant exclusivement des boissons hygiéniques et de 100 fr. pour les établissements vendant de l'alcool ;

(b) D'un droit proportionnel égal à 5 o/o de la valeur locative desdits établissements ;

3° Une taxe égale au principal perçu suivant les lois existantes ;

(a) Sur les voitures, chevaux, mules et mulets ;

(b) Sur les chiens ;

4° Une imposition de 24 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes (1).

Les renseignements, que nous avons demandé sur la situation de Dijon au 1^{er} Janvier 1901 ne nous sont pas parvenus. Nous pensons que la question est résolue ou bien près de l'être.

Mamers

La ville de Mamers (2), sous-préfecture de la Sarthe,

(1) Ces 24 centimes sont indépendants de ceux autorisés par la loi du 30 Janvier 1898.

(2) Il est juste de dire que la ville de Mamers a opéré sa réforme avant la loi de 1897, mais il convient de remarquer que parmi les taxes de remplacement choisies on en trouve plusieurs de la loi de 1897.

présente cet intérêt qu'elle a réussi à supprimer presque entièrement ses octrois. La recette était annuellement de 54 à 58.000 francs les frais montaient à 14 à 15.000 francs.

La suppression des octrois fut votée par le Conseil municipal en séance du 26 septembre 1896. La nuance politique de ce Conseil était radicale-socialiste. Seuls les droits sur l'alcool et les viandes fraîches étaient maintenus, la taxe sur l'alcool devant être perçue par les employés des contributions indirectes, moyennant une indemnité municipale de 300 francs à partager entre les agents suivant le travail supplémentaire, la taxe sur les viandes fraîches devant l'être par le préposé à l'abattoir, sans que le traitement de ce dernier se trouvât augmenté. Pour combler le déficit, le conseil vota :

1° Une augmentation de 5 o/o sur les concessions d'eau de la ville ;

2° Une autre de 50 o/o sur les concessions de cimetière ;

3° Une enfin de 50 o/o aussi sur les chiens ;

4° 0 fr. 091 sur les quatre contributions directes.

Les taxes de remplacement furent approuvées et la réforme fut appliquée à partir du 1^{er} janvier 1897.

M. le Secrétaire de Mairie, qui a bien voulu nous donner ces renseignements nous dit qu'à Mamers on se trouve très heureux de la réforme et qu'on espère bien ne plus voir revivre le régime des octrois.

Elbeuf.

La ville d'Elbeuf (1) présente le même intérêt que Mamers. M. le secrétaire de la Mairie a bien voulu nous communiquer par une lettre du 14 septembre les renseignements suivants.

La question de la suppression de l'octroi a été posée à Elbeuf dès 1871 ; mais pour la première fois avec insistance lors des élections municipales de 1888. A cette époque tous les candidats élus furent obligés d'inscrire sur leurs programmes le principe de la suppression. Il en fut de même en 1892 et 1896.

En 1887, les octrois rapportèrent à Elbeuf 462.000 fr. entraînant 74.200 fr. de frais et remboursements divers.

La suppression en a été effectuée en plusieurs étapes. On supprima :

Le 1^{er} janvier 1892 les droits sur les œufs d'un produit brut de 38.000 »

Le 1^{er} janvier 1893 les droits sur le cidre et les pommes à cidre pour 20.000 »

Le 1^{er} janvier 1895 la totalité des droits sur les comestibles (excepté le poisson frais) les combustibles, les matériaux de constructions et les fourrages, soit. 254.000 »
depuis 1887 le produit des articles conservés a baissé de 119.000 »

(1) *Même observation doit être faite ici que pour la ville de Mamers.*

Aujourd'hui il ne reste plus que les taxes ci-après :

Au budget ordinaire :

1 ^o Une taxe d'alcool de 24 fr. par hectolitre et rapportant	72.000 »
2 ^o Une taxe sur le vin de 1 fr. par hecto- litre et rapportant	5.000 »
3 ^o Une taxe sur les vins en bouteilles à raison de 0 fr. 30 par bouteille, donnant . .	3.000 »

Au budget extraordinaire :

1 ^o Une surtaxe d'alcool de 7 fr. par hec- tolitre d'un revenu de	21.000 »
	101.000 »

Ces taxes sont perçues par un service communal sous la direction de la Régie d'après le système dit « à bureau central » lequel supprime toute visite à l'entrée ainsi que toutes les formalités de transit. La perception en coûte 10 o/o environ.

La disparition des autres taxes est compensée au budget par :

1 ^o 57 centimes additionnels pour insuffisance de reve- nus (1) donnant	236.968 73
2 ^o Une taxe municipale sur les chevaux et voitures, d'un revenu de	10.400 »
3 ^o Une taxes sur les cercles, de	2.200 »
4 ^o L'économie de perception de l'octroi	57.000 »

(1) Observation faite que de ces 57 centimes additionnels 37 exis-
taient avant la réforme comme centimes extraordinaires pour le
gage d'emprunts ; ils ont été simplement prorogés et affectés au
budget ordinaire.

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

L'institution des octrois n'est guère défendable, elle n'est guère défendue : nous avons montré l'un et l'autre. Depuis le temps que la question de la suppression de cette institution était à l'étude, il fallait aboutir. Le législateur a donné une solution. Cette solution est-elle légitime, est-elle satisfaisante ? Nous sommes assez avancé maintenant pour l'examiner.

Une question, qui devait tout d'abord se poser est celle-ci : la suppression des octrois est-elle d'intérêt national ou seulement d'intérêt local, en d'autres termes est-ce à l'État à avoir l'initiative de la réforme, à la prendre en mains et à l'opérer en apportant son concours financier aux communes ou bien est-ce aux communes, laissées libres sous le contrôle de l'État de résoudre le problème avec leurs seules ressources. Il y avait là deux théories en présence. M. Berthélemy, professeur à la Faculté de Droit de Paris, s'est fait, comme adjoint au maire de Lyon, le défenseur de la première : nous avons vu, en effet, dans ce sens, sa déposition lors de l'enquête sénatoriale de 1894 ; nous avons retrouvé cette même influence dans la mise en application pour Lyon de la loi de 1897. (1) M. Fleury-Ravarin, député de Lyon, soutint la même idée, quand il déposa, le 6 février 1898, devant la Chambre des Députés un projet où il proposait pour remplacer les

(1) Nous pouvons citer deux articles encore dans lesquels M. Berthélemy soutient la même idée, l'un de la *Revue politique et parlementaire* (n^{os} de mai-juin 1895), l'autre de la *revue de Paris* (n^o du 16 février 1899)

octrois « d'abandonner aux communes une partie des
« impôts indirects actuellement perçus par l'État qui
« conviennent le mieux à leurs finances et compenser
« ce sacrifice dans le budget national par la création
« d'impôts indirects généraux dans la mesure où cela
« sera nécessaire ». Le législateur s'est prononcé en
faveur de la seconde théorie.

Nous avons déjà examiné, à propos du système belge, quelles raisons avaient déterminé le législateur à considérer la réforme des octrois comme une question locale. L'autre conception compromet, en effet, l'équilibre des finances de l'Etat ou tout au moins oblige à remanier profondément le régime financier de l'Etat, ce qui est grave. De plus elle fait dépendre d'une façon trop étroite le budget des communes de celui de l'Etat. Enfin elle oblige à supprimer les octrois d'un seul coup, ce qui nous semble dangereux.

Le législateur, en effet, pouvait-il d'une façon immédiate et absolue décider que les communes auraient à supprimer leurs droits d'octroi ou ne pourraient plus en établir ? Cette opinion radicale a été soutenue et le fut souvent à la Chambre, comme nous l'ont révélé les travaux préparatoires de notre loi. Nous croyons cependant que le législateur a été mieux inspiré en choisissant une autre méthode : celle de suppression par étapes, à dates différentes, des divers droits d'octroi.

Certains esprits estiment qu'un impôt, fonctionnant depuis longtemps dans un pays, vaut mieux qu'un impôt nouveau, quel qu'il soit. Ils veulent exprimer ainsi qu'ils craignent les incidences de l'impôt nouveau. Cette for-

mule est un peu extrême, car il n'est pas impossible de prévoir, de façon assez exacte, ces incidences ; mais il est certain que la chose est plus simple et le risque moins grand, si la réforme, au lieu d'être immédiate et complète, peut se faire par étapes et pour les objets soumis aux droits et pour les dates du changement. Rien dans le régime des octrois n'interdisait d'user de la seconde façon.

D'autres raisons encore militaient pour faire adopter cette méthode : en agissant avec cette prudence, il n'était pas besoin de s'adresser à ces systèmes de remplacement que nous avons présentés, systèmes qui forcent le législateur à modifier profondément le régime financier de l'État lui-même, on pouvait laisser le soin de la réforme aux communes, et ainsi il y avait moins à redouter que les budgets municipaux soient déséquilibrés et cette considération en valait la peine, puisque leurs ressources sont constituées en grande partie par les recettes d'octroi, puisque leurs emprunts sont fortement gagés sur lesdites recettes.

Ce principe admis, il s'agissait de savoir comment s'orienterait la réforme. Par lesquels des objets soumis à l'octroi allait-on commencer ? Seraient-ce les boissons, les comestibles, les combustibles, les fourrages ou les matériaux de construction ?

A l'époque, où la question fut ainsi posée, le législateur étudiait la réforme de l'impôt de boissons en tant qu'impôt d'État, son attention devait donc être attirée sur les droits d'octroi de ces mêmes boissons.

Indépendamment de ce motif, il y en avait bien

d'autres pour choisir les boissons comme première étape. N'avons-nous pas constaté que la plus grande disproportionnalité du régime des octrois apparaît quand on examine les drotis établis sur les boissons ? N'est-ce pas en 1893-1894 que commence pour les propriétaires du Midi la mévente des vins, crise d'autant plus regrettable que le Midi venait de faire des sacrifices considérables et était à peine remis de sa lutte contre le phylloxera ? Et, comme corollaire, ne voit-on pas à cette époque la falsification des vins prendre un essor considérable, n'est-ce pas en dégrévant les boissons hygiéniques et en augmentant le droit sur l'alcool qu'on pourra lutter contre le « mouillage » ?

En établissant le principe même du dégrèvement des boissons hygiéniques, le législateur a laissé une liberté très grande aux communes : ou bien elles pourront dégréver totalement ces boissons, ou bien elles devront le faire partiellement laissant subsister les droits jusqu'à un certain taux maximum fixé par la loi elle-même. Ce sera aux communes de voir si leurs finances leur permettent l'adoption de l'une ou l'autre de ces mesures. Cette liberté ainsi donnée aux communes peut être considérée comme un exemple frappant de l'application du système de l'expérimentation en matière d'économie politique. C'est là une méthode prudente et sûre, dont on ne saurait trop user quand il s'agit des réformes toujours graves des finances.

A cette fixation par le législateur d'un minimum de dégrèvement, on a cependant un fait, un reproche : nous en avons trouvé des échos dans les travaux

préparatoires de la loi et dans les travaux de certaines communes pour l'application.

A la Chambre (1), c'est M. Plichon qui s'en est fait l'interprète à peu près en ces termes : « Cette loi est faite dans l'intérêt du Midi et de l'Ouest contre le Nord. Evidemment le régime appliqué au vin et au cidre favorisera ces deux premières régions. Au contraire le régime appliqué à la bière sera défavorable au Nord. Le vin, boisson de luxe, dans le Nord se trouvant dégrèvé, les gens riches du pays en profiteront et non les classes ouvrières. Le dégrèvement projeté sur le cidre, très considérable, permettra à cette boisson de venir faire concurrence à la bière dans cette même région. On n'y aura même pas cette ressource de dégrèver complètement la bière, cela ne servirait à rien, car, la bière étant déjà peu taxée dans le Nord, les acheteurs au détail ne verraient point le prix diminué puisque le dégrèvement ne serait point assez considérable pour que les débitants baissent même de 0 fr. 05 le litre ou la chope. »

Lors de la réunion du 27 Mars 1898 à Lille des Maires des villes à octroi du département du Nord, ces mêmes doléances furent reprises.

Nous croyons qu'à l'heure actuelle ces arguments ont bien perdu de leur valeur, puisque la loi du 29 décembre 1900 sur les boissons a considérablement dégrèvé le droit de l'Etat sur toutes les boissons hygiéniques.

Maintenant, si les villes à octroi de la région du Nord

(1) *J. O. Chambre des Députés. Déb. parl. Séance du 19 novembre 1897, p. 2490 et séance du 3 décembre 1897, p. 2702.*

dégrèvent les bières, les acheteurs au détail s'apercevront d'une diminution de prix. Reste l'objection que le dégrèvement sur le vin favorise les classes riches, qui en boivent mais le prix du vin ainsi dégrèvé, baissera beaucoup et les classes ouvrières pourront elles aussi, il nous semble, en boire.

La méthode d'expérimentation appliquée en économie politique se retrouve dans cette autre liberté très grande aussi, laissée par le législateur aux communes, dans le choix des taxes destinées à remplacer les recettes perdues du fait du dégrèvement.

D'un côté, il ne fallait pas leur donner carte blanche, car elles auraient pu en profiter pour vouloir établir des taxes contraires aux principes politiques qui régissent nos finances ou bien des taxes imprudentes qui auraient jeté dans l'aventure les finances municipales. D'un autre côté, il ne fallait non plus les enserrer dans des limites trop restreintes au risque de les voir dans l'impossibilité d'opérer le dégrèvement. Il fallait donc un juste milieu, il fallait établir pour elles un cadre comme celui qu'a proposé le législateur. Il leur a proposé des taxes, qu'il a énumérées et pour lesquelles l'approbation préfectorale serait suffisante, et des taxes soit directes, soit indirectes, sans les indiquer et pour lesquelles il faudrait l'approbation législative.(1).

Nous avons déjà dit que nous n'étions pas partisans

(1) Nous avons vu cependant que le Conseil d'Etat avait décidé que pour les licences municipales il faudrait l'approbation du Président de la République par décret.

d'une taxe unique pour remplacer tous les droits d'octrois, ainsi qu'il fut parfois proposé (1). Nous sommes heureux que pour le simple dégrèvement des boissons hygiéniques le législateur ait écarté ce système et adopté celui de la multiplicité des taxes. Avec ce dernier système, l'injustice, impossible à éviter dans n'importe quel impôt, se répartit mieux sur les différents contribuables.

En s'occupant des boissons hygiéniques, le législateur a pensé que c'était le premier pas à faire, mais il n'a jamais été oublié durant les travaux parlementaires que la suppression des octrois était le but. Le § 3 de la loi du 29 décembre 1897 est le reflet évident de ce souci : « Lorsque les taxes de remplacement autorisées « dépasseront le montant du dégrèvement total des « boissons hygiéniques, l'excédent pourra être employé « au dégrèvement d'autres objets soumis au tarif d'oc- « troi ». C'était établir d'une façon claire le principe, c'était pour les communes l'indication sinon d'un moyen excellent, du moins celle du but final à atteindre. Aussi n'avons-nous pas à nous étonner, en voyant que beaucoup de villes en essayant d'appliquer la loi de 1897 ont tenté aussi de supprimer totalement leurs octrois et cela par les moyens mis à leur disposition par cette loi même.

Les taxes, mises à la disposition du législateur, sont les unes dans l'article 4, les autres dans l'article 5 de la loi du 29 décembre 1897.

(1) Par M. Y. Guyot notamment.

Parmi les taxes de l'article 4, il y en a d'indirectes et il y en a de directes. Les unes et les autres nécessitent simplement l'approbation préfectorale. Le législateur a énuméré les unes comme les autres.

Surtaxe de l'alcool et licences municipales. — Les deux taxes sont considérées par le législateur comme devant jouer un très grand rôle dans la question du remplacement des droits sur les boissons hygiéniques. A plusieurs reprises, nous l'avons vu dans les travaux préparatoires les rapporteurs ont fait ressortir ce fait que beaucoup de villes à octrois pourront se contenter de ces deux taxes, pour opérer la réforme partielle des boissons hygiéniques. Plusieurs fois au courant des discussions parlementaires les orateurs et le ministre des Finances y sont revenus.

Le principe de ces deux taxes se justifie aisément. Il n'a guère eu d'adversaires au Parlement, car depuis longtemps on était d'accord. Les personnes, qui boivent de l'alcool sont peu dignes d'intérêt. Il est tout naturel de leur faire payer un impôt et un lourd impôt. La phrase, que nous avons citée déjà de M. Alglave, résume bien la question et nous ne saurions mieux faire que de la répéter ici : « L'alcool, comme le tabac, présente ce caractère
« d'être une denrée de consommation très générale et
« très tenace, quoique n'étant pas du tout de première
« nécessité et de se consommer par quantités petites et

(1) Cf la note précédente.

Si les communes désirent élever le droit sur l'alcool au-dessus du maximum établi par la loi de 1897, il faut une loi.

« de faible valeur, de sorte que l'impôt se disperse et « peut atteindre une quotité très élevée sans ralentir la « consommation. » Les personnes, qui voudront éviter la surélévation de cet impôt, le pourront, car le législateur, en dégrévant les boissons hygiéniques, leur en a donné le moyen : elles n'auront qu'à boire de ces boissons.

Nous ne croyons pas du reste que la réforme amène une diminution sensible de la consommation de l'alcool en France. Nous pensons qu'on atteindra plutôt le fléau alcoolique par la propagande anti-alcoolique et ici nous faisons allusion à cette méthode, qui emploie comme moyens de lutte la création de sociétés de tempérance, etc., la vulgarisation des ravages de l'alcool par les conférences d'hommes dévoués à la cause et par les leçons des maîtres et instituteurs. Du reste cette propagande est bien loin encore d'atteindre son but et nous n'avons pas examiner, aujourd'hui du moins, l'hypothèse où l'impôt sur l'alcool diminuerait comme rendement, ainsi que cela a été parfois objecté.

Une autre objection a été que cette augmentation de taxe constituerait une prime à la fraude. Les différents Ministres ont toujours répondu, quand cette question a été soulevée, que l'Administration s'engageait à surveiller de très près. Le système des barrières serait remplacé par celui « du bureau intérieur » ou « bureau central » avec le principe de la déclaration et celui des fortes pénalités. La ville d'Elbeuf, qui, nous l'avons vu, a déjà appliqué ce système, ne s'en plaint pas, car ses prévi-

sions de recettes sur ce chapitre n'ont guère été démenties.

Ce que nous venons de dire s'applique aussi bien à la surtaxe de l'alcool qu'à la licence municipale. Cependant, si nous trouvons la première taxe excellente, nous nous permettons de faire quelques réserves sur la seconde.

Nous nous demandons pourquoi la législature a édicté qu'une licence municipale pourrait être établie sur les débitants de boissons hygiéniques, alors que son vœu dernier est le dégrèvement complet de ces boissons. Il nous semble que c'est défaire d'un côté ce qui a été fait de l'autre. Nous savons bien qu'en ce qui concerne le droit fixe, tout au moins, ces débitants seront moins taxés que ceux qui vendent aussi ou seulement des alcools. Il y a là cependant pour nous un défaut d'harmonie. Dans certaines discussions de Conseils municipaux nous avons trouvé cette justification : on atteint ainsi les débitants, dans l'hypothèse où ceux-ci, profitant d'un dégrèvement de quelques centimes par unité (litre, etc.), sans que ce dégrèvement aille jusqu'à 5, ne baisseraient pas leur prix de vente. Cet argument ne nous semble plus très bon depuis la loi du 29 décembre 1900, car maintenant il y a toute chance pour que le dégrèvement dépasse par unité 0 fr. 05 et aille même à 0 fr. 10 et à 0 fr. 15.

Cependant la loi étant formelle sur ce point, il faut bien l'appliquer ; mais le système, qui en présence de notre critique, nous satisfait le mieux est celui proposé par la ville de Lyon, ainsi que nous l'avons exposé plus haut.

Taxe sur les vins en bouteilles. — La taxe sur les vins en bouteilles n'a guère trouvé d'adversaires. Elle ne nous semble pas d'un taux trop élevé. Elle atteint les vins de luxe, les vins fins. Il est bien juste que ceux qui boivent de tels vins ne profitent pas du dégrèvement. Elle ne fera certainement pas baisser la consommation de ces vins, car leurs consommateurs se soucieront peu de cette majoration de prix.

Taxes dites assimilées. — Nous n'avons pas à justifier non plus les taxes énumérées sous le numéro 4 de l'article 4; car ces taxes, dites assimilées, ont déjà fait leurs preuves comme taxes d'État. Elles n'ont qu'un inconvénient, c'est que leur rendement n'est pas très considérable et qu'elles peuvent seulement venir parmi les taxes de remplacement comme taxes d'appoint.

Centimes additionnels. — Restent parmi les taxes de l'article 4 les centimes additionnels. Dans plusieurs conseils municipaux, quand il s'est agi d'appliquer la loi de 1897, ces centimes additionnels ont trouvé des adversaires. On a dit qu'on allait surcharger les contribuables. Cependant le législateur s'est montré prudent en fixant le maximum de 20. Du reste les communes seront libres de rester au-deça de ce maximum. Pour nous, en nous plaçant au point de vue de la justice sociale, nous sommes heureux que le législateur ait donné dans sa réforme une bonne place à ces centimes additionnels aux quatre contributions, car dans notre régime financier actuel nos sympathies vont plutôt aux impôts directs qu'aux impôts indirects.

Les taxes de l'article 5 sont, comme celles de l'article

4, divisées en taxes directes et en taxes indirectes ; mais à la différence des premières le législateur ne les a pas énumérées ; il les a laissées à trouver aux communes ; la contre-partie de cette liberté se trouve du reste dans l'autorisation législative nécessaire.

Nous avons vu dans le chapitre V quelles taxes les municipalités ont imaginées. C'est à ces taxes surtout que les Conseils municipaux ont eu recours, quand ils ont étudié les moyens de dégrèver complètement les boissons hygiéniques ou de supprimer radicalement les octrois. Nous allons passer en revue les principales de ces taxes.

TAXES DIRECTES

Taxes sur la propriété bâtie. — Les travaux d'édilité communale exécutés chaque année pour l'entretien, l'amélioration, le développement de la cité servent évidemment les intérêts des propriétaires, puisqu'ils contribuent à donner une plus-value à leurs immeubles. Il est donc juste de leur imposer une taxe spéciale, si l'on supprime les octrois ou portion des octrois, puisque les recettes d'octrois servent précisément à payer en partie ces travaux communaux. Comme les propriétaires supportent déjà plusieurs taxes pour les immeubles, il ne faudra pas que la nouvelle taxe soit trop élevée.

L'assiette de cette taxe peut être la valeur vénale ou la valeur locative.

Au premier abord une taxe sur la valeur vénale des propriétés bâties paraît séduisante, parce qu'avec un tel système, il semble qu'il y aura plus de justice.

Cependant nous lui préférons une taxe basée sur la valeur locative. Et voici pourquoi. Avec ce dernier mode, il n'y a pas comme avec l'autre tout à créer, l'estimation est faite ; on n'a qu'à se servir de celle établie pour la perception de l'impôt foncier par l'Etat ; il n'y a pas à craindre par suite de contestations, de réclamations ; de plus on pourra calculer immédiatement le rendement de la taxe ; enfin, si l'on veut en même temps établir une taxe sur l'habitation, il n'y aura pas besoin d'un nouveau rôle. Le mieux est donc d'établir la taxe sur le revenu net qui sert de base à la contribution foncière perçue par l'état. C'est ainsi qu'en a décidé notamment la ville de Paris.

La plupart des villes qui ont proposé cette taxe n'ont du reste admis aucune des exemptions que comporte l'impôt foncier, aucune remise ou modération pour vacances de loyers et autres non-valeurs. Quelques-unes cependant ont décidé un dégrèvement partiel en cas de démolitions, inondations ou incendies d'immeubles.

A la taxe sur la propriété bâtie, il a été fait une objection, c'est que les propriétaires, au fur et à mesure de l'expiration des taux en cours, incorporeront la nouvelle taxe dans le prix de la location et que ce sera en définitive les locataires, qui en supporteront toute la charge. Il est certain que les propriétaires chercheront à exercer cette reprise. Mais il ne pourront le faire que si les loyers sont en hausse. Or les faits actuels iront à l'encontre du désir des propriétaires : depuis un certain nombre d'années en effet, par suite de l'extension considérable des constructions nouvelles et de l'abaissement

du taux de capitalisation, les loyers sont en baisse et cela est surtout vrai pour les grandes villes. On ne peut donc éprouver de crainte qu'au cas où des phénomènes économiques contraires se produiraient, mais avant que vienne ce moment les propriétaires auront pris l'habitude de payer la taxe sur la propriété bâtie comme ils ont celle de payer les impôts de l'Etat mis à leur charge sur cette même propriété (contribution foncière, etc.). Du reste la situation nouvelle des propriétaires ne sera pas si terrible, car il ne faut pas oublier qu'eux aussi profiteront de la suppression totale ou partielle des octrois comme tous les citoyens.

Taxe sur la propriété non bâtie. — Depuis longtemps les partis avancés en France réclament un impôt très élevé sur la propriété non bâtie et par là ils désirent qu'on atteigne la spéculation portant sur les terrains à bâtir des villes. La valeur de ces terrains s'accroît en effet très vite d'année en année par le fait même de l'extension des villes. Ce serait donc un impôt très juste, d'autant plus que cette valeur, on peut le dire, n'est point le fruit du travail.

Il est donc bien naturel que des villes aient songé à établir, parmi les taxes de remplacement, une taxe sur la propriété bâtie.

Malheureusement l'assiette d'une telle taxe n'est pas facile. On peut craindre une grande part d'arbitraire. La plus-value n'est pas la même dans tous les quartiers d'une ville. Quel critérium faudra-t-il prendre ? Devra-t-on diviser en zones et classer ces zones suivant leur importance quant à la plus-value à prévoir. Devra-t-on

classer plutôt les rues? Devra-t-on tenir compte de la contenance ou de la valeur vénale. Autant de questions difficiles qu'on s'est posé lors des études sur la suppression des octrois. On s'y est arrêté simplement à la base de la contribution foncière de la propriété non bâtie, c'est-à-dire au revenu cadastral, ce qui évidemment est loin d'être satisfaisant.

Un autre inconvénient, c'est qu'il faut avoir soin pour une telle taxe de distinguer entre les terrains qui pourront être l'objet de spéculation et les terrains de culture. Et cela est surtout important pour les villes ordinaires. Pour les très grandes villes, il n'y a guère cette difficulté. Aussi avons-nous vu Paris adopter cette taxe.

Taxe sur les loyers. — La réforme des boissons hygiéniques ou la suppression des octrois va fortement favoriser les habitants des villes à barrières. Comme il est juste que tous contribuent aux charges des communes, il faut trouver parmi les taxes destinées à pourvoir aux recettes supprimées une taxe qui, tout en atteignant chaque habitant, ne lui demande pas une cotisation équivalente aux bénéfices de l'une ou l'autre réforme, mais soit proportionnelle aux avantages retirés par chacun de l'existence et du séjour dans les villes.

Cette taxe, plusieurs communes l'ont vue dans celle sur les loyers ou les habitations personnelles. Cette taxe sur les loyers nous semble très convenablement trouvée. Le loyer est un assez bon critérium de la fortune de chacun. Si l'on se rappelle le raisonnement de M. Y. Guyot, à propos de la propriété bâtie, on remarque que, si les gros loyers sont en petit nombre, ils

comptent au contraire pour la plus grande part dans l'estimation totale de la valeur locative.

On peut donc dire que cette taxe est juste en principe, elle nous paraîtrait plus juste encore si, dans les grandes villes surtout, on exemptait totalement les petites locations et si pour les autres locations on déduisait pour le calcul une certaine somme du loyer réel. C'est ce tempérament qui, nous l'avons vu, a été apporté dans la répartition du contingent de la cote personnelle mobilière, impôt d'Etat à Paris. Quant à la taxe sur les loyers, impôt municipal de Paris, on ne lui a appliqué qu'une partie du tempérament ; l'exemption totale pour les loyers inférieurs à 500 fr. ainsi que nous l'avons montré. Le second tempérament, que nous voudrions voir adopter pour les taxes sur les loyers, rencontrerait sans doute la même objection que celle faite à propos de la nouvelle répartition de la cote personnelle-mobilière à Paris, à savoir qu'on applique ainsi le principe de la progression (1). Nous ne pouvons discuter ici cette question qui nous entraînerait trop loin, mais nous pouvons dire ceci : à supposer même que la taxe ainsi établie soit progressive, elle le serait sur une si faible échelle que cela ne doit pas empêcher d'appliquer un système dégrévante les classes pauvres et celles peu aisées.

Taxe sur la valeur locative des locaux industriels et commerciaux. — Cette taxe est à l'heure actuelle proposée par le Conseil municipal de Paris. On peut re-

(1) Cf à ce sujet un article du journal « Le Temps » paru dans le numéro du 3 janvier 1901.

marquer que cette taxe a été admise seulement, parce qu'on était pressé de trouver quelque chose pour achever la réforme : elle avait déjà été rejetée à plusieurs reprises par ce même conseil, et les conseillers qui l'ont soutenue le 31 décembre avaient voté contre jadis.

A notre avis, nous ne trouvons pas cette taxe très bonne, il est mauvais de charger encore le commerce, qui l'est déjà suffisamment par l'impôt des patentes. Une semblable taxe est peu susceptible de tempéraments : il est difficile de dégrever les petits loyers industriels et commerciaux, car dans le commerce et l'industrie les petits loyers sont tout de suite beaucoup plus élevés que lorsqu'il s'agit de l'habitation ; il faudrait donc arrêter à une somme très élevée la limite du dégrèvement et la taxe alors risquerait de rapporter peu. Contre cette taxe, il y a aussi cette objection, que les courtiers, les représentants de commerce, etc., qui font un très gros chiffre d'affaires, n'ont pas besoin de magasins et bureaux très vastes, il y aurait donc de ce côté une assez grande injustice.

Taxes sur les successions. — Parmi les autres taxes proposées, nous avons vu plusieurs villes demander à établir des décimes additionnels au droit principal de l'État sur les successions. Le Gouvernement s'est toujours montré opposé à l'adoption de tels décimes. Il y a plusieurs objections en effet.

1° L'esprit de la loi de 1897 veut que les taxes directes portent sur les richesses situées dans la commune ; or l'impôt sur les successions, malgré que la nomenclature administrative le range parmi les impôts

indirects, est considéré par beaucoup de personnes comme un impôt direct ; les décimes additionnels donc pourraient porter sur les immeubles compris dans les successions ouvertes en telle commune et non sur les valeurs mobilières (actions, obligations, etc.) qui représentent le plus souvent des richesses dont le siège se trouve en dehors de la commune ;

2° Dans les grandes villes, l'impôt des successions a presque chaque année le même rendement ; il n'en est pas de même dans les petites villes ; cela a, du reste, peu d'importance quand il s'agit d'un impôt de l'État puisqu'on considèrera seulement le produit total pour toute la France. Au contraire, quand il s'agit d'une taxe municipale c'est très grave : il arriverait que le produit de cette taxe dans les petites villes serait d'un rendement très incertain.

3° La réforme du régime des successions est en ce moment en question au Parlement et va certainement aboutir. Sur quelles bases alors établir la taxe municipale ? Sur celles du régime actuel qui ne sera bientôt plus applicable ? sur celles du régime futur, qu'on ne peut encore prévoir d'une façon absolue par suite des modifications possibles au dernier moment par le législateur ?

C'est pour éviter ces inconvénients que le Gouvernement a proposé et que la Chambre a accepté pour Paris une taxe de 0 fr. 50 0/0 sur la valeur des immeubles sis à Paris et transmis par voie de mutation par décès. Il faut remarquer qu'il ne s'agit plus de décimes additionnels au droit de l'Etat, mais il ne faut pas oublier qu'une

telle taxe ne serait guère applicable aux villes de moyenne et de petite importance, car pour elles le second inconvénient subsisterait entier.

Taxe sur les domestiques. — Cette taxe semble très séduisante au premier abord, car on se figure qu'on pourra ainsi atteindre les riches ; mais cette taxe serait injuste pour certains ménages où la présence de beaucoup d'enfants rend nécessaire des domestiques, pour d'autres aussi, où l'absence continuelle des époux, par suite des occupations au dehors, crée la même nécessité. Il faudrait apporter de tels tempéraments dans l'application de cette taxe qu'il serait à craindre de la voir très improductive.

Taxe sur les étrangers. — Cette taxe est trop éminemment vexatoire pour que nous désirions la voir établir. De plus elle pourrait créer des difficultés diplomatiques. Même sous la forme réduite de taxe sur les patrons qui emploient des ouvriers étrangers (1), nous ne saurions la soutenir.

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères. — Il ne peut s'agir évidemment d'une semblable taxe que dans les grandes villes où elle constitue l'équivalent d'un service spécial rendu par la commune. La justification en est donc aisée. Il n'y a rien de particulier à remarquer.

Taxe sur les fourrages. — Nous pensons que cette

(1) Au Conseil municipal de Paris, une telle taxe fut proposée au courant de la discussion : cette taxe aurait été proportionnelle au nombre d'ouvriers étrangers employés.

taxe doit être réservée aux villes qui entreprennent la suppression totale de leurs octrois. Il leur sera facile de remplacer ainsi leurs recettes sur les fourrages. Il n'y aura qu'à répartir le rendement annuel sur chaque tête d'animal consommant des fourrages. Il sera bon, pour voir disparaître ce qu'a d'injuste à cet égard le régime des octrois d'opérer une certaine distinction parmi ces animaux, d'établir par exemple deux tarifs : un pour les chevaux de trait et un pour les chevaux de luxe.

Taxe sur les constructions. — Cette taxe doit être réservée aux mêmes villes ; elles trouveront ainsi le moyen de remplacer leurs droits d'octroi sur les matériaux de construction. La base de cette taxe est plus délicate à trouver que pour la précédente. On pourrait :

1° Ou établir une taxe basée sur le cube des constructions, sur leur surface, sur la nature des matériaux, les lieux d'emplacement ; mais de semblables modes seraient très compliqués, nécessiteraient des employés nombreux et des vérifications périodiques.

2° Ou établir une taxe *ad valorem* sur les constructions nouvelles, sur le montant des mémoires visés par l'architecte ou l'entrepreneur. Ce système serait simple ; il serait juste, car le prix payé correspond à la valeur de la construction ; cependant la fraude serait à craindre.

3° Ou enfin augmenter la taxe sur la propriété bâtie suffisamment pour trouver le déficit créé. Ce ne serait point injuste, car avec ce système nouveau on paierait petit à petit ce qu'on paie d'un coup avec le régime des octrois. La fraude serait impossible.

Taxe communale sur le revenu. — Une telle taxe serait contraire aux principes actuels de notre législation financière. Certaines villes ont, paraît-il, cependant émis des vœux dans ce sens. Nous rappelons ici, à titre de mémoire, le système de taxe communale sur le revenu qui fonctionne à Verviers (Belgique), ainsi que nous l'avons exposé dans le chapitre II.

TAXES INDIRECTES

Taxe sur les vins de champagne. — Nous citerons encore la taxe des vins de champagne et vins champagnisés proposée récemment par la Ville de Paris.

Le Syndicat du commerce des vins de champagne s'est ému de cette proposition.

Il a contesté au Conseil municipal de Paris le droit d'établir une pareille taxe. Nous croyons cependant que le syndicat a tort sur ce point ; les communes pourraient très bien ce droit, à notre avis, dans l'article 5 de la loi de 1897, elles n'auraient qu'à obtenir l'autorisation législative. Le syndicat paraît plus fondé dans ses autres objections. Ces objections sont les suivantes :

1° Le champagne n'est plus entièrement un vin de luxe : sur 3 millions de bouteilles entrant à Paris, il y en a 2,400,000 dont le prix est de 1 fr. 75 à 3 fr. Si l'on taxe le champagne, on atteint ainsi non seulement le petit propriétaire fabricant de vin, mais aussi le petit consommateur parisien qui, à des occasions plus ou

moins solennielles, pense pouvoir mettre sur sa table quelques bouteilles de « tisane ».

2° Si l'on taxe ainsi le champagne, c'est donner un mauvais exemple aux législateurs étrangers, qui croiront pouvoir augmenter leurs tarifs douaniers sur cet article.

3° La création de cette taxe fait entrer le champagne parmi les boissons antihygiéniques ce qui est contraire à la vérité (les hôpitaux en consommant un nombre important de bouteilles), et ce qui sera très funeste au commerce.

4° Il y a injustice à taxer seulement les vins de Champagne et les vins champagnisés quand on ne surtaxe pas les Château-Yquem, les Lafitte, les Château-Margaux, etc., dont la moyenne de prix est bien supérieure.

5° Il y a une injustice encore en ce sens que les vins mousseux, mais non champagnisés, tels que ceux de Saumur, du Jura et de Bourgogne viendront faire alors une grande concurrence aux vins de Champagne et aux vins champagnisés.

A notre avis, ces deux dernières objections condamnent cette taxe.

Taxe sur les opérations de bourse. — L'Etat impose déjà ces opérations. Il y aurait un véritable danger à les soumettre à une taxe municipale. La question s'est posée pour Paris, nous l'avons montré. Le Gouvernement n'a pas voulu même d'une taxe légère, nous pensons qu'il a eu raison, car il y a tout lieu de craindre qu'à la suite d'une telle taxe les opérations de la Bourse de Paris

diminuent et cela au bénéfice des Bourses étrangères ; or, comme il est absolument impossible, même si l'on en est l'adversaire, d'éviter les opérations de Bourse, il vaut mieux pour nous qu'elles se fassent en France qu'à l'étranger.

Taxe sur les sommes assurées. — La taxe sur les sommes assurées qui fut proposée pour Paris a été très discutée : elle a rencontré des adversaires sérieux et au Conseil municipal et au Parlement. Il est bien certain que les Compagnies d'assurances sauront bien rejeter cette charge nouvelle sur leurs assurés. Il est évident aussi que cette taxe va à l'encontre des idées actuelles, qui veulent qu'on favorise le plus possible les principes de prévoyance, de mutualité et de solidarité, car les assurances sont la mise en application du principe même de prévoyance. Cependant nous croyons que l'on peut très bien admettre cette taxe, à condition qu'elle ne soit pas trop élevée : les assurés, qui auront eu des sinistres (accidents, etc.), n'auront rien à regretter ; quant à ceux, qui n'en ont point, ils n'hésiteront certainement pas à payer quelques centimes ou francs de plus chaque année pour avoir cette certitude d'être indemnisés le cas échéant.

Pour Paris, nous l'avons montré, il a été établi une taxe d'incendie sur les capitaux mobiliers et immobiliers assurés. Ce que nous venons de dire s'applique évidemment à cette taxe.

Taxe sur les cessions d'offices ministériels. — Ces charges rapportent de forts revenus à leurs titulaires : il y a plutôt pléthore que disette de candidats pour les

acheter ; ceux qui les exercent sont le plus souvent des personnes aisées, sinon riches. Une telle taxe paraît donc assez justifiée. Elle est d'une perception facile, puisque l'administration de l'Enregistrement pourra la percevoir, en recevant le droit du Trésor.

Taxe sur les mutations à titre onéreux de meubles et objets mobiliers, sur les ventes de fonds de commerce, sur celle de marchandises neuves. — L'État percevant déjà un impôt sur ces opérations, il sera prudent, si l'on établit aussi une taxe municipale, de ne pas atteindre un taux trop élevé.

Taxe sur les oranges, citrons et limons. — Cette taxe, sur l'incidence de laquelle nous ne sommes pas très documentés, ne nous semble pas mauvaise, car elle atteint une consommation de luxe. Cette raison nous semble suffisante pour la justifier.

Comme autre exemple de taxe indirecte soumise à l'approbation législative, nous pouvons citer le droit de 0 fr. 10 demandé par la ville de Bordeaux, ainsi que nous l'avons montré, sur chaque colis de marchandises entrant dans la ville ou en étant expédié. Nous ne pensons pas que, puisqu'on veut supprimer les droits d'octrois, on puisse proposer parmi les taxes de remplacement un tel droit plus injuste, plus disproportionnel encore.

Au courant des discussions parlementaires de la loi de 1897, il a été indiqué d'autres exemples de taxes indirectes soumises à l'approbation législative. On a cité notamment des droits municipaux de stationnement, de place aux marchés et aux halles commerciales ; de tels

droits se justifient d'eux-mêmes, ils sont l'équivalent d'un service spécial rendu par la commune à certains individus.

Nous avons ainsi indiqué quelles taxes de remplacement nous semblaient mauvaises et quelles taxes nous semblaient bonnes. Parmi ces dernières, il nous paraît difficile de dire celles que les communes devraient préférer ; c'est à chaque commune de l'examiner en tenant compte de sa propre situation vis-à-vis de chaque taxe ; c'est du reste le mérite, nous l'avons déjà dit, de la liberté très grande laissée aux communes par le législateur.

Les taxes de remplacement ainsi mises à la disposition des communes sont-elles suffisantes pour opérer le dégrèvement des boissons hygiéniques ou la suppression des octrois ? Nous le pensons. Les travaux préparatoires de la loi de 1897 l'ont fait prévoir. Les propositions des communes, pour l'une et l'autre réforme telles que nous les avons exposées, montrent qu'il n'y a pas impossibilité. Il est à remarquer que les communes, dont il s'agit, sont les grandes villes de France ; or c'est là que le problème est le plus difficile à résoudre ; si donc elles y parviennent, on peut estimer que la solution sera aisée pour les petites villes. De plus certaines communes, nous l'avons fait voir, sont arrivées à la suppression complète des octrois, certaines autres ont atteint la première étape. Nous savons aussi que d'autres communes sont dans l'un ou l'autre cas : si nous ne les avons point étudiées, c'est que nous n'avons pu nous procurer les

documents qui les concernaient (1). Enfin en ce qui concerne Paris, ville où les octrois sont le plus élevé, elle est parvenue (ou presque) à supprimer tout droit sur les boissons hygiéniques, mais elle n'a pas épuisé toutes les taxes qui se trouvent à sa disposition.

Une dernière question nous reste à examiner : le dégrèvement des boissons hygiéniques, la suppression totale des droits d'octroi aura-t-il l'effet attendu par le législateur ? En d'autres termes, le prix des boissons hygiéniques, celui des matières soumises au droit d'octroi va-t-il baisser comme conséquence de la réforme ?

Pour les boissons hygiéniques, nous n'en voulons pas d'autres preuves que le fait qui se passe à Paris à l'heure actuelle. Si les taxes de remplacement de Paris ne sont pas encore établies, les boissons hygiéniques sont cependant complètement dégravées des droits d'octroi depuis le 1^{er} janvier dernier ; à la même époque est entrée en vigueur la loi du 29 décembre sur les boissons ; les boissons hygiéniques à Paris ne paient plus comme droit à l'État qu'un droit de fabrication de 0 fr. 25 par degré-hectolitre en ce qui concerne les bières ; un droit de circulation de 1 fr. 50 par hectolitre en ce qui concerne les vins, et de 0 fr. 80 par hectolitre en ce qui concerne les cidres, poirés et hydromels (2). Quel a été la conséquence de ce nouvel état de choses ? On a vu immédiatement le prix des boissons hygiéniques bais-

(1) Argenteuil, Montereau, Celles etc, sont dans ce cas.

(2) Loi du 29 décembre 1900.

ser ; sur les vins, notamment, elle a été de 0 fr. 15 et même 0 fr. 20 par litre.

Nous reconnaissons que les droits sur les boissons hygiéniques étaient particulièrement élevés à Paris. Le dégrèvement se trouvant donc considérable il était naturel qu'il en fut de même de la baisse des prix qui devait suivre. Nous croyons que dans les autres communes de France où, les droits se trouvant moins élevés, le dégrèvement moins considérable, la baisse de prix sera encore très sensible parce que la réforme des droits d'Etat est venue coopérer avec celle des droits municipaux sur lesdites boissons. Cette coopération était du reste absolument nécessaire au succès de la réforme entreprise ; nous avons vu les villes presque unanimes à réclamer que l'Etat abandonne ses droits comme les communes ; le gouvernement n'avait attendu que ce moment pour faire appliquer la réforme de 1897 et nous sommes certain qu'à l'heure actuelle il n'y aura plus de difficultés.

Si l'on nous objectait que dans certaines villes, la concurrence étant moins grande qu'à Paris, les classes pauvres ne profiteront pas du dégrèvement parce qu'elles achètent au litre, nous répondrons qu'en ce cas il est pour ces classes un moyen certain d'acheter à bas prix, c'est de constituer des sociétés coopératives pour la vente des boissons hygiéniques. La constitution de telles sociétés aurait certainement et vite lieu dans les communes, où les débitants auraient des velléités de s'entendre pour ne pas baisser les prix de la vente au détail.

Nous ne pensons pas du reste qu'il y aura une baisse

de prix pour ceux qui consommeront les boissons hygiéniques par quantités inférieures à l'unité et ici nous voulons faire allusion aux consommateurs du cabaret, de l'estaminet, du débit sur le comptoir, du café, de la brasserie. Tous les débitants en effet auront à payer une licence municipale et ce sera précisément sur ces consommateurs qu'ils tâcheront de la récupérer. Ensuite ils font dans le prix des consommations payer à leurs clients les frais généraux qu'ils ont à supporter, tels que lumière, chauffage et cela est surtout évident pour les cafés et brasserie ou en plus des frais généraux il y a des frais de luxe. Il n'y aura donc pas baisse de prix, mais nous ne voyons pour nous aucun inconvénient à ce qu'il en soit ainsi, car les personnes, qui vont au café ou au cabaret ne sont pas à plaindre, car le cabaret est un luxe pour l'ouvrier comme le café un luxe pour le bourgeois et un luxe dangereux pour l'un comme pour l'autre.

En dehors de ces consommations faites au cabaret ou au café, il serait regrettable que le petit consommateur ne puisse profiter de la baisse de prix parce que son achat porte sur une très petite quantité, il serait regrettable par exemple que l'ouvrière parisienne ne puisse profiter du dégrèvement sur le demi-setier qui suffit à son repas. Il serait bon, pour remédier à cela, de reprendre un projet de loi qui fut soumis au Parlement le 22 octobre 1895. Ce projet proposait la création d'une pièce de monnaie de 2 c. 1/2. Contre cette pièce nous ne pensons pas qu'on puisse présenter les mêmes objections que jadis contre les centimes. Elle serait très utile

pour les petites transactions, où elle éviterait à l'acheteur des pertes, qui souvent répétées finissent par faire une grosse somme. Cette innovation serait d'autant plus justifiée qu'elle profiterait aux classes peu aisées et empêcherait au gain trop facile aux marchands ou tout au moins le réduirait.

En ce qui concerne les autres droits d'octroi nous croyons que la baisse des prix serait la conséquence de la disparition des droits. L'exemple de la Belgique nous permet de croire qu'il en serait ainsi en France. Nous avons prié MM. les Secrétaires de Mairie des villes ayant supprimé leurs droits d'octrois de nous fixer sur ce point, ils ont été unanimes pour déclarer que la baisse des prix au bout de très peu de temps avait suivi la réforme. Il ne pouvait et il ne peut guère en être autrement : les droits d'octrois, nous l'avons établi au début de notre étude, font partie des frais de production ; les frais de production diminuant du fait de la disparition de ces droits, il est bien évident, que la concurrence remplira tout son effet ordinaire.

Nous attendons donc avec confiance le moment peu éloigné, où le régime des octrois aura disparu de France. Certes du temps de nos pères, en 1791, la joie fut grande quand les octrois furent supprimés : le soir du 30 avril au moment où l'heure de la délivrance allait sonner, les musiques jouèrent leurs morceaux les plus joyeux : des mais furent plantés pour rappeler aux populations futures cet heureux événement et l'un d'eux fut placé sous les fenêtres du roi ; le canon du Pont-Neuf et celui des Invalides annoncèrent la chute des

barrières et les danses s'organisèrent dans les rues éclairées par de brillantes illuminations. En ce siècle-ci, quand disparaîtront définitivement les octrois, l'enthousiasme sera peut-être moins bruyant, mais certainement il y aura tout autant lieu de se féliciter, car ce sera la disparition d'une institution souverainement mauvaise et injuste.

Vu : le Doyen,
GLASSON.

Vu : le Président de la thèse,
André WEISS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	I
INTRODUCTION.	I
 CHAPITRE I. — Inconvénients et avantages des octrois. —	
L'institution des octrois n'est pas une institution défendable	5
SECTION I. — Inconvénients.	5
I. — <i>Au point de vue fiscal</i>	6
II. — <i>Au point de vue économique.</i>	11
III. — <i>Au point de vue de la justice sociale</i> . . .	19
SECTION II. — Avantages.	38
 CHAPITRE II. — Des différents systèmes de remplacement des octrois.	
<i>Premier Groupe.</i>	32
<i>Deuxième Groupe.</i>	34
<i>Troisième Groupe.</i>	37
<i>Quatrième Groupe.</i>	42
<i>Quatrième Groupe.</i>	48
 CHAPITRE III. — La loi du 29 décembre 1897. — Les travaux préparatoires. — Sa promulgation.	
Le projet Guillaumon à la Chambre. — Les rapports Guillemet. — Le vote, le 4 Mai 1893.	52
Le premier rapport Bardoux devant le Sénat. . .	53
Les projets de loi Cot, Mas et Berry à la Chambre. — Le rapport Guillemet sur ces projets. — La discussion : vote du 22 novembre 1895	58
Le rapport supplémentaire Bardoux au Sénat. — La discussion et les votes des 3, 4 et 24 juin 1897. .	68
	77

Le nouveau rapport Guillemet à la Chambre. — La discussion. — Vote des 26 novembre et 3 décembre 1897.	88
Le rapport Hugot au Sénat. — Le vote définitif du 21 décembre 1897. — Sa promulgation.	95
CHAPITRE IV. — Des différentes mesures législatives et administratives destinées à faciliter l'application de la loi de 1897	102
CHAPITRE V. — De la mise en application de la loi du 29 décembre 1897.	115
I ^{re} SECTION. — Villes où les études ont amené une solution pour la question des boissons hygiéniques.	115
<i>Paris</i>	115
<i>Lyon</i>	128
<i>Bordeaux</i>	136
<i>Marseille</i>	138
<i>Lille</i>	141
<i>Rouen</i>	142
<i>Le Havre</i>	143
<i>Nantes</i>	149
<i>Nancy</i>	151
<i>Reims</i>	153
<i>Montpellier</i>	154
<i>Saint-Etienne</i>	157
<i>Chambéry</i>	160
II ^e SECTION. — Villes où les études ont amené une solution pour la question de la suppression des droits d'octroi.	165
<i>Amboise</i>	165
<i>Sézanne</i>	169
<i>Dijon</i>	172
<i>Mamers</i>	175
<i>Elbeuf</i>	177
CONCLUSIONS	179

—w—
BAR-LE-DUC

IMPRIMERIE BARRISIENNE

49, RUE DE LA ROCHELLE, 49
—w—